

LES INCIDENTS DE LA CAMPAGNE CONTRE LA CENTRALE NUCLÉAIRE DU PELLERIN

Deux mois de prison ferme
pour cinq paysans

(Lire page 16 l'article
de MICHEL KAJMAN.)

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,20 F.
Autriche, 1,50 F; Belgique, 1,50 F; Espagne,
1,50 F; France, 1,50 F; Grèce, 1,50 F; Italie,
1,50 F; Japon, 1,50 F; Liban, 1,50 F; Pays-Bas,
1,50 F; Portugal, 1,50 F; Royaume-Uni, 1,50 F.
Suisse, 1,50 F; U.S.A., 1,50 F; Yougoslavie, 1,50 F.

Tarif des abonnements page 4
5, RUE DES ITALIENS
75007 PARIS - CEDEX 09
C.C.P. 4287-03 Paris
Téléc. Paris n° 836972
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Réchauffement entre l'U.R.S.S. et l'Égypte

« Nos relations avec l'Union soviétique sont meilleures », déclarait le président Sadate le 27 février à une chaîne de télévision américaine. Elles le sont toujours, même et surtout après que M. Fakhri, ministre égyptien des affaires étrangères, s'est employé ces deux derniers jours à Moscou à « rétablir », comme l'annonce l'agence Tass, les rapports d'amitié et de coopération entre son pays et l'Union soviétique.

Ce but a-t-il été atteint ? Il est trop tôt pour le dire. Comme l'a affirmé M. Gromyko vendredi 10 juin, « il est facile de détruire la confiance, comme il arrive parfois par suite d'une politique irréflectible ou insuffisamment sérieuse, mais il est difficile de la rétablir ».

De fait, la tension a été trop vive entre les deux pays depuis la dénonciation par l'Égypte de son traité d'amitié et de coopération avec l'U.R.S.S. en mars 1976, pour être oubliée facilement.

Cependant, par-delà les aïeux de la conjoncture, le conflit israélo-arabe n'a pas seulement pour effet d'empêcher les grands pays arabes et l'U.R.S.S. de pousser leurs différends jusqu'à la rupture : il les conduit parfois à des « réconciliations » spectaculaires.

Deux éléments ont dû inciter le président Sadate — car c'est lui qui fait figure de demandeur dans l'affaire — à reprendre l'ancien avec le Kremlin.

Le premier est l'exemple donné par la diplomatie plus musclée de son homologue syrien, M. Assad, qui a su se rapprocher des États-Unis sans rompre avec l'U.R.S.S., bénéficiant ainsi d'une plus grande marge de manœuvre.

Le second, et de loin le plus important, est la victoire du Likoud aux élections israéliennes de mai. Le danger d'une nouvelle guerre israélo-arabe, déjà grandissant ces derniers mois en raison de la rigidité des positions du gouvernement travailliste sur les frontières, est devenu encore plus réel avec la perspective de la venue au pouvoir d'un parti qui refuse toute concession territoriale en Cisjordanie.

En Israël même, le chroniqueur militaire du « Haaretz » estime que sous des développements « inquiétants », et en démentant tout espoir de paix — cela qu'un tour à la diplomatie des « petits pas » de M. Kissinger — le terme des hostilités, tandis que M. Fakhri, ministre de la défense, fait état du développement « sans précédent » de la puissance militaire de l'État juif au cours des trois dernières années.

Le rôle de l'U.R.S.S. en tant que fournisseur d'armes et principal défenseur de la cause arabe n'est pas le seul facteur qui ne soit pas le même. Le danger d'une nouvelle guerre israélo-arabe, déjà grandissant ces derniers mois en raison de la rigidité des positions du gouvernement travailliste sur les frontières, est devenu encore plus réel avec la perspective de la venue au pouvoir d'un parti qui refuse toute concession territoriale en Cisjordanie.

Le dirigeant soviétique ira-t-il jusqu'à passer l'éponge sur la lettre égyptienne et reprendre ses relations d'armes comme un « espoir au Caire ? Sans doute le demandera-t-il pour cela que l'Égypte passe à l'« observation » destinée à tester la loyauté égyptienne et à montrer qu'il n'est pas le moins la politique bien prise fin entre les deux pays.

Il est peu probable cependant que l'Égypte modifie sa politique de limitation de l'influence soviétique, tout particulièrement en Afrique, ou encore mette fin au soutien au Soudan au moment même où ce pays s'oppose violemment à Moscou.

Dénouement aux Pays-Bas

Deux des cinquante-deux otages et six terroristes ont été tués lors de l'attaque contre le commando sud-moluquois

Cinquante otages, détenus aux Pays-Bas dans le train de Glimmen, depuis dix-neuf jours par des terroristes sud-moluquois, ont été libérés à l'aube du samedi 11 juin par deux coups de main des fusiliers-marins néerlandais. Deux otages de train et six terroristes ont été tués. On compte dix blessés transportés à l'hôpital de Groningue, dont sept otages, un terroriste et deux fusiliers-marins. Un otage et un terroriste sont en danger de mort. Les organisations de jeunes Moluquois ont immédiatement qualifié de « lâche » l'action défensive du gouvernement.

Les quatre otages prisonniers dans l'école de Bovenmilde ont été également libérés.

« Nous reconnaissons comme une défaite d'avoir dû recourir à la violence pour mettre fin à la prise d'otages. Nous n'avons pas d'autre issue », a déclaré, à 8 h. 30, à la radio, M. Joop den Uyl, premier ministre des Pays-Bas, en commentant l'opération-éclair qui consistait à libérer les otages du train de Glimmen. Le risque de faire des victimes avait incité le gouvernement à « n'avoir recours à la violence qu'en dernière extrémité ».

Pendant trois semaines, a ajouté le premier ministre, nous avons fait tout ce qui était possible pour mettre fin à cette action et pour arriver à une solution par la patience et la négociation. (...) Il était impossible de laisser partir les otages vers l'étranger. Cela aurait été une incitation à commettre de nouveaux coups de force. Le gouvernement ne pouvait attendre davantage vis-à-vis des otages. Le premier ministre a conclu : « Le gouvernement désire, au-delà des événements terribles de cette semaine, rétablir la sécurité de tous ».

La fusillade a duré quelques minutes

De notre envoyé spécial

Assen. — Trois interminables semaines de siège et d'attente : des heures de discussion au bout d'un téléphone de campagne ; deux psychologues attendus au téléphone, à la moindre réaction, et un commando armé jusqu'aux dents décidé à jeter jusqu'au bout d'une aventure dont lui-même n'imaginait pas d'être possible ; deux méditations, aussi longues qu'infructueuses ; tout d'un coup, s'est levée l'attaque.

Le jour pointait à peine sur la gare de Glimmen, à 11 h. 53, les Starlighters de l'armée hollandaise ont pour l'instant les terroristes, piégés et les otages, ont en milieu des champs, à proximité de la petite gare de Glimmen.

AN MÊME INSTANT, une trentaine de fusiliers marins, tapés à environ 300 mètres du train, lancent des bombes fumigènes et passent à l'attaque.

Tout sans doute avait été prévu et minutieusement étudié : on n'a rien laissé au hasard, visent avec précision les endroits où, selon toute vraisemblance, devaient se trouver les commandos sud-moluquois. Mais, de leur poste d'observation, à l'avant et à l'arrière de la gare, et de leur quartier général, dans le commandement de première classe, les terroristes ripostent aussitôt. La fusillade dure quelques minutes.

DOMINIQUE POUCHIN.

(Lire la suite page 4.)

La réorganisation de l'aéronautique

M. Barre annonce la création d'une société groupant les parts de l'État chez Dassault et à la SNIAS

L'État rassemblera dans une société publique de participation ses actions, dans le groupe privé Dassault-Breguet, dont il prévoit de détenir le tiers du capital (soit la minorité de blocage) et dans la Société nationale industrielle aérospatiale (SNIAS), dont il est le principal actionnaire. À raison, actuellement, de 98,7 % du capital.

Le premier ministre a annoncé, ce samedi 11 juin au Bourget, cette décision qui fait suite aux mesures de réorganisation industrielle approuvées par le conseil des ministres du mercredi 8 juin. M. Barre, qui présidait le déjeuner officiel du trente-deuxième Salon international de l'aéronautique et de l'espace, a précisé que la présidence de cette société publique de participation, sera confiée à M. Jean Blanchard, président de Gaz de France et ancien délégué ministériel pour l'armement.

Sans attendre la mise en place de ce holding, M. Blanchard a été chargé par le gouvernement d'entreprendre une mission de coordination entre la SNIAS et Dassault-Breguet, qui constitueront, tous deux, des avions civils et militaires, et dont les activités, spécialisées dans la production « avions », sont équivalentes, de quinze mille à dix-sept mille personnes chacune.

Le premier ministre n'a pas précisé les conditions financières dans lesquelles l'État sera amené à prendre une participation chez Dassault-Breguet, mais il semble que le gouvernement s'est orienté vers une solution qui sera l'effacement des dettes ou du remboursement des subventions dues, depuis plusieurs années, à l'État par le groupe aéronautique privé.

Pour ce qui concerne les prochains programmes d'avions civils, M. Barre a bien précisé que la voie d'une coopération équitable avec les entreprises américaines passe, au préalable, par le renforcement des moyens européens. Il a, d'autre part, invité les compagnies françaises Air France et Air Inter à accélérer l'achat d'Airbus — de dix-huit à vingt-quatre d'ici à 1980 — et il a insisté sur le fait que le gouvernement ne s'opposerait pas à la location, à titre intérimaire, par Air France et Air Inter d'un nombre limité d'appareils étrangers, qui pourraient être des bi-réacteurs Boeing-737 ou des tri-réacteurs Boeing-747 pour remplacer les Caravelles.

Enfin, le premier ministre a révélé qu'il avait donné son accord à la construction d'un Airbus dont le rayon d'action sera accru.

UN ENTRETIEN AVEC LE PRÉSIDENT DU ZAÏRE
● L'aide de la Chine est la plus efficace.
● La libéralisation du régime est remise à plus tard.

(Lire page 2.)

Paris et Moscou soulignent leur accord sur le développement de l'énergie nucléaire

Au cours de deux cérémonies, à l'ambassade de France à Moscou et à l'ambassade d'U.R.S.S. à Paris, la France et l'Union soviétique ont procédé, vendredi 10 juin, à un échange de documents techniques concernant le développement dans chacun des deux pays des réacteurs nucléaires avancés dits « à neutrons rapides ».

Il s'agit dans le cadre de la coopération franco-soviétique pour l'utilisation de l'énergie nucléaire à des fins pacifiques.

Cet échange a une portée technique relativement limitée : les documents ne concernent que des données assez restreintes, convenus à l'avance entre les deux partenaires. Les documents soviétiques sur le réacteur BN-350 ne contiennent aucune indication sur le traitement des matériaux entrant dans la construction des réacteurs, domaine dans lequel les Soviétiques auraient un certain retard. De même, les documents français sur le réacteur à neutrons rapides ne contiennent aucune indication sur le traitement des matériaux entrant dans la construction des réacteurs, domaine dans lequel les Soviétiques auraient un certain retard.

Comme la signature de ces documents franco-soviétiques a une signification symbolique, il illustre la convergence de vues entre la France et l'Union soviétique quant à la nécessité de développer les techniques de surréacteurs et de retraitement, face aux positions, diamétralement opposées, de la nouvelle administration américaine. Ce dialogue est encore apparu lors des premières réunions du groupe d'experts mis en place au « sommet » de Londres et qui doit étudier les problèmes posés, du point de vue de la non-prolifération, par le cycle du combustible nucléaire.

La coopération nucléaire franco-soviétique a été évoquée, vendredi matin à l'Élysée, par le conseil de politique nucléaire extérieure. Celui-ci a souligné la « similitude des approches relatives au développement de l'énergie nucléaire ». Cette similitude des points de vue a également été vivement notée, dans l'après-midi, par l'ambassadeur d'U.R.S.S. à Paris, M. Tchervonokov. Certains n'excluent pas qu'une nouvelle étape de cette coopération puisse être franchie, dans le domaine de l'enrichissement, par exemple à l'occasion de la prochaine visite à Paris de M. Leonid Brejnev.

Le conseil de politique nucléaire a également fait le point de la coopération franco-soviétique dans le même domaine, et examiné différents thèmes « susceptibles de permettre l'approfondissement de cette coopération ». Cette question sera abordée, les 16 et 17 juin prochains, lors des rencontres à Bonn, de MM. Giscard d'Estaing et Schmidt.

ANAL, directement producteur de plus-values, dans la terminologie marxiste.

(Lire la suite page 7.)

(Lire page 8.)

AU JOUR LE JOUR

Ressemblances

Leonid Brejnevich est un dissident soviétique qui aime bien que le paradis socialiste se manifeste autrement que sur le papier à en-tête du journal et Dom Heller Camara est un archéologue brésilien qui semble penser que, et le royaume de Christ n'est pas un monde, ce n'est pas une raison pour y installer le royaume du diable.

Apparemment, tout séparé donc ce croyant de cet athée. Et pourtant, s'ils ne parlent pas la même langue, ils tiennent le même langage. Finalement, ils se ressemblent. Et si tous les persécuteurs se ressemblent, c'est peut-être parce que tous les persécutés ont un air de famille.

BERNARD CHAPUIS.

La stratégie socialiste du front de classe

La plupart des fédérations départementales du parti socialiste s'étaient réunies samedi 11 et dimanche 12 juin. Elles doivent se prononcer sur les deux motions d'orientation qui seront soumises aux assemblées nationales du parti, convoquées à Nantes du 17 au 19 juin d'une part, celle qui est présentée par M. Mitterrand et la direction du P.S. ; d'autre part, celle qui a été élaborée par le C.E.R.E.S.

Dans certains départements, et en particulier en Ile-de-France, des propositions ont été avancées tendant à geler les mandats de la fédération pour témoigner de la volonté des adhérents de parvenir à une synthèse entre les deux textes. Majoritaires et minoritaires du P.S. de la conception com-

munisme de l'avant-garde ouvrière. Cette appréciation est fondée, à la réserve près qu'il ne s'agit pas d'une démarche de circonstance. C'est en effet une réponse théorique et pratique à l'ensemble des rapports de forces dans notre société industrielle où fonctionne un capitalisme à dominante bureaucratique.

Le concept importe peu, ce qui compte, c'est le mouvement historique qu'il exprime : l'évolution des couches sociales, à la fois par leur diversification et leurs nouvelles aspirations, remet en question aussi bien la théorie de l'histoire des classes autour d'un compromis (variantes bureaucratiques de la troisième force et de la fois stratégique (il faut bien rassembler le plus de monde autour de notre projet de société) et tactique (ce projet, donnée théorique qui démarque le P.S. de la conception com-

munisme de l'avant-garde ouvrière). Cette appréciation est fondée, à la réserve près qu'il ne s'agit pas d'une démarche de circonstance. C'est en effet une réponse théorique et pratique à l'ensemble des rapports de forces dans notre société industrielle où fonctionne un capitalisme à dominante bureaucratique.

Le concept importe peu, ce qui compte, c'est le mouvement historique qu'il exprime : l'évolution des couches sociales, à la fois par leur diversification et leurs nouvelles aspirations, remet en question aussi bien la théorie de l'histoire des classes autour d'un compromis (variantes bureaucratiques de la troisième force et de la fois stratégique (il faut bien rassembler le plus de monde autour de notre projet de société) et tactique (ce projet, donnée théorique qui démarque le P.S. de la conception com-

munisme de l'avant-garde ouvrière). Cette appréciation est fondée, à la réserve près qu'il ne s'agit pas d'une démarche de circonstance. C'est en effet une réponse théorique et pratique à l'ensemble des rapports de forces dans notre société industrielle où fonctionne un capitalisme à dominante bureaucratique.

Le concept importe peu, ce qui compte, c'est le mouvement historique qu'il exprime : l'évolution des couches sociales, à la fois par leur diversification et leurs nouvelles aspirations, remet en question aussi bien la théorie de l'histoire des classes autour d'un compromis (variantes bureaucratiques de la troisième force et de la fois stratégique (il faut bien rassembler le plus de monde autour de notre projet de société) et tactique (ce projet, donnée théorique qui démarque le P.S. de la conception com-

munisme de l'avant-garde ouvrière). Cette appréciation est fondée, à la réserve près qu'il ne s'agit pas d'une démarche de circonstance. C'est en effet une réponse théorique et pratique à l'ensemble des rapports de forces dans notre société industrielle où fonctionne un capitalisme à dominante bureaucratique.

Le concept importe peu, ce qui compte, c'est le mouvement historique qu'il exprime : l'évolution des couches sociales, à la fois par leur diversification et leurs nouvelles aspirations, remet en question aussi bien la théorie de l'histoire des classes autour d'un compromis (variantes bureaucratiques de la troisième force et de la fois stratégique (il faut bien rassembler le plus de monde autour de notre projet de société) et tactique (ce projet, donnée théorique qui démarque le P.S. de la conception com-

AU FESTIVAL DE BERLIN

Shakespeare en puzzle

On n'a pas fini de mesurer la place que tient Shakespeare dans la littérature occidentale, ne serait-ce que l'espace concret, matériel exigé par les dizaines de milliers d'études, de thèses, d'articles sur les faces cachées d'une destinée perdue dans les ténèbres du mythe. Comment ne pas être fasciné, en effet, par les imperceptibles traces de cette vie d'homme et les fulgurantes ombres de cette œuvre de génie ?

C'est ce qui a intrigué Peter Stein, metteur en scène allemand de réputation internationale — il a monté l'Or du Rhin au palais Garnier — qui vient de présenter Shakespeare's Memory au Festival de Berlin. Deux soirées, deux parties, données non pas sur le plateau de la Schaubühne, mais dans un studio de cinéma en banlieue.

Shakespeare, Stein y songeait depuis longtemps. Et plus particulièrement à Comme il nous plaira, qu'il se propose d'inscrire la saison prochaine au répertoire de sa compagnie. Il en résulte, oui, avec crainte, avec respect, attiré, lui aussi, par les mystérieux recoins, les cabinets secrets

de ce fabuleux palais d'ombre et de cristal. Ce qui le frappa, après tant d'autres, c'est, au détour d'une réplique, une allusion sibylline, hermétique à cet érotisme, à cette tradition occulte si fort en vogue à l'époque.

CLAUDE SARRAUTE.
(Lire la suite page 15.)

DIMANCHE CHANTILLY PRIX DE DIANE

(Lire la suite page 15.)

le mur de Cartier

Paris

La grille du plus grand joaillier signe l'harmonieuse synthèse de leur perfection technique et de leur raffinement esthétique.

DIMANCHE CHANTILLY PRIX DE DIANE

reguel

STRUIT DES MAISONS LA QUEUE EN BRIE PONTAULT-COMBAULT

100 et à 100 km de Paris

interurbaine de l'est et la N. 4.

Domaine de l'Ormeau

Domaine du Bois la Croix

ASIE

Japon

Le karaté au service du féminisme...

De notre correspondant

Tokyo. — Le Mouvement pour la libération de la femme s'est récemment enrichi au Japon d'un parti politique : le Parti japonais des femmes (J.W.P.). Sa présidente est Mme Misako Enoki, qui a fondé en 1972 le Chupiren (abréviation de « Mouvement de libération de la femme, pour l'avancement et la plume »). Le J.W.P., qui présente douze candidates, toutes mères de famille, aux élections sénatoriales du 10 juillet, a commencé sa campagne d'activités dans les salons de coiffure. Candidates et membres du parti suivent un entraînement de karaté « pour pouvoir affronter les hommes au cours des débats parlementaires ».

Cette précaution ne manque pas d'une certaine sagesse car les débats à la Diète se terminent parfois en pugilats. Ce fut récemment le cas à propos de la question d'Okinawa (le Monde du 19 mai 1977).

Mme Enoki, âgée de trente-deux ans, est mariée depuis sept ans. Jolie, le sourire angélique et la voix douce, elle affirme que le J.W.P. « ne vise pas à l'égalité entre les hommes et les femmes, mais à la suprématie de ces dernières ».

« Les Japonaises », écrit un journal au moment où le Chupiren fut lancé, « ont appris à l'étranger à être désagréables ». Quelle que soit l'origine du mouvement, et abstraction faite du

caractère outrancier de sa « doctrine », il n'apparaît pas moins très légitime dans un pays où les hommes n'ont pas à affirmer que les Japonaises doivent leur charmes aux pères de giffes qui leurs sont judicieusement administrées depuis des siècles et où les maris considèrent trop souvent leur compagne comme une pièce, indispensable, certes, au décor domestique. Cette conception du rôle de la femme se reflète dans la situation qui lui est réservée dans la société.

Certaines grandes banques interdisent à leurs employées le maquillage et le vernis à ongles. En fait, la femme japonaise n'a de pouvoir que le jour où elle est mère : la maison devient alors son domaine et l'enfant sa chose. Assurant alors les responsabilités que lui laisse l'attachement du père, le plus souvent absent, et compensant ses frustrations antérieures, elle devient une éducatrice redoutable. Cependant, le Mouvement de libération de la femme n'échappe pas à une tendance traditionnelle au Japon : l'épervierisme. Rare sont les pays où prolifèrent à ce point associations, groupes et comités de toutes sortes. Le M.L.F. nippon paraît assez désordonné. De la « Société pour la réflexion sur l'intimité » à la « Ligue des femmes catholiques », en passant par le « Front des femmes révoltées », les mouvements pullulent. Certains, comme le groupe « La Femme Éros », ont des publications aux thèmes parfois inattendus, comme « Le soulèvement du pénis ou la vocation d'indépendance du phallus ».

Pour faire rentrer le mari dans le droit chemin

De tous, le Chupiren de Mme Enoki est le plus actif. Il compte quatre mille membres et regroupe cinquante mille adhérentes. Dire à un japonais que le Chupiren est à ses trousses provoque chez lui une réaction de panique. Le Chupiren défend en effet très activement les femmes délaissées qui s'adressent à lui, notamment par des manifestations devant l'entreprise où travaille le mari volage. Les militantes, casquées et armées de lances de bambou, comme les étudiants lorsqu'ils affrontent la police, scandent son nom et tiennent ses suppléments devant ses collègues. « La plupart du temps cette pratique a un certain effet », dit Mme Enoki. Dans le cas où le mari ne rentre pas dans le droit chemin, le Chupiren aide la femme à divorcer. Secours précieux, car, bien que le loi permette à chaque conjoint de demander le divorce, la pratique juridique laisse en fait l'initiative de la procédure à la seule discrétion du mari. Le Chupiren « étudie » actuellement le cas de cinquante-cinq députés libéraux démocrates, de cinq membres du parti bouddhiste et

d'un communiste qui ont des liaisons extra-conjugales. Dans une société faite pour les hommes, où ceux-ci dépendent chaque année en dixième (bars, boîtes de nuit, etc.) — la plupart du temps payées par leur société — un montant supérieur au budget de la défense nationale, un Mouvement pour la libération de la femme n'est pas sans fondement. Il est cependant dommage que, par les excès de son programme (Mme Enoki affirme par exemple : « Je ne pense pas que la coexistence entre hommes et femmes soit possible : les hommes doivent servir les femmes »), le Chupiren se discrédite. Mais peu de femmes au Japon peuvent sans doute dire aujourd'hui avec aussi peu de retenue que Mme Enoki : « Je respecte et aime mon mari ». Ce dernier, qui lui a envoyé 17 millions de yens pour la campagne électorale du J.W.P., ne lui en a pas moins promis que s'il ne rentrerait pas dans le droit chemin, elle le divorcerait. « À moins qu'elle n'abandonne ses activités féministes ».

PHILIPPE PONS.

Inde

■ DIX PERSONNES AU MOINS ONT ÉTÉ TUÉES, vendredi 10 juin, au Bihar, État du nord-est de l'Inde, dans des affrontements politiques lors

de la première journée des élections pour le renouvellement des assemblées législatives de dix États et deux territoires de l'Union indienne.



LE COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL. BEAU-SOLEIL. A VILLARS-SUR-OLLON (SUISSE)

Vue aérienne du collège Beau-Soleil - Gargons et filles de 5 à 18 ans - Programme officiel des lycées français - Cycle primaire et secondaire complet - Préparation au baccalauréat - Etudes dirigées - Classes à effectif réduit - Laboratoire de langues - Bulletins scolaires adressés aux parents à la fin de chaque période de trois semaines.

Tous les sports d'hiver et d'été, dans un parc de 15 000 mètres carrés : natation, tennis, patinage, ski, football, etc.

Internat réservé aux jeunes filles à la Maison de la Harpe.

Début de l'année scolaire 1977-1978 : lundi 19 septembre 1977.

Pour l'envoi d'une documentation, écrivez à :

COLLEGE ALPIN INTERNATIONAL, BEAU-SOLEIL, 1084 VILLARS-SUR-OLLON (Suisse) - Tél. : 19.41.25.321/523.

AFRIQUE

Ouganda

Kampala menace d'exécuter un « espion » britannique

De notre correspondant en Afrique orientale

Nairobi. — Cette fois, la crise est nouée. Peu important l'incident et la personnalité britannique ou ougandaise, de l'attaque du maréchal Amin (1). Arrêté jeudi 9 juin à Kampala, il est blanc, originaire du Royaume-Uni, accusé d'espionnage. Un tribunal militaire décidera de l'enfermer ou non devant le peloton d'exécution. La grâce du condamné, le cas échéant, dépendra alors de l'honneur du maréchal Amin. Les Britanniques seront donc partie prenante de ce nouveau et odieux marchandage d'une vie humaine.

L'ordre « qui règne en Ouganda au prix de brutalités, de tortures, de massacres, justifie amplement le vote parlementaire de se passer de la présence du maréchal à l'occasion du jubilé de la reine et de la conférence du Commonwealth. Mais comment n'avoir pas prévu que l'honneur humilié de Kampala chercherait aussitôt sa revanche et qu'il aurait d'autant plus besoin de le faire que Londres a été la victime d'un tel acte ?

M. Callaghan était bien placé pour comprendre le message de Kampala. C'est déjà lui qui, en juillet 1974, avait dû se rendre en Ouganda pour sortir des griffes du maréchal M. Amin, un sujet britannique condamné à mort pour l'avoir traité, dans un manuscrit alors non publié, de « tyran de village ». C'est encore M. Callaghan qui, un an plus tard, à la suite du raid israélien sur Entebbe et de la « disparition » de quatre personnes, a rompu les relations diplomatiques avec l'Ouganda.

Ce qui pouvait passer au départ

pour une farce — l'annonce par le président ougandais de son arrestation — débouchera-t-elle sur une nouvelle tragédie ? Le gouvernement britannique pourra rétorquer qu'il a prévenu, de longue date, ses ressortissants en Ouganda qu'ils y demeureraient à leurs risques et périls, qu'on ne peut pas imposer à des missionnaires, c'est le cas d'une bonne partie d'entre eux — d'abandonner leurs familles à la fureur d'un dictateur, et que ceux qui ont opté de plein gré pour la nationalité ougandaise ne sont plus sous la responsabilité de Londres.

Les quelque deux cent quarante ressortissants britanniques en Ouganda, déjà éprouvés aux quatre coins du territoire, n'ont plus le droit de quitter le pays. Ils sont sous la surveillance de la sécurité, et les réunions de plus de trois personnes leur sont désormais interdites. Dans ces conditions, même une réédition du « raid sur Entebbe » serait inutile.

Cette revanche d'Idi Amin Dada était sans doute difficile à parer, mais prévisible. Si prévisible qu'on peut imaginer la suite. Une condamnation à mort pour le pseudo-espion et une condition pour sa grâce : que le maréchal soit enfin reçu avec les honneurs à Londres.

JEAN-CLAUDE POMONTI.

(1) Le porte-parole du Foreign Office a indiqué vendredi soir qu'il s'agit d'un « espion » britannique, un ancien ressortissant britannique qui a pris la nationalité ougandaise. Une condamnation à mort, plus tard, l'un des Blancs ayant porté dans les rues de Kampala le président Amin sur un palanquin, à l'occasion du sommet de l'Organisation africaine (O.A.F.).

A LA CONFÉRENCE DU COMMONWEALTH

Le président zambien demande une assistance accrue aux guérilleros de Rhodésie

De notre correspondant

Londres. — Après deux jours de discussions, consacrées aux problèmes de l'Afrique australe, la plupart des dirigeants du Commonwealth font preuve d'un très grand scepticisme quant aux chances d'un règlement négocié en Rhodésie. Les efforts diplomatiques que mène la Grande-Bretagne avec l'appui des États-Unis, ne sont certes pas condamnés, mais le sentiment général est que la guérilla contre le régime de M. Smith doit continuer de s'intensifier.

M. Callaghan lui-même a été contraint de reconnaître que si personne, selon lui, n'écarterait d'un seul instant l'idée d'une solution purement militaire, il n'y aurait cependant pas d'autre moyen de faire accepter le principe de la majorité noire par la minorité blanche de Rhodésie. Aux yeux du premier ministre britannique, on se trouve en présence d'une « atmosphère très dangereuse ».

En même temps, la conférence est divisée lorsqu'il s'agit d'imposer de nouvelles sanctions au régime rhodésien. Un programme d'action a été proposé par le président de la Zambie. M. Kaunda réclame la rupture des communications avec Salisbury, ainsi que l'arrêt de toutes transactions par les banques et les compagnies d'assurances. Il souhaite des mesures urgentes en vue de contraindre les compagnies pétrolières à cesser leurs livraisons à la Rhodésie. Appuyé par bon nombre d'autres représentants du Commonwealth, le président de la Zambie réclame une plus grande assistance matérielle et financière aux forces de guérilla engagées dans le combat.

Un tel programme s'est heurté

à beaucoup de réserves de la part des délégations britanniques et canadiennes notamment. M. Trudeau a critiqué les propositions de la plupart des délégations africaines en se déclarant « intrigué » par le fait qu'aucune proposition ne serait entrée par leurs « collègues du tiers-monde » sur les pays membres de l'OPPEP, qui continuent de livrer du carburant à la Rhodésie.

Les travaux de la conférence sont suspendus pendant le week-end. Les chefs de délégations et leurs épouses vont passer quarante-huit heures dans l'un des hôtels les plus luxueux de l'Écosse où ils pourront, entre le golf et la piscine, poursuivre leurs entretiens de façon plus libre.

Il reste à savoir quelles instructions la conférence donnera, en fin de compte, au comité des sanctions « du Commonwealth, qui devrait transmettre tout nouveau programme de mesures anti-rhodésiennes à l'ONU ».

En marge de la conférence, ce qu'on appelle « l'affaire Amin » a pris une tournure nouvelle. Le dictateur ougandais a en effet trouvé un défenseur en la personne du chef de la délégation nigérienne, le général Shehu Yar de Adau. Au cours d'une conférence, celui-ci a critiqué les efforts de M. Callaghan pour tenir la conférence ougandaise à l'écart de la conférence. À son avis, il ne serait pas correct pour un membre du Commonwealth d'en exclure un autre de ses délibérations. Peut-être le représentant nigérien a-t-il levé le voile sur ses arrière-pensées en ajoutant qu'il ne souhaite pas voir établi un « précédent » de cette nature.

JEAN WETZ.

Zaire

Un entretien avec le président Mobutu

- L'aide de la Chine est la plus efficace
- La libéralisation du régime est remise à plus tard

Le président Mobutu, chef de l'État zairois, a fait état, vendredi 10 juin, d'un renforcement de la coopération militaire entre Paris et Kinshasa. A sa sortie de l'Élysée, où il avait été reçu à déjeuner par M. Giscard d'Estaing, il a indiqué que ce rapprochement des liens concernait

« la réorganisation de notre armée et du commandement et l'achat de matériel militaire ». « Je crois, a-t-il précisé, que l'avenir de notre pays dépend de la capacité à assurer promptement la maintenance de tout ce que nous avons acheté. C'est ce qui a été décidé ».

« L'aide de la Chine à l'égard de notre pays ?

« Depuis janvier 1973, c'est-à-dire depuis le début des relations diplomatiques, la Chine a toujours été un partenaire très actif dans nos affaires internes. L'aide de la Chine est non seulement la plus directe et la plus efficace, mais c'est aussi celle que je crois la plus totalement dénuée de calcul. Dès le début de la crise du Shaba, un avion spécial nous a apporté 40 tonnes de matériel divers. Actuellement, deux navires chinois sont attendus dans le port zairois de Matadi. En moins de quatre ans, les résultats de la coopération avec la Chine sont spectaculaires, et, au seul titre de développement agricole, plus de sept cents experts chinois travaillent au Zaire ».

« Une sévère leçon »

« Pensez-vous vraiment que Cuba a été sévèrement frappée dans les récents événements du Shaba ?

« Plus de cinq mille Cubains sont spécialement venus en Angola pour y assurer l'encadrement de la force cubaine qui a pénétré au Shaba. Ce sont des Cubains qui assurent les transmissions et les transports pour les unités combattantes. Nous déteignons d'ailleurs toutes les preuves de l'ingénierie cubaine, et nous sommes formels sur ce point : les Cubains se trouvent en Angola, comme partout ailleurs en Afrique, pour y créer des foyers de subversion qui permettent d'entretenir un climat d'instabilité permanente propre à légitimer toutes les interventions. Cette situation, qui consiste à venir des Caraïbes pour placer certains pions sur l'échiquier africain, se poursuit, si besoin est, afin de maintenir ces pions à leur place, nous est intolérable. Qui a préparé politiquement les angles morts de Katanga en les endoctrinant ? Les Cubains. Qui les a entraînés militairement à la guérilla ? Les Cubains. Qui les a soutenus logistiquement en tant que force d'invasion ? Les Cubains ».

« Pensez-vous que des événements analogues à ceux de votre dernier printemps se renouvelleront au Shaba ?

« Certainement pas. Avec l'organisation que nous nous sommes appliqués à mettre en place depuis quelques semaines, cela me semblerait bien difficile. Les envahisseurs ont d'ailleurs subi de lourdes pertes, reçu une sévère leçon et nous les avons, croyez-moi, très durement traités ».

« Envisagez-vous une certaine libéralisation du régime zairois ?

« Peut-être plus tard. Dans un cadre d'ensemble. Mais, actuellement, ce sont surtout les problèmes de sécurité qui retiennent notre attention ».

« Les opposants zairois exilés ont-ils joué un rôle important dans les événements du Shaba ?

« L'opinion publique, et notamment l'opinion française, est libéralement informée par l'importance que la presse donne à de tels gens, dont tout le monde ignore jusqu'à l'existence au Zaire. Des organismes comme l'Inter-Plus, à l'instar de leur confrère, ont impressionné par ces opposants, sous prétexte qu'ils se réclament du socialisme. Moi qui suis à la tête de vingt-cinq millions de Zairiens, je peux vous dire que mes compatriotes sont unanimement restés groupés derrière leur guide jusqu'à la victoire finale. Les opposants zairois ont-ils joué un rôle important en Europe ? D'ailleurs, comment aurais-je pu triompher aussi complètement des envahisseurs sans l'appui populaire ?

« Que pensez-vous des informations faisant état d'un « Plan Cobra 77 » qui viendrait d'Angola ?

« C'est une accusation plus que douteuse. L'Angola, que, dès janvier 1977, le président Neto, d'Angola, avait déjà fait état de ce prétendu plan, deux mois avant la presse britannique. Néanmoins, les agences internationales ont repris cette accusation deux mois plus tard. Comme s'il s'agissait d'une information nouvelle ».

Cabinda ne fait pas partie de l'Angola

« Votre gouvernement soutient en tout cas le front de libération de l'État de Cabinda (FLEC) ?

« Sur le plan des principes, je considère que Cabinda n'a jamais fait partie ni historique, ni géographiquement, de l'Angola. C'est un pays qui a séjourné à proprement parler, et dont l'union avec l'Angola remonte à moins de vingt ans, alors que le Portugal est resté installé dans cette région du monde près de cinq siècles. Mais ce principe étant posé, depuis le 24 juin 1976 j'ai fait désarmer totalement les guérilleros du Front de libé-

« Dans l'interview qu'il a accordée au « Monde », le général Mobutu affirme que « cinq mille Cubains » sont venus en Angola pour encadrer les envahisseurs du Shaba et répondre à « plus tard » l'éventualité d'une « libéralisation » de son régime.

tion du Cabinda (FLEC) et ceux du Front national de libération de l'Angola (F.N.L.A.), parce que le rôle principal de l'Angola est à toute forme d'ingérence dans les affaires internes des États. Le 8 janvier 1977, j'ai officiellement reconnu le gouvernement de l'Angola et je me suis abstenu de soutenir le FLEC ».

« Que pensez-vous de la situation au Sahara occidental ?

« Le Maroc et la Mauritanie sont soumis aux mêmes formes d'action subversives que le Zaire, suivant la même tactique. L'objectif à atteindre est le même : affaiblir certains pays en ruinant leur économie afin de pouvoir plus aisément renverser leurs dirigeants politiques. Souvenez-vous pour la Mauritanie et Bou-Gra pour le Maroc au même moment que Kérékou pour le Zaire. Le Sahara occidental est pour Nouakchott et pour Rabat, la même chose que le Shaba pour Kinshasa ».

Certaines informations font état d'une éventuelle reprise des relations diplomatiques entre Israël et quelques pays d'Afrique noire. Le Zaire serait-il parmi ceux-ci ?

« Nous ne prendrions aucune initiative dans ce sens aussi longtemps que les Israéliens n'auront pas restitué aux Arabes les territoires qu'ils ont occupés après la guerre de six jours ».

« Êtes-vous personnellement disposé à relancer le dialogue entre Pretoria et certaines capitales d'Afrique noire ?

« Autant nous admettons que les Blancs d'Afrique du Sud sont des Africains et qu'ils sont donc chez eux en Afrique, autant nous ne transigerons jamais sur le fait qu'ils doivent renoncer à l'apartheid. Aussi longtemps qu'ils ne se sont pas désolidarisés de la forme de ségrégation raciale quelconque sera maintenue par Pretoria, aucun dialogue ne sera possible entre le gouvernement sud-africain et le Zaire ».

Propos recueillis par PHILIPPE DECRANE.

(1) Le président Neto avait déposé le 27 avril dernier son nom de code, un projet d'invasion du territoire angolais par des forces entrainées au Zaire. Il avait accusé plusieurs puissances occidentales, dont les États-Unis, de participer à la préparation de ce plan (le Monde du 1^{er} mai 1977). Dans un article daté du 28 mai dernier, le Sunday Times avait, de son côté, mis en cause la France et l'Afrique du Sud. Selon l'ethnologue britannique l'opinion de Neto sur ce sujet fut organisée à partir du Sénégal (N.D.L.R.).

BIBLIOGRAPHIE

« LE ZAIRE »

de Robert Cornevin

Achevée avant les événements du Shaba, la deuxième édition de ce petit ouvrage fait le point sur la vie économique, sociale et culturelle de l'ancienne colonie belge en 1970.

La partie consacrée à l'évolution politique du pays permet d'éclaircir certains aspects de la crise grave qui ébranle actuellement le régime. Cependant, l'auteur dresse un bilan de l'œuvre de redressement politique et économique entreprise par le général Mobutu, qui compte tenu des difficultés traversées par celui-ci depuis déjà de longs mois, mériterait d'être sérieusement étudié. Il conviendrait notamment d'analyser les causes profondes de l'insécurité d'un régime qui, pour être l'objet d'attaques surtout menées à partir de l'étranger, n'en demeure pas moins sévèrement contesté par de larges couches de la population zairoise.

En revanche, la vingtaine de pages que Robert Cornevin consacre à la culture zairoise constitue une excellente synthèse sur l'évolution des arts et des lettres dans le plus peuplé des États francophones d'Afrique.

Ph. D.
* U. F. collection « Que sais-je ? », n° 1489, 9 p.

AFRIQUE

AMÉRIQUES

Tunisie

DANS SON PREMIER « MANIFESTE »

Le nouveau Conseil pour la défense des libertés demande la libération de tous les détenus politiques

Tunis. — Au cours d'une conférence de presse organisée dans les locaux du nouveau Conseil national pour la défense des libertés publiques (le Monde du 11 juin), M. Hassib ben Ammar, ancien ministre de la Défense, exclu du parti destourien en 1974, a rendu public, vendredi 10 juin, un « manifeste » proclamant « la nécessité de sortir le pays du sous-développement politique et de l'engager sur la

voie d'une démocratisation réelle, en permettant notamment à tous les courants de s'exprimer et de s'organiser à l'abri de toutes pressions ». Deux heures auparavant, la police avait interdit l'accès des salons de l'hôtel Africa, au plein centre de la ville, aux organisateurs de la conférence pour la défense des libertés publiques et à leurs invités.

De notre envoyé spécial

La présence de journalistes de l'Afrique, les très officiels quotidiens du parti socialiste destourien et de l'agence Tunisie Afrique Presse (TAP). Après avoir fait un historique détaillé de l'action menée depuis deux ans par le groupe des libéraux, l'envoyé spécial, qui était entouré de plusieurs personnalités américaines et britanniques, a présenté un « manifeste ». Dans ce texte, le C.N.D.L.P. constate que « la part unique du pouvoir est de moins en moins tolérante, aussi bien dans son sein que dans le pays » et qu'il n'a cessé d'écarter de son rang les hommes et les tendances non conformistes. La tactique aussi que « certains hommes politiques couvrent l'existence et les agissements de forces parallèles plus ou moins contrôlées, assurées de l'impunité ». Il déclare que « la presse n'exprime que le seul point de vue officiel ou soit soumis à des pressions de toute sorte ». Il estime, enfin, « que le système économique inadéquat aux besoins du pays n'a pas réalisé l'objectif de justice sociale et n'a fait qu'aggraver les inégalités ».

Maroc

SELON LES AUTORITÉS

L'exploitation du gisement de phosphate de Bou-Craa se poursuit normalement

De notre correspondant

Rabat. — « Seul le drapage rouge frappé de l'étoile verte flote sur Bou-Craa, et n'a cessé de flotter depuis le 22 février 1976. » C'est par cette déclaration du gouverneur d'El-Aloum, M. Said Ouassou, que débute une dépêche de l'agence Maghreb arabe presse datée de Bou-Craa, localité située à proximité de l'important gisement de phosphate du Sahara occidental. Le dépêche souligne l'accueil chaleureux reçu par M. Said Ouassou de la part de la population et des cadres et ouvriers espagnols, et mentionne des déclarations sur le programme d'équipements économiques et sociaux dont la réalisation doit être prochainement entreprise à Bou-Craa. Elle précise aussi que le gouverneur et sa suite ont accompli leur voyage par la route, longue d'environ 100 kilo-

mètres, qui relie El-Aloum à Bou-Craa. Les chargements de phosphate à destination de la station terminale de traitement et de stockage d'El-Aloum se poursuivent, affirme également l'agence Maghreb arabe presse. Ces informations, qui ont été communiquées au Front Polisario faisant état d'une attaque contre les installations de Bou-Craa (le Monde daté 5-6 juin et 10 juin) et de l'arrêt de l'activité minière.

Selon Maghreb arabe presse, M. Eduardo Garcia Jara, sous-directeur de l'exploitation de Bou-Craa, où il réside depuis plus de deux ans, a déclaré : « Les événements, dont on a tant parlé ces derniers jours, étaient le fruit d'une action psychologique des ennemis de la paix, qui se trouvent à Las-Palmas, et à nous inciter à partir ».

La « main tendue » à Israël a une signification « historique » estime l'agence télégraphique juive

Dans son bulletin quotidien daté du 10 juin, l'agence télégraphique juive s'interroge sur les déclarations récentes du roi Hassan II concernant les Juifs.

« En annonçant à des journalistes français, lors d'une émission télévisée, et à son peuple, dans des déclarations en arabe, qu'il était, des Palestiniens, les Juifs du monde pouvaient réunir leurs potentialités et devenir une formidable puissance, Hassan II s'est-il ouvert le voie à une politique mettant un terme au refus que les Arabes ont toujours opposé à Israël ? En recourant publiquement et presque avec solennité un ancien maître séculier de Jérusalem, citoyen israélien, M. André Chouraqui, en faisant recevoir au palais royal un ancien Marocain, aujourd'hui membre dirigeant d'Histadrouth, M. Shlomo Shimon, le roi entend-il promouvoir une politique de libre circulation des Israéliens d'origine marocaine dans leur ancienne patrie ? »

« En se référant explicitement à « gémis des Israéliens dans le monde entier », le souverain chérifien n'entend-il pas, sous réserve de la « restitution des territoires occupés », souligner qu'une paix totale, au sens que les Israéliens donnent à ce terme, est désormais possible avec au moins un Etat arabe ? »

« On dira, bien entendu, que le Maroc ne fait que partie du champ de bataille et que son statut conditionnel de paix n'engage pas les Etats tels que la Syrie, l'Egypte ou la Jordanie, qui sont parties prenantes au conflit, sans parler des Palestiniens. On dira aussi que les Marocains ont envoyé en Syrie, lors de la guerre du Kippour, un contingent militaire qui a été au contact de l'armée israélienne. On portera également d'arrière-pensées, de volonté de vider Israël des quelques mille citoyens d'origine marocaine qui y vivent quelquefois dans des situations difficiles (...). On dira, enfin, que 30 % des Juifs marocains ont, en vingt-cinq ans, quitté ce pays, ce qui ne manque pas d'avoir une signification. »

« Tout cela est peut-être vrai, mais il demeure que la main tendue par le Maroc aussi bien à Israël qu'aux Juifs en général a une signification politique et historique. En esquissant cette nouvelle orientation,

le roi pense peut-être à l'attitude de son père Mohamed V, qui refusa, en 1947, d'appliquer aux Juifs des mesures raciales adoptées par Vichy (J.). Certains signes ne trompent pas : les Israéliens ne seraient pas insensibles au langage du premier chef d'Etat arabe, qui a le courage de reconnaître l'existence d'Israël et de souhaiter l'entente et la collaboration entre tous les peuples sémitiques. De même, la judaïsme français, que tant de Juifs rattachent au Maroc, ne peut que regarder avec sympathie et intérêt le geste politique d'un pays arabo-islamique à s'être donné un régime parlementaire. »

Namibie

Un « administrateur général » sera chargé de préparer les élections

De notre correspondant

Johannesburg. — Le gouvernement sud-africain va présenter devant le Parlement un projet de loi permettant la nomination, par le président de la République, d'un administrateur général pour la Namibie. Cette décision a été annoncée vendredi 10 juin par le premier ministre, M. Vorster, à la fin de ses entretiens de trois jours au Cap avec les diplomates des cinq pays occidentaux membres du conseil de sécurité de l'ONU (France, Grande-Bretagne, République fédérale d'Allemagne, Canada et Etats-Unis).

« Cet administrateur général sera chargé de l'administration du territoire jusqu'aux élections et jusqu'à la création d'un gouvernement mis en place selon les termes d'une constitution qui sera élaborée par l'Assemblée constituante », précise le communiqué de M. Vorster.

L'initiative sud-africaine a été favorablement accueillie par les représentants des « Cinq » qui ont déclaré : « Cette décision sera utile dans la mesure où elle contribue à la recherche d'une solution acceptable du problème namibien. » Elle représente, en effet, un progrès appréciable, le gouvernement sud-africain abandonnant son projet initial de gouvernement intérimaire sur une base ethnique, élaboré par la conférence constitutionnelle de la

CHRISTIANE CHOMBEAU.

Guinée

LE PRÉSIDENT SEKOU TOURE

ACCUSE M. MITTERRAND DE DÉFENDRE DES « CRIMINELS DE GUERRE ET DES RENÉGATS ANTIGUINÉENS »

Le chef de l'Etat guinéen, M. Sekou Touré, a accusé vendredi 10 juin « M. François Mitterrand et ses amis » d'avoir fait des démarches auprès de la Guinée « pour que le président Giscard d'Estaing (à Conakry) s'occupe des hommes ».

Au cours d'un meeting, M. Sekou Touré a tenu à répondre à ce qu'il a qualifié de « colonnes du parti socialiste français contre la Guinée ». Il a affirmé que le premier secrétaire du parti socialiste français avait été très mécontent, d'une part du fait qu'on ne lui ait pas remis les décrets français (libertés en Guinée) et d'autre part parce qu'une délégation du parti socialiste français n'avait pas été autorisée à venir à Conakry en même temps qu'une délégation gouvernementale française.

Toujours selon M. Sekou Touré, le P.S. a colonisé la Guinée et les dirigeants du Sénat et de la Côte-d'Ivoire que M. Mitterrand a pris en main. Le « parti de la soudure française », parti de la bourgeoisie, a-t-il ajouté, ne peut pas se réclamer du socialisme étant donné qu'il a opté pour la défense des criminels de guerre et des renégats anti-guinéens. Le comité central du parti démocratique de Guinée (P.D.G.) devait tenir ce samedi une session spéciale en vue d'élucider « l'état de guerre créé par le parti socialiste français (et par Amnesty international) et d'arrêter les mesures qui s'imposent pour y faire face ».

[Déjà violemment attaqué par Radio-Konakry au sujet de son rapport de M. James Soumah, membre du P.S. et ancien ministre, secrétaire d'Etat aux affaires sociales en Guinée, faisant état de nombreuses violations des libertés publiques en Guinée (le Monde du 4 juin), le parti socialiste avait publié vendredi (nos dernières éditions du 11 juin) une note au sujet de laquelle le parti socialiste s'est prononcé à aucun moment dans la période récente sur la Guinée. La position de James Soumah n'engage, en aucun cas, la direction du parti socialiste. Simple adhérent, il n'a eu aucun rôle de conseil ni de section ni le secteur international de ce rapport sur les violations des droits de l'homme en Guinée. Ce document nous a été transmis, nous l'éclaircissions. »]

DANIEL JUNQUA.

Après trois jours de négociations franco-lyonnaises sur la délimitation du plateau continental dans le golfe de Gabès, les deux parties se sont mises d'accord sur la tenue d'une conférence à Tunis, pour adresser une requête à la Cour internationale de justice de La Haye lui demandant d'arbitrer le litige opposant les deux pays depuis neuf ans. La crise avait pris ses derniers temps un tour aigu après l'insultation dans le golfe de Gabès d'une plate-forme de forage américaine travaillant pour le compte de la Libye. — (Corresp.)

Etats-Unis

L'assassin du pasteur Martin Luther King s'est évadé

Nashville (Tennessee) (A.F.P., Reuters). — James Earl Ray, condamné en mars 1969 à quatre-vingt-dix-neuf ans de prison pour l'assassinat de Martin Luther King, s'est évadé vendredi 10 juin dans la soirée, en compagnie de six autres détenus, du pénitencier de Brushy Mountain, près de Knoxville, dans le Tennessee. Un des fugitifs a été repris peu après mais les autres ont disparu dans la zone accidentée et ne peuvent être retrouvés.

Les sept hommes avaient réussi à escalader le mur d'enceinte du pénitencier en utilisant une échelle de fortune confectionnée avec des fils métalliques. M. Jody Powell, porte-parole de la Maison Blanche, a déclaré, vendredi, que M. Carter avait demandé à M. Griffin Bell, attorney général (ministre de la Justice), de proposer aux autorités du Tennessee l'aide des agents fédéraux pour retrouver les détenus.

Martin Luther King, principal dirigeant noir de la lutte pour les droits civiques, a été tué par balle le 4 avril 1968 sur le balcon de son hôtel à Memphis (Tennessee). Sa mort déclencha une vague de violence dans les ghettos noirs américains. James Earl Ray, qui avait été condamné à vingt ans de prison pour

un hold-up, s'était évadé, déjà, de prison et se trouvait à Memphis au moment de l'assassinat du pasteur King. Il avait été arrêté à Londres le 3 juin 1968 et avait reconnu le meurtre.

Son procès, le 11 mars 1969, n'avait duré que quelques heures. On avait, en effet, en recours à la procédure des « plés harpains », qui consiste en un compromis préalable entre l'accusation et la défense et qui court-circuite l'action de jury quand les faits incriminés ont été solidement établis et que l'accusé plaide coupable. Ce pacte entre la justice et le prévenu a été pas, dans le plupart des Etats (dont le Tennessee), révoqué. James Earl Ray, qui s'est assuré ainsi la vie, était-il conscient qu'il se privait, en revanche, de tout recours ? Après le verdict, il entamait une campagne de motions diverses pour obtenir son pouvoir en cassation, revenant sur ses aveux et mettant en cause des complots et une mystérieuse organisation. Son procès a été très médiatisé et James Earl Ray a bien sûr sur le pasteur King avec le fusil qu'il avait lui-même acheté quelques jours auparavant, ses prévisions avaient et après le meurtre, ses sources de revenus, de même que ses meubles, ne sont toujours pas déclarés. Un véritable procès aurait pu être permis d'y voir plus clair.

DES RESPONSABLES MILITAIRES LATINO-AMÉRICAINS ONT DISOUTÉ DES MOYENS DE FAIRE FACE A LA POLITIQUE DE M. CARTER SUR LES DROITS DE L'HOMME

Buenos-Aires (A.F.P.). — Des responsables militaires d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, du Paraguay, du Pérou et de l'Uruguay se sont réunis secrètement à Montevideo au mois de mai pour discuter de la politique du président Carter sur les droits de l'homme, apprend-on vendredi 10 juin à Buenos-Aires. Les militaires auraient envisagé l'élaboration d'une stratégie commune face à Washington.

Les détails de cette stratégie, élaborée à l'un des ministères des affaires étrangères de ces pays, n'ont pas été rendus publics. Une déclaration commune devait être publiée, mais l'accord n'a pu se faire à la suite des réticences des ministères des affaires étrangères d'Argentine et du Brésil. Ces deux pays souhaitent en effet ne pas être assimilés à des Etats comme le Chili, l'Uruguay ou le Paraguay, où les extrémistes que les libertés individuelles sont le moins respectées.

Une centaine d'intellectuels français et brésiliens viennent de lancer un appel au gouvernement argentin, pour réclamer la libération de M. Flavio Kuczynski, diplomate brésilien ancien dirigeant de l'Union nationale des étudiants, arrêté en mai 1976 à Buenos-Aires, torturé et actuellement détenu à la prison de La Plata, en Argentine. M. Kuczynski, qui fait l'objet d'un décret d'expulsion non encore exécuté, a reçu un laissez-passer et un visa du gouvernement français.

MM Juan Vaccaro et Alberto Perez, détenus depuis février 1976, et qui sont vraisemblablement les deux plus anciens prisonniers politiques du Pérou, viennent d'être envoyés dans une colonie pénitentiaire isolée de l'Amazonie péruvienne, selon le témoignage de leurs parents. Ils avaient été condamnés, respectivement, à dix et huit ans de prison pour leur appartenance à l'« Avant-Garde civile » militaire, un mouvement mêlé à plusieurs actions à main armée dont l'une avait provoqué la mort d'un policier. — (Corresp.)

“Business minded” ou l'esprit d'entreprise



“Business minded”. Cette expression qualifie, outre atlantique, l'homme qui possède l'esprit d'entreprise. Aussi exigeant à propos de son temps que de ses affaires. Parce que le temps, c'est de l'argent.

Zenith Quartz répond à toutes vos exigences d'homme responsable.

- son cœur de quartz la rend aussi précise, aussi rigoureuse qu'un contrôle de gestion.
- son cadran à aiguilles vous permet de voir l'heure, à tout moment, en un clin d'œil.
- son guichet à diodes électroluminescentes (LED) vous indique, par chiffres, les secondes ou la date. Quand vous le décidez.
- Donnez lui des ordres, elle obéit ! Par simples pressions sur un poussoir, vous commandez :
 - la mise à l'heure exacte au top-second.
 - la mise à l'heure locale (fuseau horaire). Les aiguilles tournent toutes seules, la date se synchronise automatiquement.
 - la mise à la date aux changements de mois.

ZENITH QUARTZ au poignet du responsable.

17 modèles de 1 379 F à 2 081 F. Exclusivement chez l'horloger-bijoutier.

Intelligente, la Zenith Quartz est l'expression la plus récente de l'esprit d'entreprise de Zenith Time SA.



“Business minded” et Zenith Quartz. Qui se ressemble s'assemble.

EUROPE

Espagne

CAMPAGNE ÉLECTORALE DANS LES ASTURIÉS

La Pasionaria chez les siens

De notre envoyé spécial

Oviedo. — On dirait qu'elle n'est jamais partie. Celle que les mineurs asturiens considèrent comme un « symbole », une « légende », a repris sa place dans un paysage familier : celui des corons et des meetings dans les parcs, ou en plein air. De Mieres à Oviedo et à Aviles, l'effluve rouge est le même : les che-veux de neige tirés vers l'arrière, Dolores Ibaruri sourit, la main contre la joue. A la tribune, elle répète qu'aucun candidat de la « réaction » ne doit passer, que les Asturies mon- treront une fois de plus qu'elles sont « le filon révolutionnaire de l'Es- pagne », et votent communiste.

« Comme elle l'ont toujours fait ». A quatre-vingt-deux ans, la voix a gardé de sa puissance, mais l'âge ne permet plus les longues exhorta- tions enflammées. Dans les réunions électorales, la Pasionaria ne donne que quelques minutes d'elle-même. Quand les poings se lèvent au mo- ment de l'interpellation, elle garde les mains croisées : la présidente

du parti communiste d'Espagne a re- noncé, comme M. Santiago Carrillo, à ce geste révolutionnaire. Son es- cord de l'ère, Horacio Fernandez Iguazco, autre communiste de lé- genda, montre la même prudence. « Si, si, si, Dolores à Madrid », or- le foule. Des caillots pleuvent sur son passage. Des vagues de ferveur la bousculent.

La Pasionaria reste calme, pres- que impassible. En quelques jours de campagne électorale, le mythe s'est réincarné dans la réalité, le por- traitage d'épopée a retrouvé sa fonc- tion militante : une vieille dame en noir qui coupe même d'un geste impérieux les ovations qui montent vers elle. Dolores n'est pas là pour refaire 1936, pour se laisser empor- ter par le souvenir, mais pour ap- pliquer — par la voix et par le geste — la ligne tranquille, rassu- rante de son parti.

Beaucoup de « sacrifiés »

Mieres est une des villes du « pays noir » : maisons de mineurs toutes pareilles avec le potager der- rière, balcon de bois d'un autre âge, affiches sur la silhouette, crasseuses au pied de la montagne, bistrot pour boire du cidre et jouer aux cartes. Même les travailleurs les plus jeunes ont toujours au ce qu'avait été la Pasionaria : la militante du comité central pendant la révolution de 1934, l'oratrice passionnée des meetings du front populaire, l'héroïne s'enfermant dans la prison d'Oviedo avec les mineurs incarcérés et jurant de n'en sortir qu'avec eux : le premier député communiste de la région.

Quarante ans de propagande fran- quise n'ont-ils pas entamé la légende ? Les habitants de Mieres affirment que non. La dictature, disent-ils, a essayé de changer bien des esprits, « mais pas les nôtres ». Son seul langage, ajoutent-ils, a été

celui de la répression : beaucoup d'emprisonnés, de torturés, voire de morts, « beaucoup de sacrifiés ». Un autre régional du parti précise : l'image de la Pasionaria « a servi à maintenir une culture communiste dans la région, à témoigner d'une situation où les travailleurs avaient leur place ».

Mais, par son long exil à Moscou, Mme Dolores Ibaruri ne s'est-elle pas identifiée avec un communisme rejeté par les compagnons de M. Santiago Carrillo ? N'est-elle pas l'image du passé au sein d'un parti qui a abandonné ou révisé les anciens dogmes ? Notre interlocu- teur, jeune universitaire, répond qu'il

était difficile, mais d'autant plus mé- ritoire : vivant à Moscou, ayant une fille mariée avec un général sovié- tique et des petits-enfants sovié- tiques, elle a appuyé son parti quand il était en froid avec l'U.R.S.S. Et pour exprimer son admiration pour la Pasionaria, l'homme emploie un mot qui a son poids en Espagne : celui de « honradez » qui exprime tout à la fois la loyauté, la dignité et l'honneur.

Personne ne doute apparemment que Mme Dolores Ibaruri sera élue et que, étant le doyen des députés, elle présidera le bureau de la nou- velle Chambre. Son retour a favori- sé un afflux vers le P.C. asturien, qui annonce plus de six mille « dé- clarés ». Rien ne dit pourtant que les communistes feront un meilleur score que les socialistes ou que le Centre démocrate de M. Adolfo Suarez, le président du gouvernement. Le P.C. domine dans le bassin houiller, où il a organisé plusieurs grandes grèves sous le tranquille mais l'industrial- isation des Asturies a débordé la région traditionnelle d'Oviedo et s'est poursuivie sur les côtes, où le complexe métallurgique d'Aviles a surtout recruté des immigrés de l'in- térieur, plus sensibles aux argu-ments

des partis conservateurs. La région- nisme a aussi ses militants. Une liste d'unité régionaliste regroupe des can- didats un peu hétéroclites qui impriment leurs affiches dans le dialecte de la région.

« Autogouvernement ». Comme au Pays basque et en Catalogne, le mot court d'un meeting à l'autre dans les Asturies. Le P.C. a rempli un soir le Palais des sports d'Oviedo sur ce thème. A la fin de la réunion, la Pa- sionaria s'était retirée, silhouetée voilée, appuyée sur le bras d'un ca- marade. « Dolores ! » Un homme l'avait ainsi interpellée d'une tribune. C'est à peine si elle avait relevé la tête. « Dolores, lui dit-il, tu es belle ! »

CHARLES VANHECKE.

Portugal

A GUARDA

Le gouvernement a rendu hommage aux Portugais vivant à l'étranger

De notre envoyé spécial

Guarda. — Cette petite ville du nord-est du pays a été, pour un jour, vendredi 10 juin, la capi- tale de la communauté portugaise éparpillée à travers le monde. Le gouvernement, la plu- part des membres du Conseil de la République et le président de la République, sont venus dans ce chef-lieu de la province de Beira-Alta, caché derrière les montagnes, pour célébrer le « jour des communautés ». Le régime Salazar avait naguère utilisé cette date — anniversaire de la mort en 1880, du poète Camões — pour honorer le « pays portugais », et les « héros de la guerre coloniale » recevaient à cette occasion leurs décorations.

Cette journée a une nouvelle signification. « L'homme est plus important que la terre où il ha- bite », a affirmé le président de la République dans un message publié dans le premier numéro du Journal des communautés, tiré à un million d'exemplaires, qui est distribué dans les pays où vivent des émigrés portugais. L'esprit « communautaire » a succédé à l'esprit « colonial ».

Le 26 avril dernier, le général

Ramos avait consacré la constitu- tion d'une « plate-forme d'accord entre les différents partis », afin d'appliquer des « mesures de salut national ». Cette expression a donné lieu à toutes sortes de commentaires. Pour le parti social-démocrate et le Centre démocratique et social (droite), il s'agit d'un appel à la for- mation d'une « majorité présiden- tielle » — P.S.D., C.D.S. — qui présenterait une « alternative démocratique » au gouvernement actuel. De son côté M. Mario Soares a interprété les propos tenus par le président comme une invitation à des accords ponctuels entre les différents partis, sans remettre en question la compo- sition du gouvernement.

La polémique risque de se pro- longer. Dans le discours qu'il a prononcé à Guarda, le général Ramo s'est limité, très prudem- ment, à déclarer qu'il ne serait pas légitime qu'une « majorité par- tisane » s'installe dans le pouvoir. L'Etat démocratique ne saurait mener l'accomplissement des tâches collectives indispensables à la concrétisation du projet national.

JOSÉ REBELO.

A travers le monde

Angola

LE COMMANDANT D'AVIATION COSTA MARTINS, ancien ministre du travail du gouvernement militaire portugais pendant la période 1974-1976, a été arrêté en Angola pour sa participation « directe » à la tentative de

coup d'Etat du 27 mai, a annoncé vendredi 10 juin l'Agence angolaise de presse. — (Reuters.)

Egypte

M. RAYMOND BARRE a eu un entretien avec le vice-président de la République égyptienne, M. Mounbarak, en visite à Paris. A l'issue de l'entretien, M. Mounbarak a précisé qu'il rencontrerait lui-même un message du président Sadate. M. Mounbarak s'était entretenu vendredi avec les cadres de la compagnie électronique Thomson-CSF et de la Compagnie aéronautique aéro- spatiale, qui a vendu des hélicoptères à l'Egypte et à d'autres pays arabes.

Ethiopie

LE CONSEIL MILITAIRE ETHIOPIEN (DERG) a an- noncé vendredi 10 juin sept cent huit prisonniers politiques dont de nombreux étudiants détenus à Addis-Abeba pour des motifs divers, a annoncé la radio officielle. Le chef de l'information du DERG a déclaré aux prisonniers libérés que le sort des détenus devait être apprécié en fonction de leur engagement dans la révo- lution du pays et qu'il ne s'agit pas, comme le présen- tent les impérialistes, de leurs agents, de « violation des » droits de l'homme.

Mali

SEPT SOUS-OFFICIERS ET HOMMES DE TROUPE et cinq nomades ont été condam- nés à mort vendredi 10 juin par la Cour spéciale de sûreté de l'Etat. Les militaires sont accusés d'avoir tenté un coup d'Etat en 1976.

Pays-Bas

La fusillade a duré quelques minutes

(Suite de la première page.)

Un quart d'heure plus tard, tout est terminé : les « marines », nou- veaux maîtres du train, y trou- vent cependant les corps de deux otages, M. Van Baarsel, quarante ans, et Mlle Monjou, dix-neuf ans, dont on ne connaissait en- core pas, ce samedi en fin de matinée, les circonstances exactes de la mort.

A la même minute, tout éclate autour de la petite école de Smilde. Un véhicule blindé enfonce un mur. Une grenade vient à bout d'un deuxième. Les fusiliers marins se précipitent. Les otages, entendus de brèves rafales de mitrailleuse. Mais la résis- tance n'a pas plus loin : en moins de dix minutes, les quatre terroristes qui gardaient en otages quatre instituteurs, sont contraints de se rendre. Ils sont aussitôt allongés au sol et partiel- lement déshabillés pour être minutieusement fouillés.

Deux otages victimes de la bataille, quelques autres blessés, dont un grièvement, six terro- ristes tués et sept autres maîtri- sés, le bilan est tout de même lourd. Une autre fin était-elle encore possible ? Les autorités néerlandaises sont convaincues que non : pour elles, l'échec des négociations rendait, après trois semaines de patience, une inter- vention directe — et donc vio- lente — nécessaire.

Les deux médiateurs néerlandais avaient de leur côté sûrement senti qu'un tel déboulement ap- prochait : à 11 heures du soir, vendredi, ils sont venus au cen- tre de presse, contre la volonté — c'est certain — des officiels hollandais. Aux journalistes réu- nis, ils ont voulu exprimer leur crainte contre les risques que ne

manquerait pas d'entraîner un assaut contre le train. Cinq heu- res plus tard, ces risques, le gou- vernement de M. Den Uyl décidait de les assumer.

La communauté néerlandaise a réagi diversement à l'opération et à ses suites. M. Manusama, pré- sident néo-mouvement en exil, a fait savoir qu'il approuvait l'ini- tiative, « en l'absence de toute au- tre solution ». Mais les « jeunes Mouvements libres » d'Assen ont aus- sitôt réagi à ce qu'ils considèrent « comme une erreur », « dont le gouvernement porte l'en- tière responsabilité ».

Que peut-il advenir mainte- nant ? L'hostilité sourde qui com- mençait à naître hier entre deux communautés peut-elle mainte- nant dégénérer en une confronta- tion ouverte ?

DOMINIQUE POUCHIN.

Italie

UNE USINE FIAT SACCAGÉE PAR TROIS CENTS OUVRIERS

Turin (A.F.P.). — Trois cents ouvriers de la société Fiat ont saccagé, le vendredi 10 juin, à l'occasion d'une grève de deux heures, une partie des établisse- ments du secteur automobile de Mirafiori et le mobilier qui y trouvait refuge. Ils ont affirmé un communiqué de la direction.

La Fiat dénonce l'« explosion de violence » à Mirafiori, ainsi que la situation dans ses éta- blissements de Materasso à Tu- rin, où, selon le communiqué, le taux d'absentéisme est passé de 15,20 % à plus de 80 %, après le licenciement de quatre ou- vriers, auteurs de violence.

LE MONDE diplomatique

PUBLICATION MENSUELLE

du Monde

Au sommaire de ce numéro de juin

ISRAËL : L'HEURE DES AFFRONTEMENTS

Des « faits accomplis » ou désir d'annexion (Assens Kappelouk). — Incertitudes sociales et nouveau risque de guerre (A. K.).

CHYPRE S'ENFONCE DANS LA PARTITION DE FAIT

(Marcel Barang)

L'EUROPE D'HELSINKI A BELGRADE :

LE DIALOGUE DIFFICILE ET NECESSAIRE

(Aeth Marin, Ryszard Wojna, Victor-Yves Gheblil, Charles Zargibbe et Pierre Hassner)

LA MAURITANIE

DANS L'ENGRENAGE SAHARIEN

(Howard Schissel)

ÉGYPTE : L'AIDE AU RÉGIME MOBUTU,

LE PRÉSIDENT SADATE ET SON ARMÉE

(Marie-Christine Aulas)

L'ENDETTEMENT VERTIGINEUX

DU TIERS-MONDE

(Georges Carr)

EN AMÉRIQUE LATINE :

DE NOUVELLES FORMES

D'EXPLOITATION DES PAYSANS

(James F. Petrus)

LES FLUCTUATIONS DES PRIX DU SUCRE

(Edmond de Clairmont)

LA MARTINIQUE DÉPOSSEDÉE

(Edouard Glissant, Jean Crusol et Roland Surélor)

Corée : la fin d'une dictature (Alois Bock). — La liberté de voyage et la fontaine de McCarthy aux Etats-Unis (Schofield Corryell). — L'Allemagne à la conquête de l'Europe (Jean-Pierre Vigier). — La Chambre de commerce internationale et les échanges Est-Ouest (Odou Kallos et Hans Radolph Freiherr von Schröder).

LIVRES : France économique et sociale, France rurale (Frédéric Langer). — L'agro-business et la faim dans le monde (Micheline Pannetier). — Les multinationales européennes et le capitalisme mondial (Georges Bensaid). — Des chrétiens face à la dictature chilienne (Armando Uribe). — La corruption des idéologies (Maurice T. Machin). — « La Frontière et le texte », d'Yves Delahaye (Yves Fliessner). — Recherches universitaires : Moscou et l'intégration européenne (Charles Zargibbe).

Le numéro : 5 F

(en vente dans les kiosques)

Abonnement et vente au numéro
5, rue des Italiens, 75427 PARIS CEDEX 09.

Les séparatistes canariens préconisent le boycottage des élections du 15 juin

De notre correspondant

Alger. — « Nous allons demander au prochain « sommet » de l'O.U.A. à Libreville un appui économique et militaire pour nous permettre de tenir en échec le plan hispano-américain visant à faire des Canaries une grande base stratégique de l'OTAN contrôlée par le Maghreb et l'Ouest africain », nous a déclaré M. Antonio Cubillo, secrétaire général du M.P.A.I.C. (Mouvement populaire pour l'autodétermination et l'indé- pendance de l'archipel canarien).

« Le gouvernement espagnol n'ayant pas répondu à nos propo- sitions, concernant la décolonisation des Canaries (le Monde du 8 avril), nous avons décidé d'étendre notre action de propagande armée à l'Espagne jusqu'aux Pyrénées. Dans une pro- chaine étape, nous attaquerons égale- ment les intérêts espagnols à l'étranger », nous a encore déclaré M. Antonio Cubillo.

Il a souligné à ce propos que ses partisans ont posé des bombes inci- diaires le 13 mai au Galeria Precios de Madrid, provoquant d'importants dégâts.

Affirmant que cette chaîne de grands magasins appartenait à la « famille du général Franco (1) », M. Cubillo a souligné que les succursales instal- lées à Santa-Cruz-Tenerife et à Las Palmas contribuent à ruiner les petits commerçants canariens : c'est pour- quoi ces succursales ont été victimes du premier attentat le 11 novem- bre 1976.

« Nous sommes également con- traints d'accroître nos actions et de les étendre, parce que nous craignons l'entrée prochaine de l'Es- pagne dans l'OTAN, a encore dé- claré M. Cubillo. Nous ne voulons pas que les aéroports canariens, qui sont des aéroports militaires, ainsi que les bases navales existantes et en construction, passent dans le système militaire atlantique. La Pa- ragonne a décidé de renoncer à la base militaire de Rota, dans le sud de l'Espagne, parce qu'elle est vul- nérable, mais il en sera rétabli, en revanche, une base d'approvisionne- ment dans l'archipel... »

« Notre mouvement est foncière- ment non aligné, et il refuse que les Canaries soient utilisées par quelque puissance que ce soit. » C'est un des thèmes de la campagne déve- loppée par Radio-Canaries (libre). M. Cubillo ayant retrouvé le 12 mai son temps d'antenne sur les ondes longues (1200 mètres) de Radio- Alger, qui avait interrompu leurs émissions y a deux mois et demi à la suite d'une avarie. Les déma- ches de Madrid pour obtenir l'inter- ruption de ces émissions sont donc restées sans effet.

M. Cubillo, qui préconise le boycot- tage aux Canaries des prochaines élections, affirme que Madrid envi- sagerait la mise en place, dans cette région, d'un gouvernement autonome, « l'unique » selon lui, qui réunirait l'accord tendant à faire de l'archipel une base de l'OTAN.

PAUL BALTA.

(1) On déclare dans les milieux informés de Madrid que la famille du général Franco possède des actions, mais n'est pas à proprement parler propriétaire de la chaîne des grands magasins Galeria Precios.

LA REVUE D'EN FACE

Éditions SAVELLI

Une revue de femmes, la « Revue d'en Face » est parue le 30 mai. Questions théoriques, interroga- tions de l'histoire s'y mêlent aux reportages, enquêtes, témoignages, images.

Depuis 3 mois quelques femmes se réunissent avec l'objectif de réaliser la rédaction et la ma- quette d'un lieu d'expression qui serait le leur. « Le leur » signifie aussi pour cette équipe non pro- fessionnelle mais marquée par huit années de pratique ou d'écoute du féminisme, celui d'au- tres femmes.

« La Revue d'en Face » susci- tait des rencontres, des débats, autour de son contenu et de son fonctionnement, mais également sur de nombreux thèmes concer- nant la vie des femmes.

Au sommaire du premier numéro :
• Le combat des femmes Sahraoui dans le désert.
• Les municipalités et les femmes.
• Où travailler.
• L'amour toujours.
• Quels matériaux pour l'histoire des femmes.
• Le corps des enfants.
• Canaries.
• You are not my destiny.
64 pages - 15 F.
Vente en librairie.
Parution toutes les six semaines
Contact : 742-81-37 l'après-midi

UNE IDEE VALIDE POUR VOS VACANCES

CATTOLICA HOTEL NEGROSO (Rosa-Maria), tel. 0030541/963281-82. Hôtel pour personnes une ambiance distinguée et accueillante. 3 menus choisis pour gouter. Chambres élégantes, avec bagnoirs-chauffés, p.c., téléphone, télévision, mar. Plage privée (personnel, chaises longue, cabine gratuite). Notre hôtel est vraiment au pays. C'est pas prêt. On offre français. Demandez-nous nos autres spécialités.

EUROPE

Centre international
servants pour la paix
avec sans déclaration

intelligible d'anglais

الشرق الأوسط

POLITIQUE

EUROPE

Pays-Bas

La fusillade a duré quelques minutes

Union soviétique

L'homme d'affaires français arrêté à Moscou a été libéré

De notre correspondant

Moscou. — M. André Khasoff, l'homme d'affaires français qui avait été arrêté le 26 mai dernier à Moscou, a quitté discrètement l'Union soviétique le vendredi 10 juin. Il avait été libéré la veille et remis à un représentant de l'ambassade de France. On estime de source française que la libération de M. Khasoff est un geste de bonne volonté de la part des autorités soviétiques pour un fonctionnaire soviétique, pour faciliter ses activités commerciales. Ce fonctionnaire, un responsable du commerce extérieur, a été arrêté, ainsi que plusieurs de ses subordonnés, ils sont toujours en détention et passeront sans doute en jugement. M. Khasoff risquait, selon la loi soviétique, une peine de plusieurs années de prison.

ses, françaises, ouest-allemandes et italiennes. D'autre part, deux citoyens suédois qui quittaient l'Union soviétique ont été arrêtés, le 5 juin dernier, au poste-frontière de Brest-Litovsk. Ces deux personnes, ont indiqué les autorités soviétiques à l'ambassade de Suède à Moscou, vont passer en jugement pour avoir tenté de sortir du pays des documents « coloniaux » d'origine soviétique. On pense, à Moscou, que ces arrestations constituent une mesure de représailles contre le refus des autorités suédoises de remettre à l'U.R.S.S. Yassil Sosnovski, un citoyen soviétique qui a détourné sur Stockholm, le 26 mai dernier, un appareil des lignes intérieures Aeroflot. La décision suédoise de déférer Sosnovski à un tribunal suédois a été critiquée, vendredi, dans un commentaire de l'agence Tass. Selon l'agence soviétique, qui ne précise pas que Sosnovski n'a utilisé aucun arme pour effectuer le détournement, le pirate de l'air serait « un voyou et un voleur », et il aurait fui l'U.R.S.S. non pas en raison de ses convictions mais à cause de ses crimes.

Arrestation de deux Suédois
D'origine russe, M. Khasoff était accrédité auprès des autorités soviétiques depuis l'an dernier. Il dirigeait une firme suisse, Norredin, qui représente les intérêts de plusieurs entreprises su-

DOMINIQUE POU...
Italie
UNE USINE FIAT SAU...
PAR TROIS CENTS C...

Bulgarie

A Sofia

La Rencontre internationale des écrivains pour la paix s'est achevée sans déclaration

De notre correspondant en Europe centrale

Sofia. — La rencontre internationale des écrivains pour la paix s'est terminée à Sofia sans communiqué ni déclaration. À l'issue d'un débat de modeste portée, cette manifestation a, en tout cas, montré que l'esprit d'Hel-sinki a bien du mal à s'imposer. Le dialogue attendu n'a pas eu lieu. À la place d'un libre débat, non exempt de critiques, entre écrivains de l'Est et de l'Ouest, on a assisté à une succession de monologues, révélateurs, en fait, de l'attitude de l'Occident face au monde soviétique. Le racisme aux États-Unis, le chômage, « la puissance militaire du monde du capital » ont été condamnés.

Les conclusions des discussions prononcées, le journaliste doit nécessairement s'en tenir à une certaine prudence et poser des questions. Comment se fait-il que l'allocution d'ouverture de l'écrivain Hervé Bazin n'ait pas été diffusée en français ni dans aucune autre langue internationale pendant cette rencontre ? L'inter-vention de M. Zarev, président de l'Union des écrivains bulgares, et les messages de MM. Jivkov et Brejnev l'ont été.

BIBLIOGRAPHIE

« Les Arméniens : histoire d'un génocide »
UN LIVRE D'YVES TERNON

Il est certains massacres systématiques de groupes ethniques universellement reconnus. On parle du génocide des populations indiennes ou de l'holocauste nazi. Les Arméniens sont les oubliés, les refoulés de l'histoire contemporaine. Les gouvernements turcs, par exemple, s'obstinent à nier le génocide dont les Arméniens ont été victimes dans la Turquie de 1915. Non seulement plus aucun Arménien n'est resté dans cette région de Turquie, connue depuis plus de deux mille cinq cents ans plus le nom d'Arménie, mais même ce nom a été effacé des cartes.

Yves Ternon a voulu raconter l'histoire d'un génocide. Il a consulté une masse importante de dossiers (accessibles) pour démontrer qu'il s'est bien agi, en 1915, d'un génocide systématique. Il est aujourd'hui six millions d'Arméniens dispersés dans le monde. Une majorité se trouve cependant dans la République socialiste soviétique d'Arménie. Mais qu'est-ce qu'un peuple disséminé, séparé de sa terre, de ses racines, amputé de sa culture ? L'histoire des Arméniens est celle d'une lutte contre les envahisseurs venus d'un peu partout. Le joug ottoman fut l'oppression la plus brutale et la plus longue. Les Ottomans utilisèrent l'islam, connu pour son esprit de tolérance, pour mieux asservir ses « hors-la-loi » que

TAHAR BEN JELLOUN.
* Revue, 318 p., 45 F.

DEUX POINTS DE VUE SUR LE FUTUR PARLEMENT DES « NEUF »

Bruxelles vaut bien une messe

par RENÉ FEIT (*)

DE GAULLE avait raison : l'Europe est un domaine qui donne le sentiment d'être libre à toutes les latitudes. L'Europe ne fournit, la plupart du temps, que des conclusions faciles à des orateurs en quête d'imaginaire.

Qui n'imaginerait ce que serait notre économie si nous avions conservé le protectionnisme antérieur au Traité de Rome ? Qui n'imaginerait ce que deviendrait la politique agricole commune si notre autorité s'estompait ? Le repli, voire l'isolement de la France, serait des effets géopolitiques destructeurs en Europe centrale et méditerranéenne, et ruineux sur notre défense comme sur notre capacité à échanger et commercer sur le marché mondial.

L'argumentation négative de M. Debré consiste à refuser ce qu'il appelle l'« engrenage européen ». Ses craintes peuvent trouver des justifications. Mais ce risque dépend-il des structures et des traits de la détermination des gouvernements et de celle de nos constitutions ? Peut-on aborder l'avenir en partant sur une faiblesse possible des gouvernements à leur sentiment d'abandon ? Nous croyons, en revanche, que les idées françaises en matière d'indépendance, de coopération, d'autonomie industrielle, peuvent servir les autres Européens dans la direction que nous croyons la bonne, si nous souhaitons réaliser ces objectifs pour nous-mêmes.

L'exécution (Conseil européen et Commission) serait-il l'unique détenteur de cette détermination à vouloir orienter les instances européennes ? Rien ne le prouve. Et notamment en cas d'alternance politique à la tête de l'Etat. Bien plus, les parlementaires européens seraient, dans ce cas, les gardes-tous et les contre-poids légitimes de la souveraineté nationale. La contribution de la France à la construction européenne sera renforcée par la compétence, l'activité et le travail permanent des élus à Bruxelles : ils n'exerceront pas une « dictature de l'impulsion », mais plutôt une dictature de la vigilance. Le combat européen ne peut être gagné que par le moyen du jeu démocratique entre les partenaires.

Il y a actuellement trois déviations intellectuelles profondes qui faussent le débat sur l'élection du Parlement européen au suffrage universel. Nous voulons les dénoncer. Si on ose se le permettre, la discussion fondamentale n'est en réalité qu'une discussion sur le rôle que la France entend jouer, sur l'idée qu'on se fait de notre contribution et sur notre capacité à y parvenir.

On a cantonné en effet, jusqu'à maintenant, l'idée européenne dans le mythe. On fait croire ensuite que le choix est entre être ou ne pas être dans le processus européen. On prétend enfin que l'excédent est le seul dépositaire de la contribution française à l'Europe.

Le mythe de l'Europe, c'est un peu celui de son identité culturelle, de la solidarité des nations qui la composent, celui de la paix retrouvée que l'on confond avec l'homogénéité de nos partenaires si différents entre eux. Ce beau mot d'Europe est le nom de la déesse que Jupiter, déguisé en taureau, avait enlevée et en l'honneur de laquelle il avait appelé l'Europe l'une des parties du monde. Non la plus vaste ou la plus riche, mais la plus jeune, celle qui donne de multiples causes de grandeur. Nous ne serions donc pas les meilleurs mythes trompeurs. Nous vivons encore « sans l'ère des nationalités » : même si la prestation des facteurs socio-économiques de notre époque industrielle et les acquis communs de la démocratie parlementaire ont activé une convergence réelle dans les modes de vie.

Alors, n'ayons pas crainte de dire que l'enfantement de notre union européenne se fera « par la force et la volonté » (tel l'on ose paraphraser l'arbitrage de l'unité allemande) et non par l'optimisme verbal. Cela nécessite, en revanche, une vision convergente de l'idée nationale, mais d'une fraction peut prétendre avoir le monopole ? Les échecs, les humiliations ou les divisions qui pouvaient l'histoire de la C.E.E. devraient nous convertir à la Résistance à la politique des réalités physiques : c'est la doctrine commune à tous les dirigeants qui succèdent à Moscou comme à Washington. L'opinion s'y sentira partie prenante.

D'autre part, le débat européen est-il une nouvelle querelle qui oppose les Anciens et les Modernes ? Même pas, si l'on veut bien admettre que ce choix n'existe pas. Dans le contexte mondial, ce choix n'existe pas pour la France qui veut prospérer, encore, influencer vraiment, aider à l'intégration des pays nuls et pouvoir négocier son indépendance dans l'avenir.

« M. Chirac : nous ne perdrons pas notre sang-froid »
Invité, vendredi 10 juin, par l'Europe 1, à préciser la position du R.P.R. à trois jours de l'ouverture du débat parlementaire sur l'élection du Parlement européen, M. Chirac a, notamment, déclaré : « Notre responsabilité ne nous permet pas sur le plan politique de nous associer à l'ouverture d'une crise. C'est pourquoi nous nous tenons par l'attente, quelles que soient les réactions du gouvernement, quelles que soient les provocations dont nous pourrions être l'objet de la part des uns et des autres, de perdre notre sang-froid. Et nous ne voterons pas une motion de censure déposée par l'opposition, nous ne déposerons pas de motion de censure ».

Comme en 1940

par CLAUDE BOURDET (*)

Il est assez navrant que l'on doive au seul R.P.R. l'initiative destinée à retarder le vote sur l'élection directe du Parlement européen. Peu importe : il faut espérer que cette initiative réussisse. Dans la mesure où la coalition du mouvement de gauche et de la droite, aujourd'hui, se fonde sur l'acte du 20 septembre 1976 à peu près indéfectible, il est vital de gagner du temps. L'absence de tout grand débat dans l'opinion sur une affaire qui va déterminer la vie de tous les Français pendant des générations à quelques choses de confondant. Que le pouvoir ait tout fait pour qu'il en soit ainsi est normal : MM. Giscard et Barre savent que si nos concitoyens se mettaient à réfléchir, et à comprendre les conséquences de ce vote, il y aurait un allègement général. Ce n'est qu'en calmant, à la sauvegarde, que l'on peut obtenir cette ratification parlementaire, qui sera un point de non-retour. Comment les éléments sérieux de la gauche, comment même les démocrates attachés à l'honorabilité et à l'efficacité de la fonction parlementaire, peuvent-ils envisager de se prêter à cette mascarade ? C'est ce que je n'arrive pas encore à comprendre.

France pour se battre sérieusement sur ce terrain. En dépit des mascarades et des palinodes, ce qui nous attend est clair : dès le Parlement élu, le processus supranational se mettra en marche, poussé non seulement par la logique du suffrage direct et du prestige qui s'y attache, mais, aussi par des volontés plus précises : d'abord, celle du gouvernement allemand, aidé par tous ses députés, aussi bien socialistes-démocrates que chrétiens-démocrates, pour lesquels il s'agit de traduire en force politique la puissance économique et militaire de la R.F.A. ; de liquider les obstacles qui représentent pour eux, par exemple, l'Europe « verte » et la résistance française à la pénétration des multinationales germano-américaines ; l'« Europe » aussi d'écarter la contagion que le pouvoir de la gauche, une à Rome ; et à Paris, pourrait représenter pour une classe ouvrière allemande aujourd'hui à peu près domestiquée. Il y a ensuite la volonté du gouvernement américain, dont la politique est encore plus étroitement liée aux multinationales (outil même un de la politique étrangère, dans la conception de Brzezinski et de la commission (latérale) au demeurant, l'effacement de la menace que représente toute politique étrangère française indépendante, tout retour possible à une diplomatie « gaullienne », avec l'union de la gauche, est, pour les États-Unis, un « mal ».

« L'ignorance, sans doute, le manque d'inspiration et de perspectives, expliquent l'attitude d'un grand nombre d'entre eux. Mais il faut remonter à 1940 pour trouver tant de parlementaires prêts à s'engager les yeux fermés dans une parodie aventureuse. Parmi les députés qui ont voté les pleins pouvoirs à Pétain, la plupart ne savaient absolument pas ce qu'ils faisaient. Encore aujourd'hui, une excuse : l'effondrement de l'armée française, la menace toute proche de l'armée allemande. Alors que ceux-ci vont voter sans y être aucunement contraints, si ce n'est pas des changements faciles de style, on ne peut pas refuser le suffrage universel » et par des machinations à l'opinion par les partisans de l'opération.

Pour la classe dirigeante européenne, et pour le capitalisme mondial dans son ensemble, inquiet des menaces que le socialisme de l'Europe du Sud peut faire peser sur leur modèle de société, l'instauration d'un pouvoir supranational où pourra se nouer l'alliance des conservateurs de toute l'Europe et des capitalistes sociaux-démocrates du Nord représentent un objectif naturel. Que Giscard pousse à tout prix l'opération est également naturel, que Chirac s'y oppose représente les craintes d'un certain capitalisme français qui ne s'est pas encore résigné à devenir le sous-traitant de l'Allemagne et des États-Unis, et aussi les réminiscences nationalistes d'une partie des classes moyennes. Mais cette attitude, somme toute traditionnelle, en tout cas pour la classe dirigeante, n'aura probablement qu'un temps. Ce qui est certain, c'est que toute intégration politique de ce genre accélère l'intégration économique en supprimant les dernières protections que les gouvernements nationaux peuvent assurer aux secteurs les plus exposés. Ce qui est certain aussi, c'est que ces intégrations se font au profit des forts et au détriment des faibles. L'exemple donné naguère par la commission économique des Nations unies pour l'Europe sur les conséquences catastrophiques, pour l'économie du sud de l'Italie, de l'unification italienne de 1956 se répète, on peut le croire, pour une bonne partie de l'Europe. On peut s'attendre, dans certaines régions, à une terrible aggravation du chômage ou à des transferts massifs de population ; des industries entières disparaîtront, comme l'industrie naissante de l'Italie du Sud après 1965. « L'Europe », ou plutôt ce que l'on appelle aujourd'hui le « marché commun », se fera autour de ses régions industrielles les plus modernes, situées d'abord en Allemagne de l'Ouest.

Tout d'abord, il n'est pas vrai que des engagements pris par le gouvernement ou nos députés puissent empêcher ou limiter les empiètements progressifs de la souveraineté. D'abord, parce que les membres français du Parlement européen représenteront moins du quart de cette Assemblée ; ensuite, parce qu'ils seront contraints eux-mêmes, par l'article 4 de l'acte du 20 septembre, de ne tenir aucun compte d'engagements préalables quelconques. Cet article interdit toute instruction ou mandat impératif, et stipule que les représentants votent individuellement et personnellement. Les garanties de Giscard sont un simple alibi pour estimer ces consciences peu exigeantes. Seules pourraient avoir quelque poids — à la rigueur — des garanties internationales contre toute extension des pouvoirs de ce Parlement, garanties négociées et ratifiées par les neuf États. Cela suppose au moins un acte de discussion, Giscard et Mitterrand, pour ne citer qu'eux, sont-ils prêts à faire face à la crise de rage que cela provoquerait chez M. Schmidt ? On sait que Willy Brandt prévoit pour ce Parlement un rôle de Constituante européenne, et c'est lui qui est dans la logique. Et tout ce, ces garanties internationales sont les seules qui aient un sens quelconque ; on verra bien s'il y a une force politique en

Je pense que cette évolution sera relativement rapide, parce que la logique naturelle sera accélérée. Je le répète, par un certain nombre de volontés, je pense que les conséquences en seront dramatiques pour une grande partie de notre population, et je ne donne pas dix ans pour que les hommes qui auront ratifié l'accord du 20 septembre 1976 soient voués à l'exécution de la population française, comme ne l'ont même pas été les députés de 1940 qui ont fait Vichy. J'ajoute que la France n'est pas seule en cause : le seul espoir, d'ailleurs, d'un véritable coup d'arrêt porté au processus rétrograde, dans la réaction plus lucide, bien plus énergique, d'un nombre appréciable de parlementaires britanniques, qui peuvent mettre Callaghan en difficulté et l'arrêter, lui, sur la voie de la capitulation. Ce serait la seconde fois, comme en 1940, que l'Angleterre aurait sauvé la véritable Europe. Mais il n'est pas sûr que l'histoire se répète.

(*) Ancien conseiller de Paris, membre du P.S.U., et représentant du Comité contre l'Europe germano-américaine.

SURVAL Ecole internationale pour jeunes filles
CH - 1815 CLARENS - MONTREUX
Cours intensifs d'anglais
de septembre à juin
Direction : M. et Mme P. Stiller-Andreas, tél. 1941/21.51.23.73
Tél. 253.55 Service ch.

● M. Michel Debré, interrogé sur l'antenne de Radio-Sarrebrevin, samedi 11 juin, reproche notamment à M. Valéry Giscard d'Estaing et à ses partenaires européens d'avoir conclu un accord ambigu et douteux « ne fixant pas assez nettement les limites des compétences du Parlement européen. L'ancien premier ministre exprime également la crainte de voir le débat sur le rôle du Parlement européen — qui a son âge, durera encore plusieurs années — susciter de nouvelles grandes difficultés dans les rapports franco-allemands ».

● L'Assemblée parlementaire française et d'action du gaullisme, que dirigeait M. René Lacoste, député R.P.R. du Maine-et-Loire, approuve la demande d'ajournement formulée par le R.P.R. tout en rappelant « sa volonté » de voter une Europe unie au sein d'une confédération ».

Questions orales à l'Assemblée nationale...

**NON A L'IMPOSTURE
EUROPÉENNE**
*Réunions publiques organisées par
le Centre d'Etudes
pour l'Indépendance Nationale*

Claude BOURDET
(Comité Sortir)

Jacques BOCTREAU
(Comité Dabrè)

Pierre DABEZIES
(F.R.P.J)

Bernard FOURNIER
(U.J.P.J)

Patrice GELNET
(C.E.I.N.J)

Olivier GERMAIN-THOMAS
(« L'Appel »)

Michel JOBERT

Bertrand REHOVIN
(N.A.F.J)

Alexandre SANGUINETTI

Jean-Pierre VIGIER

Lundi 13 juin, 20 h. 30
44, rue de Rennes - Paris
Métro : Saint-Germain

Dans son jugement, le tribunal avait déclaré que, ni dans les dispositions de la loi du 5 juillet 1973, ni dans le décret d'application (5 septembre 1973), ni dans aucun autre texte, la nécessité de « la détention préalable d'un titre de séjour » n'était imposée aux étrangers de différentes collectivités locales » n'était précisément requise pour siéger dans les conseils régionaux. Le tribunal faisait en outre remarquer que les travaux préparatoires de la loi ne fournissaient pas d'autres indications sur l'intention du législateur (*Revue de Droit*, 15 mai 1974).

C'est pourtant sur ce dernier point notamment que le commissaire du gouvernement a fait des observations contraires au jugement du tribunal administratif en demandant l'annulation de cette décision. Soulignant qu'une telle question était posée pour la première fois au Conseil d'Etat et reconnaissant qu'il n'est pas dénué d'ambiguïté « sur ce sujet », M. Renaud Denot de Saint-Maur a déclaré que les travaux préparatoires de cette loi éclairaient assez bien l'interprétation que l'on devait faire.

Selon lui, le projet de loi précité visait clairement que les conseils régionaux devaient être « des assemblées d'états » et il ressortait des débats parlementaires qu'ils ne devaient pas y avoir, par principe, de différence entre mandat local et mandat régional. Le commissaire du gouverne-

(P. Boulet)

NON A L'IMPOSTURE EUROPEENNE

Réunion publique organisée par le Centre d'Etudes pour l'Indépendance Nationale

Claude BOURDET
(Comité Sortir)

Jacques BOUTREAU
(Comité Dabré)

Pierre DABEZIES
(F.R.P.)

Bernard FOURNIER
(U.J.P.)

Patrice GELNET
(C.E.I.N.)

Olivier GERMAIN-THOMAS
(« L'Appel »)

Michel JOBERT

Bertrand ROUVOIN
(N.A.F.)

Alexandre SANGUINETTI

Jean-Pierre VIGIER

Lundi 13 juin, 20 h. 30
44, rue de Rennes - Paris
Métro : Saint-Germain.

AÉRONAUTIQUE

Les actions de l'État chez Dassault et à la SNIAS seront réunies dans une seule société financière
annonce M. Barre au Salon du Bourget

Après avoir dressé le bilan de l'industrie aéronautique française, M. Raymond Barre a noté dans son discours au Salon du Bourget, ce samedi 11 juin, que « ces résultats encourageants ne nous ont pas fait perdre de vue les difficultés et les incertitudes ».

« Concorde ne doit pas être victime de difficultés que l'on pourrait imputer à une conception erronée de la libre concurrence (...). Personne ne comprendrait, dans ces conditions, pourquoi la route de New York devrait lui rester interdite. (...) Nous attendons donc que justice soit rendue. »

« Notre politique de programme s'appuie d'abord sur l'Airbus.

Nous avons en effet confiance dans ce programme », rappelle le premier ministre, pour qui « ce programme doit donc évoluer et s'enrichir pour prendre la dimension d'une véritable famille d'appareils dérivés de l'Airbus actuel. Le gouvernement a donné son accord au développement de deux variantes, l'une équipée de nouveaux moteurs (1), l'autre permettant d'accroître la vitesse au décollage et le rayon d'action de l'avion. »

« Sur le plan international, la France est prête, avec ses amis, à l'initiative de proposer une coopération sur un projet d'avions.

(1) L'Airbus pourra être équipé de moteurs américains General Electric ou Pratt & Whitney, selon les besoins de la clientèle.

ÉDUCATION

Les maîtres auxiliaires pourront être réemployés à la rentrée
annonce le ministère de l'éducation

Une nouvelle manifestation de maîtres auxiliaires a eu lieu vendredi 10 juin à l'appel du « collectif national », devant le ministère de l'Éducation, à Paris. Près de trois cents personnes ont manifesté pour réclamer des garanties de réemploi des maîtres auxiliaires et pour protester contre les incidents qui avaient eu lieu la veille (Le Monde du 10 juin) et au cours desquels un maître auxiliaire du lycée Henri-IV, M. Frédéric Castaing, avait été blessé. M. Castaing, qui est en observation à l'hôpital Cochin, souffre, selon le ministère de l'éducation, d'un traumatisme crânien sans apparence de fracture.

Une délégation a été reçue au ministère par un directeur, indiquant que la grève des maîtres auxiliaires était maintenue à bonne distance du ministère par les forces de police.

Durant la journée de vendredi, 90 % des professeurs du lycée Henri-IV ont fait grève pour protester contre les incidents de la veille et l'attitude de la police. Au cours d'une assemblée générale, ils ont voté un texte où « ils insistent pour qu'une réponse positive soit donnée sans délai aux légitimes questions que se posent les maîtres auxiliaires devant leur avenir ».

Le ministère de l'éducation a publié pour sa part un communiqué à propos de l'incident du lycée Henri-IV, où il a été précisé que l'« exploitation outrancière qui en est faite par une minorité politicienne ». Le ministère rappelle qu'en 1976-1977, sept mille maîtres auxiliaires ont été réemployés et estime qu'« en 1977-1978 les besoins en personnel de remplacement ne seront pas inférieurs à ceux de cette année ». « Les maîtres auxiliaires, ajoute le communiqué, pourront donc normalement être réemployés. Les instructions ont été données aux recteurs pour d'ores et déjà envisager sur les postes vacants le réemploi des personnes auxiliaires actuellement en fonction. »

Le Syndicat national des enseignants de second degré (SNES) dénonce « un groupe d'extrême gauche qui veut imposer l'Organisation communiste internationale et cherchant à usurper dans les académies la représentation syndicale des maîtres auxiliaires », pour avoir organisé des opérations de commando, dirigées depuis plusieurs jours contre les locaux et des militants du SNES. Ce syndicat dénonce les provocations et les menaces dont la but est d'exploiter à des fins politiciennes l'angoisse des maîtres auxiliaires menacés dans leur emploi ».

M. Haby devant des parents d'élèves

UN MINISTRE DÉSABUSÉ

Quelques dizaines de lycéens de Janson-de-Sailly assistaient de loin et assez goguenards aux préparatifs d'une manifestation qui ne les concernait pas : le grand lycée du seizième arrondissement de Paris recevait le ministre de l'éducation, invité, jeudi 9 juin, par les représentants de la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (F.E.P.), que préside M. Lagarde, à participer à un débat sur l'appelation prochaine de sa réforme en classe de sixième.

Il avait été annoncé que cette réunion était organisée à l'attention des seuls adultes. Mais certains élèves sont parvenus à entrer dans le gymnase de Janson avec leurs parents : tant bien que mal, les organisateurs tentaient de séparer les familles et de diriger les jeunes vers une autre salle équipée d'un circuit intérieur de télévision, qui permettait de suivre le débat à distance.

Ce luxe de précaution n'est resté inutile, puisqu'il est apparu rapidement qu'aucun échange réel n'aurait lieu entre les trois cents participants et M. René Haby : selon les organisateurs, le ministère de l'éducation avait demandé qu'aucune question oratoire ne soit posée. Aussi, à l'entrée du lycée, les parents d'élèves ont-ils dû rédiger leurs questions qu'un responsable a classés par thèmes avant de les poser au ministre. Cette procédure a abouti à un monologue de trois heures et a provoqué dans l'assistance un sentiment de frustration.

Ainsi, les parents n'ont-ils pas pu développer des inquiétudes toutes « jansoniennes » : face à une réforme de l'enseignement qui risque d'abaisser le niveau pédagogique des meilleurs lycéens. Le

ministre de l'éducation a bien senti, durant ce faux débat, l'hostilité latente, l'acceptation de son audace, mais en majorité des familles - de milieux privilégiés.

A plusieurs reprises, il a demandé aux parents d'abandonner « une conception mentale » sélective de l'enseignement secondaire et de comprendre, malgré « un sentiment naturel de rupture avec l'ancien système », la nécessité de donner à tous les enfants « un substrat de culture ».

Se faisant le défenseur de l'égalité des chances, il a critiqué, sur le ton de l'ironie, l'élitisme « jansonnier », plus préoccupé par le concept d'« approfondissement » des matières enseignées pour les élèves les plus doués que par la nécessité de soutenir les plus faibles, comme cela est ressorti dans d'autres lycées « souvent hors de Paris ».

M. René Haby a-t-il trouvé, durant ce débat, la confirmation d'une réaction négative des parents qui l'avaient plutôt soutenu au début de sa mission ? Ou bien ressent-il douloureusement l'attestation du président de la République qui a déclaré, au cours de son entretien téléphonique avec des lycéens, que la réforme du collège unique ne devait pas porter non du ministre qui l'annonce ? M. Haby a-t-il senti quelque peu désabusé durant le débat, parlant de son action au passé, regrettant le pouvoir des hommes politiques à « défaire des réformes », tenant à rappeler, comme si l'on lui reprochait subitement la contraire, qu'il n'avait pas « traité légèrement une tâche importante » ? « Je ne sais pas ce que l'avenir me réserve », a-t-il expliqué, mais l'estime avoir fait son devoir.

PHILIPPE BOGGIO.

SCIENCES

LA COOPÉRATION NUCLÉAIRE FRANCO-SOVIÉTIQUE

UNE CONVERGENCE D'ANALYSE

L'échange de documents entre la France et l'Union soviétique sur les techniques respectives de réacteurs à neutrons rapides n'a pas une importance technique considérable : à bien des égards, il s'agit essentiellement de la concrétisation, à un instant donné, d'une coopération ancienne (telle qu'elle a été formalisée par l'U.R.S.S. et l'Organisation pour la paix).

Ce qui paraît, en revanche, plus significatif est le choix de la date pour procéder à cet échange de documents. Un peu plus de deux mois après l'annonce de la « croisée » du président Carter contre les risques de la prolifération nucléaire, concrétisée par l'ajournement sine die du réajournement aux États-Unis et le retard apporté au lancement du prototype industriel de réacteur à neutrons rapides, la France et l'Union soviétique déclarent haut et fort le parallélisme de leur analyse.

Les deux pays estiment que le monde a non seulement besoin de nucléaire, pour faire face à une demande croissante d'énergie, mais aussi - et surtout - de ce passage à la vitesse supérieure que représente l'adoption des filières à neutrons rapides (surrégénérateurs notamment).

Le geste franco-soviétique prend un relief plus particulier encore quand on le rapproche des discussions entamées cette semaine à Paris au sein du groupe d'experts mis sur pied au sommet de Londres à l'inspiration des Américains et qui réunit des représentants de sept pays (France, États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne fédérale, Japon, Canada et Australie).

Il semble que, dès leur première réunion, les experts n'aient pu trouver un terrain d'entente. Suivis par le Canada et l'Australie, les États-Unis, selon certaines informations, auraient tenté une nouvelle fois de concrétiser les contrats entre la France et le Pakistan d'une part, l'Allemagne fédérale et le Brésil d'autre part, contrats prévoyant dans les deux cas la livraison d'installations de réacteurs.

Le communiqué publié vendredi 10 juin à l'issue du terme de la réunion du conseil de politique nucléaire internationale rappelle que « l'objet (du groupe d'experts) est de réaliser une étude

préliminaire des meilleurs moyens techniques de faire face aux besoins énergétiques mondiaux, tout en évitant le danger de diffusion des armes nucléaires » : ce qui, au lendemain des premières réunions des experts, n'est pas loin de ressembler à un crêpeau en réplique, voire un coup de poing sur la table.

L'isolement croissant des États-Unis

Au demeurant, on ne se cache pas dans les deux camps, que c'est essentiellement pour des raisons politiques que Paris n'a pas décliné l'invitation américaine. Manifestement, on ne pense pas que les travaux de ce comité puissent aboutir à un résultat concret, notamment pour ce qui concerne la recherche de cycles de combustible plus « sûrs » dans l'optique de la prolifération (par exemple le cycle thorium-uranium au lieu du cycle uranium-plutonium). Aussi, fait-on remarquer à Paris, il y a longtemps qu'une telle alternative a été étudiée par le commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) mais ces études ont été par ailleurs dans le passé « aux idées reçues ». Finalement, estime le milieu français, la seule conclusion que pourrait tirer la France de ces travaux, c'est qu'il faut continuer son analyse et de progresser dans le domaine des surrégénérateurs et du retraitement.

Certains experts vont même plus loin et prophétisent une issue encore plus spectaculaire : d'ici quelques années, deux tiers des réacteurs nucléaires - et une fois relancé le programme nucléaire - américain, grâce aux gages provisoirement donnés aux milieux écologistes et à l'opposition des procédures administratives, les États-Unis n'auront plus qu'à constater que « tout bien réfléchi », il faut reculer le lancement des réacteurs. Avec un peu de chance, les pressions américaines exercées jusque-là, particulièrement sur l'Europe et le Japon, seraient suffisantes pour que l'Agence internationale de l'énergie atomique (A.I.E.A.) de l'Organisation des Nations-Unies de reprendre la direction des opérations dans ce domaine.

domaines qui tendent aujourd'hui à leur échapper.

Sans aller aussi loin dans l'analyse, force est de constater l'isolement croissant des Américains, seul soutenus par l'Australie et le Canada, et la convergence d'analyse entre la France, l'Allemagne fédérale et l'Union soviétique, convergence que devraient vivement souligner les prochaines rencontres de M. Vassilievski, d'Essling, avec M. Helmut Schmidt et Leonid Brejnev.

Sur ce dernier point, l'instauration d'un dialogue entre l'ambassadeur soviétique à Paris, l'administrateur général délégué du C.E.A., M. André Girard, sur le nouveau procédé français « non-proliférant » d'enrichissement de l'uranium (Le Monde du 8-9 mai) a surpris plus d'un observateur, y compris parmi les officiels français. Certains ont même tiré la conclusion que, sur ce point, la coopération nucléaire franco-soviétique pourrait bien, à l'occasion de la visite à Paris de M. Brejnev, du 30 au 32 juin prochain, franchir une nouvelle étape.

XAVIER WEEGER.

MORT DE L'ORNITHOLOGISTE BRITANNIQUE SIR LANDSBOROUGH THOMSON

L'ornithologiste britannique Sir Landsborough Thomson vient de mourir à l'âge de quatre-vingt-six ans.

Le naturaliste Sir J. Arthur Thomson, Landsborough Thomson, né à Edimbourg le 3 octobre 1890, avait fait ses études aux universités de Heidelberg, Aberdeen et Vienna. Spécialiste des migrations des oiseaux, il fit partie pendant plus de trente ans du comité de la recherche scientifique et pour sa part, contribua largement au développement de la recherche biologique.

Auteur de nombreuses publications sur les oiseaux et aussi sur la recherche médicale, il a été anobli en 1963. Sir Landsborough Thomson était membre de nombreux comités et associations nationales ou étrangères d'ornithologie, de zoologie, de protection de la nature. Il avait reçu de nombreuses distinctions et médailles, notamment la médaille Buchanan de la Royal Society.

DEUX GROUPES INDUSTRIELS EN CONCURRENCE

Qui construira les satellites européens de télécommunication ?

C'est sans doute en septembre prochain que les délégués des pays membres de l'Agence spatiale européenne (A.S.E.) adopteront les programmes futurs. En particulier, ils devront décider la construction d'un satellite lourd de télécommunication, adapté aux possibilités du lanceur européen Ariane. Des appels d'offres ont déjà été lancés, auxquels ont répondu deux

groupements d'industriels européens. En principe, l'option devrait aller au moins-disant. Mais le choix qui sera fait aura des conséquences à très long terme. Il s'agit d'un choix politique et il semble que le verdict des chiffres n'aille pas dans le sens de la conception politique dominante.

La conquête de l'espace a eu de nombreuses retombées pour la télécommunication : le câble transatlantique, la télévision, le point de satellite conditionne directement la surface des panneaux solaires qu'il faut déployer, donc sa puissance électrique.

Construire des satellites est une chose. Il faut aussi les lancer, et rien ne servirait de s'affranchir du monopole américain pour la construction si l'on devait s'y soumettre pour le lancement. L'Europe construit donc le lanceur Ariane, capable de lancer en orbite géostationnaire des satellites de 900 kilogrammes adaptés, en particulier, à la diffusion directe de télévision.

La diffusion spatiale européenne a donc une logique prévue, d'une part, de prolonger le satellite O.T.S. par deux satellites opérationnels, E.C.S. (European Communication Satellite), qui ne diffèrent d'O.T.S. que par des détails, et de donner un successeur à MAROTS, d'autre part, de construire un satellite plus lourd, adapté aux possibilités d'Ariane, et qui serait mis en orbite lors du dernier tir de qualification de cette fusée, en octobre 1980. Ce qui laisse peu de temps pour sa construction.

Ce programme est prévu, mais il n'est pas encore adopté. Il devrait l'être en septembre prochain, avec les autres programmes européens. Trop d'intérêts divergents entre les pays membres de l'Agence interdisent toute solution autre que globale.

Deux propositions

Pour gagner du temps, et comme la décision finale fait peu de doute, des appels d'offres ont été lancés. Deux groupes ont répondu. L'un est le consortium MERS regroupant principalement les firmes Matra (France), Erno (R.F.A.) et Hawker-Siddeley-Dynamics (Grande-Bretagne) qui a déjà construit les satellites O.T.S. et MAROTS. L'autre est un groupement Eurosatellite formé de l'Aérospatiale (France), de M.B.A. (R.F.A.) et de l'ECMA (Belgique) dont les références vont de Symphonie à Intelsat-V, en passant par Ariane.

Une différence de prix entre les propositions des deux groupes a été constatée. Quelle est son importance ? Des rumeurs, qu'aucun protagoniste ne prend la res-

ponsabilité de confirmer, font état d'un écart de 30 millions de francs en faveur de MERS. Il y aurait bien quelques différences dans ce qui est fourni par les deux répondants, l'appel d'offres n'y ayant été très précis sur quelques points. L'Agence a demandé aux deux offreurs des précisions qui peuvent influencer sur le prix. Mais cela ne semble pas devoir compenser cela.

La logique de la concurrence pousse donc en faveur de MERS et c'est bien ainsi qu'on l'entend chez Matra. Mais la logique de la continuité conduit MERS à faire les futurs E.C.S. Un seul groupe aurait donc le monopole des satellites européens de télécommunication.

Cela ne satisfait pas tout le monde, à commencer par l'Aérospatiale, qui a fait connaître en haut lieu son opinion. Mais il y a aussi des responsables politiques pour estimer qu'avec deux classes de satellites (400 kg et 900 kg) il serait souhaitable de spécialiser un groupe sur chacune. C'est logique, et peut-être justifié, si l'on ne considère que les besoins de l'Europe. Mais le marché européen est étroit : il ne représente que 10 à 15 % du marché mondial, et l'on peut se demander s'il y a place pour deux. D'autant que tous sont d'accord pour juger indispensable l'exportation de systèmes spatiaux de télécommunication vers le tiers-monde. Mais la concurrence sera sévère, et pour l'avenir une industrie européenne a besoin de bases solides, analogues à celles que leur vaste marché intérieur offre à ses concurrents américains. Il est douteux que le marché européen puisse offrir ces bases à deux groupes industriels. Il est vrai qu'il faudra vendre aussi des lanceurs, et que l'Aérospatiale construit Ariane. Pourra-t-elle vendre le lanceur hors d'Europe sans proposer aussi des satellites ?

Finalement, à propos d'un appel d'offres concernant un programme non encore approuvé, se pose un problème qui engage tout l'avenir de l'Europe spatiale. Il doit recevoir une réponse politique, clairement donnée comme telle et non dissimulée derrière des révéralions financières, mais c'est peut-être beaucoup demander à une Europe desmilitarisée.

MAURICE ARVONNY.

M. Blancard présidera la nouvelle société

Le premier ministre évoque ensuite la réorganisation de l'industrie aéronautique française, de blocage sera de la Société des avions Marcel-Dassault.

« Ainsi, l'État disposera des moyens de s'assurer que les choix industriels majeurs de la Société des avions Marcel-Dassault s'effectueront à l'avenir en toute conformité avec les objectifs qu'il veut d'arrêter. Mais le gouvernement ne veut pas, à l'occasion de cette prise de participation, assumer, de façon directe ou indirecte, la gestion d'une entreprise qui a donné tant de preuves de son efficacité commerciale et qui a su développer à un haut niveau l'esprit d'équipe, d'initiative et d'innovation.

Ainsi, la participation publique sera-t-elle immédiate. Elle permettra de fêter les bases d'une coordination industrielle avec la SNIAS, dont l'État est le principal actionnaire.

« Afin d'exercer clairement et efficacement ses responsabilités globales dans la politique aéronautique, l'État rassemblera dans une société publique de participation ses actions dans les deux sociétés.

« La présidence de cette société publique sera confiée à M. Jean Blancard, président de Gaz de France, qui a exercé d'éminentes responsabilités dans l'administration et le secteur public. Je lui ai demandé, sans attendre la mise en place définitive des structures juridiques, d'entreprendre immédiatement sa mission de coordination entre les deux entreprises.

« Les deux responsables de la tutelle de l'industrie aéronautique, qui siègeront au conseil d'administration de cette nouvelle société, elle pourra, ainsi, pleinement jouer son rôle d'orientation, de coordination et de contrôle sans affecter en rien l'autonomie et l'identité de la SNIAS et de la Société des avions Marcel-Dassault », a conclu M. Barre.

Déjà le 18 août 1974, à Paris, au sein de la Polytechnique et l'Institut national de l'air, M. Jean Blancard a été directeur des carburants au ministère de l'Industrie et de Commerce (1969-1970), délégué ministériel pour l'armée de l'air (1969-1971). En 1964, il est appelé à la présidence de la Société nationale d'études et de construction de moteurs d'aviation (SNECMA), et, en 1968, il est nommé directeur général pour l'armement jusqu'en 1970, où il prend le poste de délégué ministériel pour l'armement. Depuis 1975, il préside le conseil d'administration de Gaz de France.

NUCLÉAIRE FRANCO-SOVIETIQUE
URGENCE D'ANALYSE



Le Monde aujourd'hui

VU DE BRETAGNE

Visite au Christ Jaune

Il pleut. Il faut aller chercher la clé à la ferme. C'est marqué sur la porte de la chapelle. Je vais à la ferme. D'autres visiteurs m'ont précédé. Le fermier nous entraîne dans son hangar, avec la clé. Il pleut sur les ormes et sur les chènes. Une pluie très douce. C'est à Trémalo, à l'orée du Bois d'Amour, sur les hauteurs de Pont-Aven.

La porte a un peu griné.

Le double perron du toit prend net et bas-ohés. Une chapelle bretonne comme tant et tant. Du XVII^e siècle. Une grange à pailles. Finites les oraisons. Finites les cantiques. Il pleut.

Le fameux Christ, tout de même, est toujours là. Plaque sur le crêpe blanc, entre deux arceaux. Il est là. C'est d'abord lui que l'on voit quand on entre dans la chapelle de Trémalo. Je n'en ai jamais vu de plus beau, ni à Rome, ni à Florence, nulle part. Le visage est d'une douceur infinie, la verte couronne d'épines accentue la pâleur des traits. Les bras sont raidis, les jambes sont raidies, la poitrine est raidie sous l'effort d'un halement, d'une suffocation ultime.

C'est le Christ Jaune, celui-là même que reproduisit Paul Gauguin dans une toile célèbre, un plein champ, entre trois paysans agenouillés, ormes en coiffe et tablier.

Il pleut. Mal restaurée il y a vingt ans, la chapelle est en triste état. Le pauvre Christ, par les jours de tempête, doit recevoir des gouttes sur son visage. La chapelle est propriété privée. Elle n'a pas été classée par les Beaux-Arts.

« C'est le Christ Jaune », me dit le fermier, qui m'a pris pour un touriste.

Il tourne la clé dans ses mains et ajoute :
« C'est Gauguin qui l'a fait...
— Ah ! non, ce serait plutôt lui, le Christ, qui a fait Gauguin... Je veux dire que ce crucifié l'a beaucoup inspiré. Il l'a même repris comme font pour l'un de ses autoportraits... »

Mon clochone, incertaine, tourne et retourne la clé dans ses mains. « C'est-à-dire qu'il n'est pas toujours là, pousse-t-elle. »

— Le Christ ? Moi je suis... Il était dehors. C'était un calvaire au bord de la route. Les gens d'ici ont eu pitié de lui à cause de la pluie et du mauvais temps. Alors, ils l'ont mis dans la chapelle... Il y a longtemps de ça ! »

L'explication est vraisemblable. Le Christ Jaune masque la figure d'une sablière. Le pied de sa croix repose sur un gros madrier de bois bien. Le grand artiste qui l'a sculpté — un ébéniste du coin sans doute, un simple artisan anonyme — l'aurait placé ailleurs. Et ainsi donc Gauguin, dans une curieuse intuition, aurait remis le Christ, en le plaçant dans son cadre primitif. Ou bien peut-être s'était-il renseigné auprès des paysans de Trémalo de la genèse de cette œuvre bouleversante.

« Ma grand-mère a bien connu M. Gauguin, ajoute le fermier. Quand il venait travailler à Trémalo, elle lui faisait des crêpes... »

Il pleut. Mon clochone me montre encore, sur un pilier de granit, une plaque de ciment brisée. Il m'apprend que la nuit même le tronc de la chapelle a été volé. Le Christ Jaune n'a rien dit. Il n'est pas descendu de sa croix. Il est resté là, cloué, dans sa couleur de bleu noir. Il est resté de bois. Doux et tendre. Chrétien, trop chrétien.

XAVIER GRALL.

CROQUIS

« L'un de nous deux... »

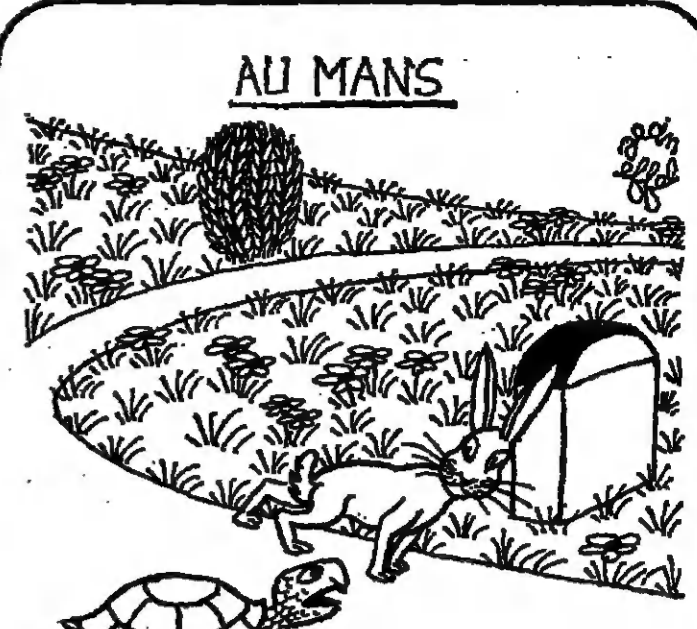
RETRAITÉ de l'inscription maritime, père de quatre enfants, des naissances à Lorient, à Nantes, à Brest, à Toulon, à Dunkerque, des souvenirs de l'armateur Bonarich, M. Bonnette, dès qu'il est arrêté le labeur de la vie active, se mit à dire à ses proches ce qu'il avait pu faire. Mélancoïlique, devant la table du dimanche, où Mme Bonnette ne disposait pas moins de vingt-cinq couverts, il s'épanchait. Souvent, montrant sa femme qui disparaissait vers la cuisine, il déclarait :
« Si j'avais quelque chose à l'un de nous deux, je retournerais à Valparaiso... »

Les fils allumaient leurs petites cigares et ne relevaient pas le propos. Seules, les filles et les bruns s'attendaient au passage de « l'un de nous deux » et le custodiaient dans leurs foyers respectifs.

Lits à part. Un matin, vers 9 heures, ne le voyant pas sortir et jaser comme à l'ordinaire, la mère et la dernière-née des filles qui vit à la maison, sont entrées dans sa chambre. Il était recroquevillé au pied du lit, déjà raide. À le voir si figé dans son effort elles comprurent que le passage n'avait pas été facile. On l'éleva pour le mettre au lit. On lui donna un oreiller, des mains croisées, un chapelet ; il avait toujours été pieux. Toute la marine à terre vint s'insinuer, on le porta en musique au fond du trou.

Mme Bonnette reprit son triot ; elle n'avait plus guère de larmes. Ses filles le sortirent. Elle les écouta. A haute voix, les petites-enfants avançaient leur litane :
« S'il arrivait quelque chose à l'un de nous deux... »

On les fit taire. Un jour, presque seule face au portrait centu-



Jamais couru d'avance ! Souvenez-vous, il y a trois siècles, sur le circuit de Château-Thierry...

* Copyright Le Monde et Jean Effel.

MONOLOGUE

Olga, la coiffeuse

OLGA est coiffeuse dans un salon pour dames des Champs-Élysées, dont on parle souvent dans les beaux magazines. Elle aime son métier, elle a ses fidèles clientes, qui la suivent quand elle change d'employeur, et, à l'occasion, elle coiffe aussi les hommes.

« Oh ! moi, dit Olga, le désau en fait, et vous regardez dans la glace, je me porte très bien sans rien savoir de ce qui se passe. Pourtant, l'attente du radio des que je me réveille, pour ne pas me réveiller, j'entends les informations comme ça, sans les écouter. De toute façon, je les entends encore pendant ma toilette, et encore une fois pendant mon petit déjeuner. Le matin, il y a que ça, à répétition. Alors forcément, à la fin, je retiens quelque chose... »

« Tiens, hier soir, avec mon mari, on est allé chez un couple d'amis pour dîner. Ils ont un peu moins de trente ans, comme nous. Mais elle, la malheureuse, elle vient d'avoir trois enfants coup sur coup. Trois grossesses à la file, sans souffrir. Alors vous la voyez maintenant, une vraie d'o d'o complètement déformée. Naturellement les tissus se sont distendus, c'est normal, mais ce que je veux dire, c'est qu'elle a l'air de s'en moquer. Moi, à sa place, je ne pourrais pas, il faudrait que je fasse tout de suite des massages, de la gymnastique, je passerais ma vie à me surveiller dans la glace. Elle, rien. Son ventre, zéro. Et alors lui, le mari, qui était plutôt le superdagueur avant, maintenant qu'il a toutes les excuses, il ne bouge plus. A l'aise. Et les enfants, alors là, l'enter. Très beaux, très réussis, et vous voyez, mais amarrés, excusés-moi, vous n'avez pas idée. On n'a pas pu parler de la soirée, tout le temps interrompus : l'a froid, l'a fatigué, l'a cassé son fous, pipé et le reste. C'est bien simple, ils n'ont plus de salon, tout se passe dans la cuisine. En rentrant, l'a dit à mon mari : maintenant, on n'a plus rien de commun avec eux, ah ! c'est pas d'ailleurs la veille que je vais attendre un enfant, c'est vrai, vous ne trouvez pas ? »

« Je ne suis pas bavarde, vous savez. Aujourd'hui, je parle, mais c'est rare. Ici, quand une femme entame la conversation, je réponds, bien obligée, et sur tous les sujets, mais je suis ailleurs. Il y a quelques années, elles racontaient surtout des histoires de... de lit pour être polie, maintenant elles travaillent toutes, alors c'est les pépées du bureau. On me c'est les pépées du bureau. Un peu trouve un peu froide, un peu distante, c'est exact d'ailleurs. Je vis dans mon petit univers et je m'y plie bien. Tenez, hier une cliente m'a entrepris sur la taine dans le monde, ça faisait drôle entre nous de parler de ça ici, c'est pas l'endroit, enfin bref je lui ai répondu : « A quel ça sert de se tourmenter pour les enfants du Bistrot ou de l'Inde pulcra ? n'y peut rien de toute façon ? C'est comme les jeunes délinquants ou les drogués, il y en a qui essaient de les réduire, c'est très bien, très moral, mais j'ai envie de leur dire : de toute façon vous perdez votre temps, ils y repartent quand même, alors ? »

« Dans la vie, je m'ennuie personne, alors je ne veux pas qu'on m'ennuie. C'est logique. »

« Mon mari et moi, on est à égalité, c'est normal en 1977, non ? On prend nos décisions ensemble. Aucun n'est plus fort que l'autre. Il ne cherche pas à m'imposer ses solutions et moi le m'adique l'emble à ses idées quand le ne suis pas d'accord. Pour l'instant, ça va. Vous savez, l'ai voulu un homme qui soit prêt à prendre des risques et qui ait de l'ambition. Avant lui, j'ai rencontré plein de gars très chouettes qui ne voulaient pas se donner de moi, ça ne m'intéressait pas longtemps. Maintenant, mon mari grimpe très bien dans sa boîte. Je touche du bois. »

« Moi, je pense que celui qui a décidé de s'en sortir, il y arrive toujours. Il n'a qu'à s'en prendre à lui-même. Un ouvrier aussi, l'en suis sûr, sait peut-être si c'est un immigré qui fait mal le travail, et encore. Mais les autres, ils peuvent suivre les cours du soir ou autre chose. Moi, regardez, mes parents sont des petits commerçants, ils n'ont pas pu m'aider, eh bien ! au début j'étais manœuvre du côté de la gare de l'Est, puis je suis devenue assistante de coiffeur et ensuite coiffeuse pour femme, et maintenant j'ai appris les hommes. Et j'ai fait dix salons pour avancer... »

« Voilà, l'ai fini, conclut Olga en ramenant son peigne dans la poche de sa blouse rose. Je vous trouve absolument superbe. Admirez le chef-d'œuvre... »

OLIVIER RENAUDIN.

Au fil de la semaine

C'EST un week-end comme les autres que celui du samedi 4 et dimanche 5 juin. Un week-end normal, si l'on peut dire, avec le contingent habituel de meurtres, agressions, rixes et cambriolages en tous genres, et aussi quelques épisodes moins ordinaires, tels ceux-ci, par exemple, mais on aurait pu en choisir vingt autres :

— A Paris, la police arrête une vagabonde éthylique qui, à la station Montmartre, a poussé sous les roues de la rame entrant à quel une voyageuse qui se trouvait devant elle. La meurtrière a vingt-trois ans, sa victime — qui a été tuée sous le coup — est une mère de famille de trente-sept ans.

— A Grenoble, une collision de voitures provoque une bagarre. La police d'interpose ; elle est prise à partie. Des renforts sont appelés, et, bientôt, une vingtaine de policiers sont sur les lieux. Mais une cinquantaine de passants, de consommateurs sortis de cafés voisins viennent faire le coup de poing. Mêlée générale. Bilan : dix policiers blessés, dont trois souffrent de fractures diverses. Six arrestations.

— Pris de Tourcoing, quatre gars et une fille de vingt et un ans rouent de coups, après boire, un de leurs compagnons de beuverie, le laissent pour mort dans un fossé, puis reviennent l'achever en lui défendant le crâne à coups de crosse de carabine et en lui arrachant le visage avec un tournevis utilisé comme un poignard. La victime avait trente-sept ans.

Un week-end comme les autres qui a fait sur les routes françaises 68 morts et 653 blessés. C'est-à-dire assez peu, finalement, pour un si beau dimanche. Le week-end précédent, qui était celui de la Pentecôte, avait été beaucoup plus meurtrier, cela va de soi : 126 morts, 1 677 blessés, dont 504 grièvement atteints.

Un week-end comme les autres d'o la politique — enfin, une certaine forme d'expression politique — n'était pas absente.

— Dans la nuit du vendredi 3 au samedi 4, à Fontenay-sous-Bois, un incendie criminel dévaste des locaux de la Mission de France qui servent de foyer pour les réfugiés chiliens. Pas de victimes. Sur les murs, une inscription : « Mort aux curés rouges ! Vive Pinochet ! Groupe Hermann Goetz... »

La même nuit, à Ville-di-Pietrabbagno (Haute-Corse), la villa du directeur départemental des P.T.T. est plastiquée. Explication : un certain nombre d'auditeurs de cette administration sont en grève, avec l'appui des syndicats, parce qu'ils refusent d'être mutés sur le continent pour être titularisés, mais exigent de l'être sur place et sur-le-champ.

— Le samedi 4 au soir, c'est la fusillade de Reims. Un mort, deux blessés parmi les ouvriers du piquet de grève de l'usine des Verrières mécaniques : charpentiers. L'affaire, l'arrestation des cinq agresseurs, leur appartenance syndicale et des suites de leur action criminelle ont fait et feront encore assez de bruit pour qu'il ne soit pas nécessaire de s'y étendre.

— Dans la nuit du samedi 4 au dimanche 5, à Nausac (Lozère), un attentat détruit deux camions sur le chantier du barrage en construction dans la localité. Déjà, d'autres explosions ont détruit des pylônes électriques. Le président du comité de défense de la vallée, qui combat la réalisation d'un ouvrage qui va submerger 1 200 hectares de terre et entraîner la disparition de sobantes exploitations agricoles, avait averti que son organisation était décidée à « s'opposer physiquement à la poursuite des travaux ».

— Le dimanche 5, en Corse, un nouveau plastiquage : le cinquantième, le centième peut-être en quelques mois, on en a perdu le compte. Cette fois, c'est une fourgonnette de la gendarmerie qui soute à proximité du stade où vient de s'achever le match de football Bastia-Nice. Les gendarmes qui se trouvaient dans le véhicule sont choqués.

Au soir du même dimanche 5, dans le seizième arrondissement de Paris, une bombe est déposée, et découverte à temps pour être désamorcée, au domicile d'un avocat, M^e Assouline, un diluviste qui ne se connaît pas d'ennemi. C'est le cinquième membre du barreau parisien qui fait ainsi, en un mois, l'objet d'un attentat, sans plus de raison ni d'explication dans chaque cas. La police est perplexe.

Un week-end comme les autres

par
PIERRE VIANSSON-PONTÉ

Violence ordinaire, violence politique. Tout a été dit — et parfois aussi le contraire de tout — sur les causes et les effets de ce mal endémique de notre société, sur les moyens de l'enrayer, sur les risques d'escalade, sur le cycle provocation-répression et ses conséquences... Tant de graves colloques, de savants débats, d'imposantes commissions, et de rapports, et de projets, et d'études.

Mais, pendant ce temps, pendant que les experts discutent, que les commissions auditionnent et que les documents s'entassent, la violence ou plutôt les violences changent peu à peu de nature, les données du problème évoluent, des idées reçues deviennent caduques.

De plus en plus, la violence ordinaire et la violence politique tendent à se rejoindre, à se mêler au point qu'il devient parfois presque impossible de les distinguer l'une de l'autre. Cette attaque de banque, dont on pense qu'elle relève du gangstérisme pur et simple, n'aurait-elle pas pour but de procurer des fonds à un groupuscule révolutionnaire ? A l'inverse, ces ravisseurs qui prétendent agir par idéologie ne sont-ils pas tout simplement des bandits sans foi ni loi ?

L'attentat politique, la bombe, le mitraillage étaient traditionnellement — sauf en certaines situations exceptionnelles — les armes de l'extrême droite ; d'abord parce qu'elle avait précisément des armes ; ensuite parce que les idéologies de contrainte et de force s'accommodaient naturellement d'actions violentes. Or si les extrémistes de droite — l'affaire de Reims le démontre avec éclat — continuent de recourir volontiers à ce type d'intervention, ils n'en ont plus l'exclusivité. Des groupes armés qui se réclament de l'extrême gauche révolutionnaire entendent rendre coup pour coup. Et de plus en plus aussi, à bout d'arguments, des gens possibles recourent à leur tour aux explosifs et aux armes pour se défendre contre la violence ou l'injustice.

Toute cette confusion, ce grouillement de vrais et de faux idéologues, de vrais et de faux policiers, de vrais et de faux truands, de révoltés et de provocateurs, risquent d'entraîner, comme on le voit en Italie, un glissement vers une sorte de désordre sanglant où personne ne peut plus s'y reconnaître et qui peut, à terme, faire l'affaire de quelque sauveur botté et casqué. On n'en est heureusement pas encore là en France ; mais, dans la période de fièvre électorale où nous entrons, le péril n'apparaît pas imaginaire quand on entreprend de dresser le bilan d'un week-end comme les autres.

ETRANGER

REFLETS DU MONDE ENTIER

Daily Mail

Chers enfants

Le DAILY MAIL a publié dans sa page féminine le résultat d'une enquête sur le coût de l'éducation des enfants. Il arrive à des conclusions étonnantes : « Avez-vous jamais songé en termes d'argent, ait fait d'avoir un enfant ? Savez-vous que, si vous choisissez de ne pas avoir d'enfant, vous pourriez vous offrir deux grandes maisons à Kensington ? Ou faire une croisière autour du monde chaque année ? Ou encore acheter quatre Rolls-Royce ? Nous avons calculé que pour une famille moyenne disposant de 5 500 livres de revenus annuels environ un enfant coûte de sa naissance à l'âge de vingt et un ans quelque 64 500 livres (1). Nous avons tout inclus dans ce chiffre : l'argent que vous pourriez gagner en louant la chambre de l'enfant, ou l'argent que la mère perd en ne travaillant pas durant dix-huit ans de sa vie (non pas vingt et un, car l'enfant sera salarié ou à l'université après dix-huit ans), aux frais de l'éducation priée ».

Le quotidien britannique ajoute cependant : « Naturellement, l'argent n'est pas le seul facteur qui entre en ligne de compte dans la décision de faire une naissance. Il y a d'autres considérations comme la pitié, la libération des femmes ou le meilleur niveau de l'emploi féminin. » Mais, pour plus de 50 % des couples, l'argent a été mentionné comme une raison majeure quand nous avons demandé pourquoi on renouvait à avoir des enfants », dit David Cope, qui, à l'université de Nottingham, poursuit des recherches sur les motifs pour lesquels les gens refusent d'avoir des enfants ou en diffèrent le moment ».

(1) Soit environ 350 000 francs.

AL-BAYANE

La couleur des candidats

A l'occasion des récentes élections législatives marocaines, le quotidien AL-BAYANE, publié à Rabat, a tenu une suggestion destinée à faciliter le bon déroulement de futurs scrutins et à accroître leur caractère démocratique. Il écrit :

« On sait qu'une grande partie de notre peuple ignore encore l'usage de l'alphabet. De ce fait, des millions d'électeurs et d'électorices n'ont pas la possibilité de lire les noms figurant sur les bulletins de vote qu'ils reçoivent. D'où la nécessité d'attribuer une couleur à chaque candidat pour aider les citoyens à accomplir leur devoir. C'est le système adopté par le Maroc, et personne ne met en cause son efficacité. Mais celle-ci se trouve, en pratique, fort limitée, notre annuaire, par le fait que, sous prétexte du scrutin uninominal en vigueur, on attribue aux candidats d'un même parti une multitude de couleurs ».

« La justice veut que cet état de fait cesse. Car le moins que l'on puisse dire est que tous les partis d'implantation nationale souffrent de ce système kaleidoscopique, qui ne permet pas de bâtir une bonne propagande électorale sur la base d'une couleur unique. Il y a une incompatibilité majeure entre la volonté affirmée de donner au pays des institutions représentatives saines et cette mesure qui fait que, dans la même ville, cinq ou six candidats à l'élection portent des couleurs différentes. Nous pensons, pour notre part, que l'unicité de la couleur pour toute force politique légalement constituée est absolument nécessaire ».



Des Suisses aux Seychelles

Connues pour leurs plages de cocotiers, et, depuis quelques jours, pour leur coup d'Etat, les Seychelles passaient à ce double titre pour fort éloignées de la Suisse. Le quotidien 24 HEURES nous apprend qu'il n'en est rien.

« La présence suisse romande y a été constante. L'évêque des Seychelles est natif des lacs, mais il a succédé, il y a quelques années, à Mgr Maradan, un Frisocirois qui avait à son tour succédé à l'évêque des lacs pendant un quart de siècle à Victoria, la capitale, l'ordre d'une maison religieuse, résidence d'un supérieur régulier », qui travailla autour d'une dizaine de frères. Dans les autres îles de l'archipel, les pères et les frères sont une trentaine, tous originaires, à deux ou trois exceptions près, des cantons catholiques de Suisse romande. Les pères suisses allemands à capuchon ne sont d'ailleurs pas loin : leur terre de mission est la Tanzanie ».

Ces relations religieuses helvète-seychelloises ne sont pourtant pas toujours faciles, comme l'explique 24 HEURES : « Les capucins ne semblent pas avoir rencontré de difficultés dans leurs rapports avec le gouvernement des îles indépendantes : pourtant — un détail douloureux — le pouvoir a créé un impôt immobilier que l'ordre doit aussi payer. Les religieux ne pensent pas que le changement à la tête de l'Etat modifiera leur position aux Seychelles : les échanges humains, les envois fréquents de médicaments, de livres, de vêtements continueront de Suisse romande vers l'Océan Indien ».



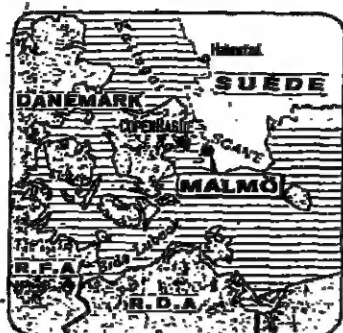
Un match très disputé

Le football africain ne semble pas à l'abri des excès du « jeu dur » souvent dénoncé à propos du rugby européen : c'est ce que montre ce compte rendu de la rencontre entre l'équipe du Sporting club ivoirien et celle du club malien Djoliba à Bamako, publiée par l'hebdomadaire IVOIRE-DIMANCHE.

« A partir de l'instant où la pelouse comporte deux buts et qu'il y a deux équipes, n'est-ce pas pour permettre à chaque équipe d'avoir son camp ? N'est-ce pas aussi de la provocation que de désigner son camp pour venir investir celui de l'adversaire, même si on est à la maison ? Et comment juger le comportement, surprenant de ce responsable malien, qui, non content d'insulter ses joueurs à transgresser ses principes, d'empêcher du ballon et, fendant la foule des forces de sécurité, a plusieurs reprises le ballon dans les bras ? Des spectateurs en avaient la gorge serrée d'émotion. J'en ai vu qui, dégoûtés et écumés, ont quitté le stade avant le coup d'envoi. La cohorte de supporters du Sporting ne fut pas épargnée : instruments de musique profanés ; joueurs lapidés et insultés, troupes venues en pièces. Tout cela par les forces de l'ordre et non les supporters de Djoliba. A la fin de la rencontre, la délégation ivoirienne, entourée par les forces de l'ordre, a vu toutes les peines du monde à regagner l'hôtel. Le car qui l'apporta, des joueurs blessés (...). Les Ivoiriens en avaient la gorge serrée ».

Lettre de Malmö

CHUCHOTIS ET CRIAILLEMENTS



ARRIVANT à Malmö par le chemin qu'empruntèrent maintes fois les hardis marins qui le pillèrent, le vitailleur est assailli par le poids d'une léthargie coconneuse. L'accostage dans la capitale de la Scanie, région de plaines fertiles et de climat doux, devient ainsi crépuscule à l'évocation des bleds dorés, des pique-niques languis et des salades concertos qui s'entrechoquent dans le film Elvris Madigan, tourné ici par Bo Widerberg.

Tout autre était le sentiment que Malmö, récemment libérée du joug danois, inspirait au dix-huitième siècle. C'est la plus vivante des villes de Scanie, et aussi celle qui garde un parfum de cité étrangère (1), disait un voyageur enthousiaste. Certains la comparent même à une autre cité que, au bord de la Baltique, Pierre le Grand mettait alors en chantier. Aujourd'hui, avec ses châteaux et ses canaux, Malmö laisse jaillir son passé, de la même façon que, sur l'autre rive, Petrograd perçait à travers Leningrad. Semblables nostalgies d'Ancien Régime, de navigateurs intrépides et de terres lointaines par le vent de l'Histoire rapprochent ces deux villes du Nord, qui ont aussi en commun la grandeur d'un état arraché pied à pied à l'empire du maréchal.

Installée au creux d'une baie bien protégée, Malmö occupe une position stratégique sur la verticale qui relie Copenhague à Stockholm. C'est l'une des raisons pour lesquelles la ville changea souvent de main. En effet, à peine le nom de ce port était-il mentionné dans les chroniques du douzième siècle que, déjà, la princesse Sophie de Danemark l'apportait en dot à son époux, Valdemar de Suède. Toutefois, cela n'empêchait pas l'influence germanique de s'exercer dans nombre de domaines, comme en témoigne la très gothique église Saint-Petri, qui offre plus d'un trait de ressemblance avec la Marienkirche de Lübeck.

Cue Magnus Eriksson, « roi de Suède », de Norvège et de Scanie »,

octroyé à Malmö sa première charte, que Valdemar IV, Atterdag de Danemark la reconquiert par la force, était également : la ville restait dans la mouvance des villes méridionales jusqu'à ce que, enfin, le pair de Scanie, en 1370, consacrait l'entrée de Malmö dans une hanse dont Lübeck restait la métropole incontestée.

Dans les récits qu'il fit de son périple en Scanie (2), le naturaliste suédois Carl von Linné dit l'impression profonde que provoque sur lui la hanse du « grand échoque », celle du quinzième siècle et de la hanse. Au premier rang des joyaux architecturaux était le Grand-Place, œuvre du bourgmestre Jörgen Koch, qui y installa sa propre demeure, ainsi que l'hôtel de ville, dont la façade ne fut restaurée dans le style Renaissance hollandaise qu'en 1812. Témoignage d'une splendeur un peu fanée, ces deux édifices abritaient maintenant des restaurants qui, dans un cadre d'époque, offrent à la dégustation les spécialités suédoises, tandis que le petit palais Teckla, qui s'ouvre aussi sur la Grand-Place, reste fidèle à sa fonction depuis qu'en 1571 Eriksson von den Bröche en fit, avec l'autorisation du roi Frédéric II, la première pharmacie de Suède.

Au temps de la splendeur de la hanse, le commerce était si intense qu'une seconde place dut être aménagée au flanc de la première. Cette « petite place », Walt Disney aurait pu la dessiner : des maisons rouges, briques, bleu pastel, rose bonbon. Le tout planté sur un carré de pavés indigènes. Cet agencement data de 1591, année où alentours de laquelle les maisons hautes aux ouvertures surmontées d'un fronton triangulaire firent place, en Scanie comme au Danemark, à des bâtiments plus bas, et droits, abritant d'un colombage de poutres de bois sur fond de maçonnerie légère dont le premier étage se décollait en encochenement.

La tradition de la maison à colombage a persisté jusqu'au dix-huitième siècle, où la saillie du premier étage s'est réduite à un trait, marqué au pinceau sur les façades, comme en témoigne la maison de la famille Fava, dont les murs encadrent l'une des nombreuses galeries de peinture de la ville, et surtout les trois bâtiments qui composent la maison Hedman, dans laquelle un porche orange ouvre généralement les trois étages en briques du Form Design Center Restauré par la municipalité, qui y a investi près de 2 millions de couronnes, ce centre expose, depuis 1974, des soies reldes et nuz, de

la vaisselle à l'éclat laqué, des objets fonctionnels : tout un univers de grâce domestique aux lignes strictement maîtrisées qui ont fait le renom du design scandinave. Au sein de ce centre, où tout traduit l'ordre, la mesure, le soin, la gravité naturelle d'une population austère, le Neuron est une exposition consacrée aux productions de la firme finlandaise Marimekko, lancée, il y a juste vingt-cinq ans, par Mme Armi Ratia.

TROISIÈME ville de Suède avec ses deux cent cinquante mille habitants, héritière d'une longue tradition artistique, Malmö n'était pas sans envier les manifestations organisées par la pittoresque Sonja Henle dans son musée d'Hovikodden, près d'Oslo, ou les « perspectives » que présentait Lousiana, à Humlebæk, dans les environs de Copenhague. Depuis 1973, l'art moderne a désormais droit de cité dans la grande ville suédoise puisque la municipalité y a installé un hall d'exposition qui est le plus grand d'Europe. Dans le blanc clinique des murs et des tubulures que relate la rusticité des planchers en sapin, on montre aujourd'hui, sous les rails d'un soleil souvent morne, mais amplifié par les ampoules électriques des cinq cent cinquante coupelles du plafond, toute une série d'objets d'art rassemblés autour du thème : « L'homme des années 70 ».

La petitesse de cette politique culturelle générale revient de droit au parti social-démocrate qui, arrivé au bout de sa course nationale lors des élections législatives de septembre 1976, n'en reste pas moins la première formation du conseil municipal de Malmö, avec trente mandats sur soixante et un, et celle qui a voix déterminante sur la gestion d'un budget de 4-milliards de couronnes. Même si la population ne semble pas brûler par son militantisme, jeunes et vieux savent que si la Suède a pu émerger de la famine qui la menaçait au début de ce siècle et réduire certaines inégalités sociales, c'est vraisemblablement au grand parti ouvrier, ou pouvoir de 1931 à 1976, qu'en revient le mérite.

PORT de relations avec le Danemark — qui marque depuis 1972 la limite nord du Marché commun — conçu pour être la débouchée, non point de la seule Scanie, mais aussi de toute la Suède, cet ancrage qui est des plus sûrs de la mer du Nord s'est avéré rapidement à la vie moderne. Dès 1810, s'installait le chantier de constructions navales Kockum, qui produit aujourd'hui des tankers de 350 000 tonnes. Presque aussi ancienne est la firme S.I.M., qui pro-

duit des emballages en tous genres et emploie neuf cents personnes. La ville possède également des usines de ciment ainsi que de nombreuses industries textiles et alimentaires. Broyés par le renversement de la conjoncture économique, les travailleurs immigrés finlandais, yougoslaves ou portugais, jusque-là employés dans ces industries « salissantes », se sont trouvés les premiers sur le sable, en compagnie des femmes et des jeunes. Si le nombre exact des chômeurs demeure un secret d'Etat bien gardé, la masse des « résidents suédois qui se rendent chaque jour, par hydrofoil, à Copenhague, distant de quelque 25 kilomètres, devrait inclure à plus de prudence ceux qui persistent à vouloir faire rimer Suède et plein-emploi ».

Aujourd'hui, de part et d'autre de l'Öresund, on vit à l'unisson du reste de l'Europe. Et la blonde qui court sur le quai, ses cheveux épars suivant chacun de ses mouvements, formant des vagues floues, horizontales, au soleil, n'est plus l'image de marque d'une société maternelle et protégée. D'ailleurs, ce mythe, qui l'a eu ? Certainement pas ceux qui ont croisé ces Suédoles aux yeux d'un bleu pâle comme celui d'une enveloppe délavée après la pluie, mais sans regard.

COMME dans la Södertgatan, les jeunes se contentent des mines de raparo, en bijou de cuir noir et jeans impeccables, tout en déambulant sur la pont-promenade, au milieu des retraités en mal de balade et des ménages rendus malhabiles par le chargement de leur cabas. Au comptoir de la cafétéria, les adolescents au visage diaphane ouillent leur flamme et leur flamme d'enfant pour vider frénétiquement, dans de gaillardes beuveries, quelques dizaines de bouteilles de bière, que l'extériorité du navire met à la portée de toutes les bourses. Sur les tables usées, les adultes renversent à leur tour, à grands cris, la bière, l'aquavit ou le cognac qui leur charbonne l'œil et de sifflent, les rend prolixes. Au débarcadère qui ouvre la porte d'un Sud de scordilles, les hommes zigzagants s'approchent au bras de leur compagne trottoirienne, tandis que, dans le décor portuaire, au-dessus du soleil déclinant fait des halos cuivrés sur l'eau grise du Sund.

MICHELLE SOLAT.

(1) Carl Christoffer Gjörwell, Malmö Stadshistoria, Malmö, Almqvist, 1971.
(2) Carl von Linné, Shannha res förättad, Stockholm, Natur og kultur, 1893.

RACISME

La plus grande peau d'éléphant du monde

LA BREA (île de la Trinité, dans les Caraïbes). Les gamins, qui font office de guides, et qui, descendant d'esclaves noirs, ont dans leur intérieur quelques comptes à régler avec des Blancs trop pâles, ont chassés trop clairs, et à l'écouter, « étranger », n'est pas encore repassé. Pourtant, ils ont l'habitude des excentriques et des fous en tout genre qui veulent absolument voir de leurs yeux « la plus grande peau d'éléphant du monde » (elle couvre 42 hectares).

Tout avait mal commencé. La lourde voiture avait freiné brutalement, soulevant aussi de poussière pour couvrir d'une couche grise le modeste état de fruits tropicaux tenus par une vieille marchande hypocondriaque. Quelques mots un peu vifs avaient été échangés. Le conducteur avait dit immédiatement « attitude » comme un étranger, un « yankee », non tant à cause de sa haute taille et de ses cheveux blonds que de son accent (le Broken English, le « patois » qui est l'idiotisme le plus répandu dans l'île, conservé quelques unités apportées par l'ancien colonisateur britannique).

Les gamins, prétendaient « guides patentés », en fait, ils n'ont aucun statut ; ont, comme de coutume, offert leurs services, non sans forger les chairs des blondes ; nées et élues à Malmesbury, « l'ancienne » entassée à l'arrière d'une lourde voiture américaine. Grande de glaces à la noix de coco, les enfants de l'Oncle Sam ont préféré demeurer dans la voiture, dont l'air conditionné (faux), en raison de la température extérieure, un refuge très raisonnable.

Le chef de famille, un peu contesté (il a 77 ans), mais affable, s'est aperçu brutalement sur la « peau d'éléphant » que constitue la plus grande ressource

naturel d'asphalte, le « Pitch Lake », connu sur la surface de la Terre. (La Brea n'est qu'à quelques dizaines de kilomètres des riches gisements pétroliers du golfe du Mexique qui sépare le Venezuela de l'île de la Trinité).

Très décus, les « guides » ont réuni en énonçant les coutumes de ce site un peu étrange, où le sol s'enfonçait mollement sous les pieds du marcheur en libérant des bulles d'air, qui embaumaient le goudron : « Si, ce lac sur lequel vous marchez à 50 mètres de fond et à déjà produit 15 millions de tonnes d'asphalte depuis sa mise en exploitation au siècle dernier. Toute l'Angleterre a été recouverte de macadam grâce à lui. Et comme son niveau ne baisse qu'au rythme de 1 centimètre par mois, il y en a encore pour des siècles ».

L'Amérique est à ce point. Il remonte dans sa voiture, mais les « guides » réclament leur salaire. Surpris (a-t-il cru à quelque bien-être ?), il distribue les petites de monnaie qui encombrèrent ses poches, mais la somme totale ainsi distribuée au hasard des mains tendues se correspond apparemment pas aux honoraires généralement perçus (ou en tout cas escomptés) par les gamins.

Les têtes blondes réclament soudainement de voir d'un peu plus près cette croûte inégale, grise et craquelée, qui peut être en effet comparée, si on est d'humeur loquace, à une peau d'éléphant. Le chef de famille, un peu nerveux, les gamins, hâtivement de leur déconvenue, entourent la voiture d'un air tellement malade, à enlever son rétroviseur sur le sol détrempé.

Ce n'est qu'après une heure de palabres et le serment d'une « solide » réponse (quelques dizaines de dollars) que les « guides » fièrent de cette roquette inatten-

due qui leur est offerte par le « Pitch Lake » lui-même, acceptent de pousser la voiture hors de la zone dangereuse. Ils auront alors la surprise d'être copieusement insultés par une famille américaine courtoise et, de surcroît, sûre de son bon droit. En démasquant (en trombe), le véhicule emportera l'état de fruits tropicaux qui avait déjà subi une première égrégation à l'arrivée.

DOMINIQUE DHOMERES.

MUSIQUE

INTERDIT AUX ÉTRANGERS

ILS étaient bien cent cinquante, l'autre dimanche, dans une forêt près de Moscou, venus assister ou participer à l'un des concerts amateurs pompeusement intitulés « les Concerts du dimanche » et qui ont lieu régulièrement à la belle saison. Contestataires ? Dissidents ? Mais non. Des jeunes surtout, en pull-over, où le sol s'enfonçait mollement sous les pieds du marcheur en libérant des bulles d'air, qui embaumaient le goudron : « Si, ce lac sur lequel vous marchez à 50 mètres de fond et à déjà produit 15 millions de tonnes d'asphalte depuis sa mise en exploitation au siècle dernier. Toute l'Angleterre a été recouverte de macadam grâce à lui. Et comme son niveau ne baisse qu'au rythme de 1 centimètre par mois, il y en a encore pour des siècles ».

Les têtes blondes réclament soudainement de voir d'un peu plus près cette croûte inégale, grise et craquelée, qui peut être en effet comparée, si on est d'humeur loquace, à une peau d'éléphant. Le chef de famille, un peu nerveux, les gamins, hâtivement de leur déconvenue, entourent la voiture d'un air tellement malade, à enlever son rétroviseur sur le sol détrempé. Ce n'est qu'après une heure de palabres et le serment d'une « solide » réponse (quelques dizaines de dollars) que les « guides » fièrent de cette roquette inatten-

due qui leur est offerte par le « Pitch Lake » lui-même, acceptent de pousser la voiture hors de la zone dangereuse. Ils auront alors la surprise d'être copieusement insultés par une famille américaine courtoise et, de surcroît, sûre de son bon droit. En démasquant (en trombe), le véhicule emportera l'état de fruits tropicaux qui avait déjà subi une première égrégation à l'arrivée.

DOMINIQUE DHOMERES.

MUSIQUE

INTERDIT AUX ÉTRANGERS

Des couplets mélancoliques et aigrelets qui tous parlaient d'une certaine « difficulté d'être ». Pas de slogans politiques, rien d'anti-soviétique, rien de subversif : un vrai concert d'amateurs. Cela tenait du feu de camp, du pique-nique de collectivité, de la sortie entre copains. Une sorte de Woodstock miniature dans la région de Zagorsk.

Soudain, alors que le sixième chanteur finissait sa prestation, un militaire en uniforme sort des bois. Cinq « spectateurs » obéissent un brasard rouge de « Droujinski », c'est-à-dire d'auxiliaire volontaire de la police. On nous a prévenus qu'il y a des étrangers parmi nous », dit le militaire en se dirigeant sans hésitation vers eux. « C'est interdit. Pourquoi ? » — On ne sait pas, mais c'est interdit ».

Les étrangers sont reconduits sous bonne escorte jusqu'à la gare. Le concert — entouillé d'abord par les autorités — s'est paré-il poursuivi normalement jusqu'à 17 heures, et on a décidé de se retrouver deux semaines plus tard dans les bois. Sans préciser si des étrangers y avaient assisté.

NICOLE ZAND.

RADIO-TELEVISION

Un rapport de l'INA sur les émissions culturelles

Puvis de Chavannes... après la Coupe d'Europe

(Suite de la page 11.)

Les émissions de divertissement, elles, ont pour 10 % de la part d'antenne, mais pour 15 % du temps moyen de visionnage. L'écart s'explique par le fait que la télévision diffuse 8,5 % de la TV diffusée, 11,5 % de la TV regardée, qui est par ailleurs regardée en moyenne par 83 % de leur public.

La télévision diffuse 8,5 % de la TV diffusée, 11,5 % de la TV regardée, qui est par ailleurs regardée en moyenne par 83 % de leur public.

La victoire des animaux

Les émissions culturelles, artistiques et documentaires ont bien sûr, les grandes perdantes : la TV n'a pas beaucoup moins regardée que la TV diffusée par les chaînes nationales. Les émissions culturelles, artistiques et documentaires ont bien sûr, les grandes perdantes : la TV n'a pas beaucoup moins regardée que la TV diffusée par les chaînes nationales.

Or les programmes culturels ont plus de succès que ne le suggèrent les chiffres. Les programmes culturels ont plus de succès que ne le suggèrent les chiffres.

Écouter-voir

• **LE JOURNAL D'UN SÉDUCTEUR**, DE SØREN KIERKEGAARD. — Du lundi au vendredi 17 juin, France-Culture, 11 h.

Le Journal d'un séducteur (écrit par le philosophe Søren Kierkegaard en 1843) présente un personnage, Johannes, qui s'est forgé de l'érotisme une idée particulière. Pour lui, la majeure partie du plaisir réside dans le processus de séduction (contrairement à Don Juan pour qui seule importe la réalisation).

• **PORTRAIT : NADIA BOULANGER**. — Mardi 14 juin, TF 1, 22 h. 30.

Nadia Boulanger (« Mademoiselle ») fête, cette année, ses quatre-vingt-dix ans. Depuis qu'en 1902 — époque où il fallait être un homme pour monter en loge — elle obtint un second prix de Rome, elle n'a jamais cessé d'enseigner le piano et l'analyse.

Les films de la semaine

• **LE DRAME DE SHANGAI**, de G. W. Pabst. — Dimanche 12 juin, TF 1, 17 h. 35.

Pabst, émigré allemand en France, se soumettait aux règles commerciales du film d'aventures et d'espionnage « exotiques ». Il a pourtant recréé avec son talent d'auteur une ambiance lourde et poétique d'une boîte de nuit, fait apparaître des personnages troubles et marqués.

• **FOLLE À TUEUR**, d'Yves Boisset. — Dimanche 12 juin, TF 1, 20 h. 10.

Adaptation tripatouillée de toutes les scènes de violence, de tueries, de dinguerie, du roman noir de Jean-Patrick Manchette : *Océanographie*, 6. châteaux. Boisset a cherché à traiter la manière de Hitchcock un scénario le plus souvent rebelle à ses efforts.

• **LES DEUX ORPHELINES**, de Maurice Tourneur. — Dimanche 12 juin, FR 3, 22 h. 20.

Henriette, enlevée par des vivants et sauvée par un beau chevalier, Louise, l'aventure, tombée dans les griffes de la mégalomane et protégée par le mémorable bolchevisme de la mégalomane.

• **LE GRAND SAUT**, de Henry Hathaway. — Lundi 13 juin, TF 1, 20 h. 30.

L'Alaska des années d'or à la fin du siècle dernier. John Wayne aime Capucine qui est, en principe, destinée à son copain Stewart Granger.

fontaines voilées de carrousel, des « petites gènes » du monde entier : une très jeune classe sur laquelle nous renseignons ce montage de documents réalisés par Monoskopos peut-être à partir des deux émissions qu'il avait déjà consacrées naguère à « Socrate et le féminin ».

• **ENTRETIEN : UNE APPROCHE DE CLAUDE LEVI-STRAUSS**. — Lundi 20 et mercredi 22 juin, TF 1, 22 heures.

Deux émissions sont consacrées à Claude Lévi-Strauss, célèbre ethnologue, professeur au Collège de France, membre de l'Académie française, auteur de nombreux ouvrages, dont *Tristes tropiques*, et *L'Anthropologie structurale*.

Dans la première émission, intitulée « La pensée oubliée », l'ethnologue apporte des précisions sur son œuvre. Dans la seconde, il répond à des questions du public, comme la nature des mythes et la comparaison entre la pensée sauvage et la pensée rationnelle.

• **L'ÉQUIPE**, de Jean Herman. — Samedi 11 juin, FR 3, 20 h. 30.

Que Guy Bedos soit sympathique et fasse rire, c'est une affaire entendue. Cela ne sauve pas le film de ce qui était fort déplaisant dans la pièce de Frédéric Marchais : un cynisme risquant l'éloge du mensonge, de la bassesse.

• **L'AFFAIRE SLOANE**, de Doug Jackson. — Mardi 14 juin, A 2, 20 h. 30.

Un film français — qui démonte le mécanisme d'une fraude fiscale commise par le président d'une société de consommation — qui démonte le mécanisme d'une fraude fiscale commise par le président d'une société de consommation.

• **LES COMPAGNONS DE LA GLOIRE**, d'Arnold Laven. — Mercredi 14 juin, FR 3, 20 h. 30.

Son Peckinpah devait réaliser ce western dont il écrit le scénario. Et, à travers le scénario, le film porte une critique sociale. Le personnage joué par Tom Tryon rappelle le « Major Dundee ».

• **LA SYMPHONIE FANTASTIQUE**, de Christian-Jaque. — Jeudi 16 juin, A 2, 15 h.

Échevelé, gesticulant, Posté jetant des éclats, Jean-Louis Barrault incarne, avec une grandiloquence qu'on ne supporte plus aujourd'hui, Berlioz, génie méconnu. Tourné en 1941, le film propose une évasion dans l'époque.

l'homme confie ses goûts, sa passion pour certaines villes, son amour pour la forêt et la cueillette des champignons.

• **LA SAGA DES FRANÇAIS : DES TRAVAUX ET DES JOURS**. — Lundi 20 juin, A 2, 21 h. 55.

À quelques kilomètres d'Aix, une famille aristocratique tente de se montrer sur un terrain où elle n'a pas l'habitude de s'ouvrir son château de Servas, et des tensions brillent soudain le temps immobile. Les souvenirs perpétués, les valeurs morales, Geneviève, Thérèse, Joseph, tous frères et tous éduqués, mènent la vie simple, et même rude, des habitants du village dont Joseph est le maire.

• **JUSTIN DE MARSEILLE**, de Maurice Tourneur. — Dimanche 19 juin, FR 3, 22 h. 30.

Le Vieux Port et les bas-fonds marseillais, un personnage de truand méridional, grand cœur remarquablement interprété par Berval. Ce film policier, d'une grande beauté plastique, d'une atmosphère très particulière, est réalisé par des trouvailles mises en scène qui nous font découvrir une mention dans l'histoire du cinéma français.

• **PIERRE ET NELLY**, de Martin Ritt. — Lundi 20 juin, TF 1, 20 h. 30.

Il s'appelle, en réalité, Peter et Tilla, mais c'est la version française. Un peu, grâce à un couple d'Américains moyens, c'est l'atout majeur du film — par Walter Matthau et Carol Burnett. Une comédie basée sur le réalisme du quotidien.

• **MÉLODIE EN SOUS-SOL**, de Henri Verneuil. — Lundi 20 juin, FR 3, 20 h. 30.

Gabin, en faux pape des truands enseigne à Alain Delon (qui ne fait pas tellement le poids en face de lui) et la manière de cambrioler le casino Palm-Beach à Cannes. Une série noire parfaitement confectionnée par Henri Verneuil, qui s'est offert une fin à la John Huston, dans l'échec absurde. Piment habituel des dialogues d'Audard.

Petites ondes - Grandes ondes

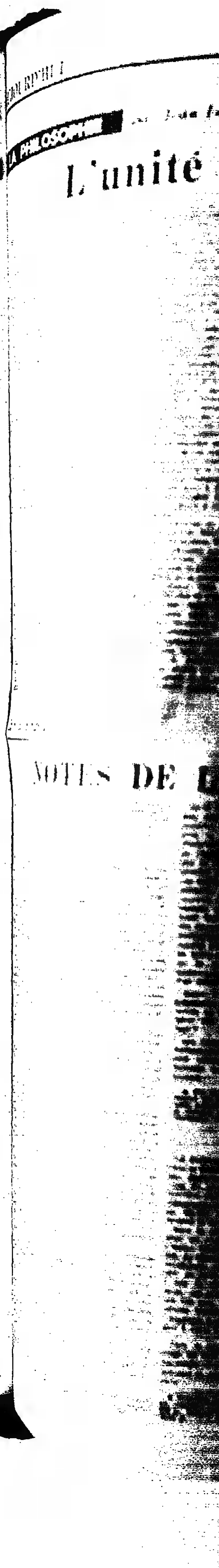
Régulières

FRANCE-INTER : (Informations tous les heures) : 5 h. Bon pied, bon œil ; 7 h. C. Mazaud, R. du Masquier ; 9 h. Le Magazine de Pierre Bouteiller ; 10 h. Chansons à l'heure (samedi) ; Questions pour un samedi ; 11 h. Anne Gaudand ; 12 h. Variétés ; 13 h. Journal de Jean Leffevre ; 14 h. Le temps de rire (samedi et dimanche) ; L'oreille en coin ; 17 h. Radioscopie ; 18 h. Salimbanques ; 19 h. Journal ; 20 h. 10. Marche ou rétro (samedi) ; 21 h. 10.

La tribune de l'Écouteur : dimanche : Le magazine et la presse ; 22 h. 15 : Le Pop-Club.

FRANCE-CULTURE, FRANCE-MUSIQUE : Informations à 7 h. (cult. et mus.) ; 8 h. 30 (cult. et mus.) ; 8 h. 45 (cult. et mus.) ; 9 h. 15 (cult. et mus.) ; 10 h. 15 (cult. et mus.) ; 11 h. 15 (cult. et mus.) ; 12 h. 15 (cult. et mus.) ; 13 h. 15 (cult. et mus.) ; 14 h. 15 (cult. et mus.) ; 15 h. 15 (cult. et mus.) ; 16 h. 15 (cult. et mus.) ; 17 h. 15 (cult. et mus.) ; 18 h. 15 (cult. et mus.) ; 19 h. 15 (cult. et mus.) ; 20 h. 15 (cult. et mus.) ; 21 h. 15 (cult. et mus.) ; 22 h. 15 (cult. et mus.) ; 23 h. 15 (cult. et mus.) ; 24 h. 15 (cult. et mus.) ; 25 h. 15 (cult. et mus.) ; 26 h. 15 (cult. et mus.) ; 27 h. 15 (cult. et mus.) ; 28 h. 15 (cult. et mus.) ; 29 h. 15 (cult. et mus.) ; 30 h. 15 (cult. et mus.) ; 31 h. 15 (cult. et mus.) ; 32 h. 15 (cult. et mus.) ; 33 h. 15 (cult. et mus.) ; 34 h. 15 (cult. et mus.) ; 35 h. 15 (cult. et mus.) ; 36 h. 15 (cult. et mus.) ; 37 h. 15 (cult. et mus.) ; 38 h. 15 (cult. et mus.) ; 39 h. 15 (cult. et mus.) ; 40 h. 15 (cult. et mus.) ; 41 h. 15 (cult. et mus.) ; 42 h. 15 (cult. et mus.) ; 43 h. 15 (cult. et mus.) ; 44 h. 15 (cult. et mus.) ; 45 h. 15 (cult. et mus.) ; 46 h. 15 (cult. et mus.) ; 47 h. 15 (cult. et mus.) ; 48 h. 15 (cult. et mus.) ; 49 h. 15 (cult. et mus.) ; 50 h. 15 (cult. et mus.) ; 51 h. 15 (cult. et mus.) ; 52 h. 15 (cult. et mus.) ; 53 h. 15 (cult. et mus.) ; 54 h. 15 (cult. et mus.) ; 55 h. 15 (cult. et mus.) ; 56 h. 15 (cult. et mus.) ; 57 h. 15 (cult. et mus.) ; 58 h. 15 (cult. et mus.) ; 59 h. 15 (cult. et mus.) ; 60 h. 15 (cult. et mus.) ; 61 h. 15 (cult. et mus.) ; 62 h. 15 (cult. et mus.) ; 63 h. 15 (cult. et mus.) ; 64 h. 15 (cult. et mus.) ; 65 h. 15 (cult. et mus.) ; 66 h. 15 (cult. et mus.) ; 67 h. 15 (cult. et mus.) ; 68 h. 15 (cult. et mus.) ; 69 h. 15 (cult. et mus.) ; 70 h. 15 (cult. et mus.) ; 71 h. 15 (cult. et mus.) ; 72 h. 15 (cult. et mus.) ; 73 h. 15 (cult. et mus.) ; 74 h. 15 (cult. et mus.) ; 75 h. 15 (cult. et mus.) ; 76 h. 15 (cult. et mus.) ; 77 h. 15 (cult. et mus.) ; 78 h. 15 (cult. et mus.) ; 79 h. 15 (cult. et mus.) ; 80 h. 15 (cult. et mus.) ; 81 h. 15 (cult. et mus.) ; 82 h. 15 (cult. et mus.) ; 83 h. 15 (cult. et mus.) ; 84 h. 15 (cult. et mus.) ; 85 h. 15 (cult. et mus.) ; 86 h. 15 (cult. et mus.) ; 87 h. 15 (cult. et mus.) ; 88 h. 15 (cult. et mus.) ; 89 h. 15 (cult. et mus.) ; 90 h. 15 (cult. et mus.) ; 91 h. 15 (cult. et mus.) ; 92 h. 15 (cult. et mus.) ; 93 h. 15 (cult. et mus.) ; 94 h. 15 (cult. et mus.) ; 95 h. 15 (cult. et mus.) ; 96 h. 15 (cult. et mus.) ; 97 h. 15 (cult. et mus.) ; 98 h. 15 (cult. et mus.) ; 99 h. 15 (cult. et mus.) ; 100 h. 15 (cult. et mus.) ; 101 h. 15 (cult. et mus.) ; 102 h. 15 (cult. et mus.) ; 103 h. 15 (cult. et mus.) ; 104 h. 15 (cult. et mus.) ; 105 h. 15 (cult. et mus.) ; 106 h. 15 (cult. et mus.) ; 107 h. 15 (cult. et mus.) ; 108 h. 15 (cult. et mus.) ; 109 h. 15 (cult. et mus.) ; 110 h. 15 (cult. et mus.) ; 111 h. 15 (cult. et mus.) ; 112 h. 15 (cult. et mus.) ; 113 h. 15 (cult. et mus.) ; 114 h. 15 (cult. et mus.) ; 115 h. 15 (cult. et mus.) ; 116 h. 15 (cult. et mus.) ; 117 h. 15 (cult. et mus.) ; 118 h. 15 (cult. et mus.) ; 119 h. 15 (cult. et mus.) ; 120 h. 15 (cult. et mus.) ; 121 h. 15 (cult. et mus.) ; 122 h. 15 (cult. et mus.) ; 123 h. 15 (cult. et mus.) ; 124 h. 15 (cult. et mus.) ; 125 h. 15 (cult. et mus.) ; 126 h. 15 (cult. et mus.) ; 127 h. 15 (cult. et mus.) ; 128 h. 15 (cult. et mus.) ; 129 h. 15 (cult. et mus.) ; 130 h. 15 (cult. et mus.) ; 131 h. 15 (cult. et mus.) ; 132 h. 15 (cult. et mus.) ; 133 h. 15 (cult. et mus.) ; 134 h. 15 (cult. et mus.) ; 135 h. 15 (cult. et mus.) ; 136 h. 15 (cult. et mus.) ; 137 h. 15 (cult. et mus.) ; 138 h. 15 (cult. et mus.) ; 139 h. 15 (cult. et mus.) ; 140 h. 15 (cult. et mus.) ; 141 h. 15 (cult. et mus.) ; 142 h. 15 (cult. et mus.) ; 143 h. 15 (cult. et mus.) ; 144 h. 15 (cult. et mus.) ; 145 h. 15 (cult. et mus.) ; 146 h. 15 (cult. et mus.) ; 147 h. 15 (cult. et mus.) ; 148 h. 15 (cult. et mus.) ; 149 h. 15 (cult. et mus.) ; 150 h. 15 (cult. et mus.) ; 151 h. 15 (cult. et mus.) ; 152 h. 15 (cult. et mus.) ; 153 h. 15 (cult. et mus.) ; 154 h. 15 (cult. et mus.) ; 155 h. 15 (cult. et mus.) ; 156 h. 15 (cult. et mus.) ; 157 h. 15 (cult. et mus.) ; 158 h. 15 (cult. et mus.) ; 159 h. 15 (cult. et mus.) ; 160 h. 15 (cult. et mus.) ; 161 h. 15 (cult. et mus.) ; 162 h. 15 (cult. et mus.) ; 163 h. 15 (cult. et mus.) ; 164 h. 15 (cult. et mus.) ; 165 h. 15 (cult. et mus.) ; 166 h. 15 (cult. et mus.) ; 167 h. 15 (cult. et mus.) ; 168 h. 15 (cult. et mus.) ; 169 h. 15 (cult. et mus.) ; 170 h. 15 (cult. et mus.) ; 171 h. 15 (cult. et mus.) ; 172 h. 15 (cult. et mus.) ; 173 h. 15 (cult. et mus.) ; 174 h. 15 (cult. et mus.) ; 175 h. 15 (cult. et mus.) ; 176 h. 15 (cult. et mus.) ; 177 h. 15 (cult. et mus.) ; 178 h. 15 (cult. et mus.) ; 179 h. 15 (cult. et mus.) ; 180 h. 15 (cult. et mus.) ; 181 h. 15 (cult. et mus.) ; 182 h. 15 (cult. et mus.) ; 183 h. 15 (cult. et mus.) ; 184 h. 15 (cult. et mus.) ; 185 h. 15 (cult. et mus.) ; 186 h. 15 (cult. et mus.) ; 187 h. 15 (cult. et mus.) ; 188 h. 15 (cult. et mus.) ; 189 h. 15 (cult. et mus.) ; 190 h. 15 (cult. et mus.) ; 191 h. 15 (cult. et mus.) ; 192 h. 15 (cult. et mus.) ; 193 h. 15 (cult. et mus.) ; 194 h. 15 (cult. et mus.) ; 195 h. 15 (cult. et mus.) ; 196 h. 15 (cult. et mus.) ; 197 h. 15 (cult. et mus.) ; 198 h. 15 (cult. et mus.) ; 199 h. 15 (cult. et mus.) ; 200 h. 15 (cult. et mus.) ; 201 h. 15 (cult. et mus.) ; 202 h. 15 (cult. et mus.) ; 203 h. 15 (cult. et mus.) ; 204 h. 15 (cult. et mus.) ; 205 h. 15 (cult. et mus.) ; 206 h. 15 (cult. et mus.) ; 207 h. 15 (cult. et mus.) ; 208 h. 15 (cult. et mus.) ; 209 h. 15 (cult. et mus.) ; 210 h. 15 (cult. et mus.) ; 211 h. 15 (cult. et mus.) ; 212 h. 15 (cult. et mus.) ; 213 h. 15 (cult. et mus.) ; 214 h. 15 (cult. et mus.) ; 215 h. 15 (cult. et mus.) ; 216 h. 15 (cult. et mus.) ; 217 h. 15 (cult. et mus.) ; 218 h. 15 (cult. et mus.) ; 219 h. 15 (cult. et mus.) ; 220 h. 15 (cult. et mus.) ; 221 h. 15 (cult. et mus.) ; 222 h. 15 (cult. et mus.) ; 223 h. 15 (cult. et mus.) ; 224 h. 15 (cult. et mus.) ; 225 h. 15 (cult. et mus.) ; 226 h. 15 (cult. et mus.) ; 227 h. 15 (cult. et mus.) ; 228 h. 15 (cult. et mus.) ; 229 h. 15 (cult. et mus.) ; 230 h. 15 (cult. et mus.) ; 231 h. 15 (cult. et mus.) ; 232 h. 15 (cult. et mus.) ; 233 h. 15 (cult. et mus.) ; 234 h. 15 (cult. et mus.) ; 235 h. 15 (cult. et mus.) ; 236 h. 15 (cult. et mus.) ; 237 h. 15 (cult. et mus.) ; 238 h. 15 (cult. et mus.) ; 239 h. 15 (cult. et mus.) ; 240 h. 15 (cult. et mus.) ; 241 h. 15 (cult. et mus.) ; 242 h. 15 (cult. et mus.) ; 243 h. 15 (cult. et mus.) ; 244 h. 15 (cult. et mus.) ; 245 h. 15 (cult. et mus.) ; 246 h. 15 (cult. et mus.) ; 247 h. 15 (cult. et mus.) ; 248 h. 15 (cult. et mus.) ; 249 h. 15 (cult. et mus.) ; 250 h. 15 (cult. et mus.) ; 251 h. 15 (cult. et mus.) ; 252 h. 15 (cult. et mus.) ; 253 h. 15 (cult. et mus.) ; 254 h. 15 (cult. et mus.) ; 255 h. 15 (cult. et mus.) ; 256 h. 15 (cult. et mus.) ; 257 h. 15 (cult. et mus.) ; 258 h. 15 (cult. et mus.) ; 259 h. 15 (cult. et mus.) ; 260 h. 15 (cult. et mus.) ; 261 h. 15 (cult. et mus.) ; 262 h. 15 (cult. et mus.) ; 263 h. 15 (cult. et mus.) ; 264 h. 15 (cult. et mus.) ; 265 h. 15 (cult. et mus.) ; 266 h. 15 (cult. et mus.) ; 267 h. 15 (cult. et mus.) ; 268 h. 15 (cult. et mus.) ; 269 h. 15 (cult. et mus.) ; 270 h. 15 (cult. et mus.) ; 271 h. 15 (cult. et mus.) ; 272 h. 15 (cult. et mus.) ; 273 h. 15 (cult. et mus.) ; 274 h. 15 (cult. et mus.) ; 275 h. 15 (cult. et mus.) ; 276 h. 15 (cult. et mus.) ; 277 h. 15 (cult. et mus.) ; 278 h. 15 (cult. et mus.) ; 279 h. 15 (cult. et mus.) ; 280 h. 15 (cult. et mus.) ; 281 h. 15 (cult. et mus.) ; 282 h. 15 (cult. et mus.) ; 283 h. 15 (cult. et mus.) ; 284 h. 15 (cult. et mus.) ; 285 h. 15 (cult. et mus.) ; 286 h. 15 (cult. et mus.) ; 287 h. 15 (cult. et mus.) ; 288 h. 15 (cult. et mus.) ; 289 h. 15 (cult. et mus.) ; 290 h. 15 (cult. et mus.) ; 291 h. 15 (cult. et mus.) ; 292 h. 15 (cult. et mus.) ; 293 h. 15 (cult. et mus.) ; 294 h. 15 (cult. et mus.) ; 295 h. 15 (cult. et mus.) ; 296 h. 15 (cult. et mus.) ; 297 h. 15 (cult. et mus.) ; 298 h. 15 (cult. et mus.) ; 299 h. 15 (cult. et mus.) ; 300 h. 15 (cult. et mus.) ; 301 h. 15 (cult. et mus.) ; 302 h. 15 (cult. et mus.) ; 303 h. 15 (cult. et mus.) ; 304 h. 15 (cult. et mus.) ; 305 h. 15 (cult. et mus.) ; 306 h. 15 (cult. et mus.) ; 307 h. 15 (cult. et mus.) ; 308 h. 15 (cult. et mus.) ; 309 h. 15 (cult. et mus.) ; 310 h. 15 (cult. et mus.) ; 311 h. 15 (cult. et mus.) ; 312 h. 15 (cult. et mus.) ; 313 h. 15 (cult. et mus.) ; 314 h. 15 (cult. et mus.) ; 315 h. 15 (cult. et mus.) ; 316 h. 15 (cult. et mus.) ; 317 h. 15 (cult. et mus.) ; 318 h. 15 (cult. et mus.) ; 319 h. 15 (cult. et mus.) ; 320 h. 15 (cult. et mus.) ; 321 h. 15 (cult. et mus.) ; 322 h. 15 (cult. et mus.) ; 323 h. 15 (cult. et mus.) ; 324 h. 15 (cult. et mus.) ; 325 h. 15 (cult. et mus.) ; 326 h. 15 (cult. et mus.) ; 327 h. 15 (cult. et mus.) ; 328 h. 15 (cult. et mus.) ; 329 h. 15 (cult. et mus.) ; 330 h. 15 (cult. et mus.) ; 331 h. 15 (cult. et mus.) ; 332 h. 15 (cult. et mus.) ; 333 h. 15 (cult. et mus.) ; 334 h. 15 (cult. et mus.) ; 335 h. 15 (cult. et mus.) ; 336 h. 15 (cult. et mus.) ; 337 h. 15 (cult. et mus.) ; 338 h. 15 (cult. et mus.) ; 339 h. 15 (cult. et mus.) ; 340 h. 15 (cult. et mus.) ; 341 h. 15 (cult. et mus.) ; 342 h. 15 (cult. et mus.) ; 343 h. 15 (cult. et mus.) ; 344 h. 15 (cult. et mus.) ; 345 h. 15 (cult. et mus.) ; 346 h. 15 (cult. et mus.) ; 347 h. 15 (cult. et mus.) ; 348 h. 15 (cult. et mus.) ; 349 h. 15 (cult. et mus.) ; 350 h. 15 (cult. et mus.) ; 351 h. 15 (cult. et mus.) ; 352 h. 15 (cult. et mus.) ; 353 h. 15 (cult. et mus.) ; 354 h. 15 (cult. et mus.) ; 355 h. 15 (cult. et mus.) ; 356 h. 15 (cult. et mus.) ; 357 h. 15 (cult. et mus.) ; 358 h. 15 (cult. et mus.) ; 359 h. 15 (cult. et mus.) ; 360 h. 15 (cult. et mus.) ; 361 h. 15 (cult. et mus.) ; 362 h. 15 (cult. et mus.) ; 363 h. 15 (cult. et mus.) ; 364 h. 15 (cult. et mus.) ; 365 h. 15 (cult. et mus.) ; 366 h. 15 (cult. et mus.) ; 367 h. 15 (cult. et mus.) ; 368 h. 15 (cult. et mus.) ; 369 h. 15 (cult. et mus.) ; 370 h. 15 (cult. et mus.) ; 371 h. 15 (cult. et mus.) ; 372 h. 15 (cult. et mus.) ; 373 h. 15 (cult. et mus.) ; 374 h. 15 (cult. et mus.) ; 375 h. 15 (cult. et mus.) ; 376 h. 15 (cult. et mus.) ; 377 h. 15 (cult. et mus.) ; 378 h. 15 (cult. et mus.) ; 379 h. 15 (cult. et mus.) ; 380 h. 15 (cult. et mus.) ; 381 h. 15 (cult. et mus.) ; 382 h. 15 (cult. et mus.) ; 383 h. 15 (cult. et mus.) ; 384 h. 15 (cult. et mus.) ; 385 h. 15 (cult. et mus.) ; 386 h. 15 (cult. et mus.) ; 387 h. 15 (cult. et mus.) ; 388 h. 15 (cult. et mus.) ; 389 h. 15 (cult. et mus.) ; 390 h. 15 (cult. et mus.) ; 391 h. 15 (cult. et mus.) ; 392 h. 15 (cult. et mus.) ; 393 h. 15 (cult. et mus.) ; 394 h. 15 (cult. et mus.) ; 395 h. 15 (cult. et mus.) ; 396 h. 15 (cult. et mus.) ; 397 h. 15 (cult. et mus.) ; 398 h. 15 (cult. et mus.) ; 399 h. 15 (cult. et mus.) ; 400 h. 15 (cult. et mus.) ; 401 h. 15 (cult. et mus.) ; 402 h. 15 (cult. et mus.) ; 403 h. 15 (cult. et mus.) ; 404 h. 15 (cult. et mus.) ; 405 h. 15 (cult. et mus.) ; 406 h. 15 (cult. et mus.) ; 407 h. 15 (cult. et mus.) ; 408 h. 15 (cult. et mus.) ; 409 h. 15 (cult. et mus.) ; 410 h. 15 (cult. et mus.) ; 411 h. 15 (cult. et mus.) ; 412 h. 15 (cult. et mus.) ; 413 h. 15 (cult. et mus.) ; 414 h. 15 (cult. et mus.) ; 415 h. 15 (cult. et mus.) ; 416 h. 15 (cult. et mus.) ; 417 h. 15 (cult. et mus.) ; 418 h. 15 (cult. et mus.) ; 419 h. 15 (cult. et mus.) ; 420 h. 15 (cult. et mus.) ; 421 h. 15 (cult. et mus.) ; 422 h. 15 (cult. et mus.) ; 423 h. 15 (cult. et mus.) ; 424 h. 15 (cult. et mus.) ; 425 h. 15 (cult. et mus.) ; 426 h. 15 (cult. et mus.) ; 427 h. 15 (cult. et mus.) ; 428 h. 15 (cult. et mus.) ; 429 h. 15 (cult. et mus.) ; 430 h. 15 (cult. et mus.) ; 431 h. 15 (cult. et mus.) ; 432 h. 15 (cult. et mus.) ; 433 h. 15 (cult. et mus.) ; 434 h. 15 (cult. et mus.) ; 435 h. 15 (cult. et mus.) ; 436 h. 15 (cult. et mus.) ; 437 h. 15 (cult. et mus.) ; 438 h. 15 (cult. et mus.) ; 439 h. 15 (cult. et mus.) ; 440 h. 15 (cult. et mus.) ; 441 h. 15 (cult. et mus.) ; 442 h. 15 (cult. et mus.) ; 443 h. 15 (cult. et mus.) ; 444 h. 15 (cult. et mus.) ; 445 h. 15 (cult. et mus.) ; 446 h. 15 (cult. et mus.) ; 447 h. 15 (cult. et mus.) ; 448 h. 15 (cult. et mus.) ; 449 h. 15 (cult. et mus.) ; 450 h. 15 (cult. et mus.) ; 451 h. 15 (cult. et mus.) ; 452 h. 15 (cult. et mus.) ; 453 h. 15 (cult. et mus.) ; 454 h. 15 (cult. et mus.) ; 455 h. 15 (cult. et mus.) ; 456 h. 15 (cult. et mus.) ; 457 h. 15 (cult. et mus.) ; 458 h. 15 (cult. et mus.) ; 459 h. 15 (cult. et mus.) ; 460 h. 15 (cult. et mus.) ; 461 h. 15 (cult. et mus.) ; 462 h. 15 (cult. et mus.) ; 463 h. 15 (cult. et mus.) ; 464 h. 15 (cult. et mus.) ; 465 h. 15 (cult. et mus.) ; 466 h. 15 (cult. et mus.) ; 467 h. 15 (cult. et mus.) ; 468 h. 15 (cult. et mus.) ; 469 h. 15 (cult. et mus.) ; 470 h. 15 (cult. et mus.) ; 471 h. 15 (cult. et mus.) ; 472 h. 15 (cult. et mus.) ; 473 h. 15 (cult. et mus.) ; 474 h. 15 (cult. et mus.) ; 475 h. 15 (cult. et mus.) ; 476 h. 15 (cult. et mus.) ; 477 h. 15 (cult. et mus.) ; 478 h. 15 (cult. et mus.) ; 479 h. 15 (cult. et mus.) ; 480 h. 15 (cult. et mus.) ; 481 h. 15 (cult. et mus.) ; 482 h. 15 (cult. et mus.) ; 483 h. 15 (cult. et mus.) ; 484 h. 15 (cult. et mus.) ; 485 h. 15 (cult. et mus.) ; 486 h. 15 (cult. et mus.) ; 487 h. 15 (cult. et mus.) ; 488 h. 15 (cult. et mus.) ; 489 h. 15 (cult. et mus.) ; 490 h. 15 (cult. et mus.) ; 491 h. 15 (cult. et mus.) ; 492 h. 15 (cult. et mus.) ; 493 h. 15 (cult. et mus.) ; 494 h. 15 (cult. et mus.) ; 495 h. 15 (cult. et mus.) ; 496 h. 15 (cult. et mus.) ; 497 h. 15 (cult. et mus.) ; 498 h. 15 (cult. et mus.) ; 499 h. 15 (cult. et mus.) ; 500 h. 15 (cult. et mus.) ; 501 h. 15 (cult. et mus.) ; 502 h. 15 (cult. et mus.) ; 503 h. 15 (cult. et mus.) ; 504 h. 15 (cult. et mus.) ; 505 h. 15 (cult. et mus.) ; 506 h. 15 (cult. et mus.) ; 507 h. 15 (cult. et mus.) ; 508 h. 15 (cult. et mus.) ; 509 h. 15 (cult. et mus.) ; 510 h. 15 (cult. et mus.) ; 511 h. 15 (cult. et mus.) ; 512 h. 15 (cult. et mus.) ; 513 h. 15 (cult. et mus.) ; 514 h. 15 (cult. et mus.) ; 515 h. 15 (cult. et mus.) ; 516 h. 15 (cult. et mus.) ; 517 h. 15 (cult. et mus.) ; 518 h. 15 (cult. et mus.) ; 519 h. 15 (cult. et mus.) ; 520 h. 15 (cult. et mus.) ; 521 h. 15 (cult. et mus.) ; 522 h. 15 (cult. et mus.) ; 523 h. 15 (cult. et mus.) ; 524 h. 15 (cult. et mus.) ; 525 h. 15 (cult. et mus.) ; 526 h. 15 (cult. et mus.) ; 527 h. 1

de H. Yousson : 20 h. 50, Comment allez-vous ? ;
 E : 20 h. 15, Cir-
 le 55, Sport et
 Jatinov : Entre
 de ROMANOW :
 20 h. 15, Les Thibault ; 21 h. 45,
 Expériences de ma vie ; 22 h. 15,
 Tage de Sirens



LA PHILOSOPHIE

par Jean Lacroix.

L'unité des mathématiques

VERS les années 30 et 40, deux jeunes philosophes, Cavallès et Lantman, l'un et l'autre admirables de courage pendant l'occupation, écrivirent sur la philosophie des mathématiques des ouvrages de fond et de qualité qui purent mener à terme puisqu'ils furent publiés par la Goutte d'Orne, une maison érudite, dans une manière, pour moi, fort quelconque, peu analogue à celui d'Evariste Galois, décédé à vingt ans, qui ne put faire que des esquisses schématiques de ses démonstrations, mais qui furent, comme je le sais bien de plus tragique, disait Lantman, par cette raison, d'un duel, lorsque Cavallès prit conscience qu'il n'avait plus le temps de donner ses démonstrations. À l'âge assez bien avancé, Cavallès fut atteint d'un cancer du rectum qui entraîna sa mort, et le livre de Lantman, qui le paraît en 1927, est très précieusement à publier, en 1978, ces thèses et divers articles. Ils sont aussi importants pour leur techniquement difficiles, sur l'usage de l'éprouvette les jeunes des mathématiques, et sur les méthodes d'étudier jusqu'à la mort. Dans le livre de Cavallès, on trouve, par exemple, un livre, qui traite surtout de l'unité des mathématiques, un membre de l'Académie des sciences, Jean Dieudonné, écrit justement qu'on ne peut qu'être frappé par son allure prophétique : on y trouve les deux idées-forces qui ont dominé l'évolution ultérieure de la philosophie de la mathématique, à savoir le sentiment profond de l'unité des mathématiques, et le sentiment profond de la multiplicité apparente des disciplines mathématiques. Je n'ai pas la compétence nécessaire pour rendre compte des exemples, imprimés sous bien à l'attention, qui illustrent la géométrie, et qui remplissent l'ouvrage. Ce serait d'ailleurs guère possible en un aussi bref article. Je ne puis seulement dégager les idées directrices, les idées-forces de ce philosophe des mathématiques.

Le livre d'abord saisi et pénétrer de lui, j'appellerai l'esprit de cette philosophie, qui est toujours la prévision de la fois d'une raison et de la vérité, on a pu dire hautaine - et d'une sensibilité frémissante. Le volume

[illegible]

pôles de tension au sein d'un même
 système, les contraires en quelque
 sens même, les appartenant au
 même monde. Platon a bien vu que
 les matériaux ~~de~~ ont formé l'univers
 et sont les tant ~~de~~ atomes et les molé-
 cules de la théorie physique que ces
 grands couples ~~de~~ même ~~de~~ l'Autre.
 Le Symétrique et l'Asymétrique, asso-
 ciés entre eux ~~de~~ d'un har-
 monieux mélange. Définir : ~~de~~
 d'un ~~de~~ ne peut se faire qu'en
 réalisant les propriétés globales
 d'un ~~de~~ contenu. L'In-
 finité logique ~~de~~ ne paraît par
 rapport à celle d'imperfection : les
 complications et obscurités de l'être ~~de~~
 ne sont que ~~de~~ par rapport à la
 simplicité transparente de la ~~de~~
 finité. Il en est de même de la
 finitude algébrique, qui se réfère à un
~~de~~ entrevu à travers : la ~~de~~
 imparfaite et certains ~~de~~ mathéma-
 tiques. L'hypothèse fondamentale,
 confirmée par l'analyse, est l'existence
 d'un but conçu à l'avance comme terme
 de la fin. Le passage de l'Infection
 à l'Abolu duale aux ~~de~~ mathéma-
 tiques ~~de~~ l'achève-
 ment qui permet de dire que leur es-
 sence implique l'existence : l'accord
 ultime entre géométrie et physique
 devient la preuve de l'intelligibilité
 de l'univers.

La position de Lautman ~~de~~
 ainsi : action dialectique ~~de~~ l'ou-
 versaire-plan mathématique. ~~de~~ ce
 qui permet d'élucider la procession ~~de~~
 des mathématiques les uns à partir
 de ~~de~~ grâce à leur rapport à ~~de~~
 totalité, qui tient de l'Abolu. ~~de~~ la
 perfection : la conception ~~de~~ l'ou-
 versaire-plan ~~de~~ dialectique. Le
 schéma est une sorte de « mixte »
 homogène d'un côté au concept, ~~de~~
 plutôt à la catégorie, de l'autre à ce qui
 est objet de perception, au phénomène.
 Il ~~de~~ possible l'application de la
 catégorie à l'entité sensible. De
 même, les « mixtes » des théories
 mathématiques constituent des
 schémas de l'existence d'être
 créés ~~de~~ par l'effet d'une
 pareille dualité ~~de~~ La découverte

de l'existence d'un être qui transcende tout d'un coup, qui propose, qui cherche avant même qu'on mette le voir. C'est, nous dit-il, le *Lautman* transposé dans la perspective platonicienne. Au-delà des *mathématiques* temporelles, il y a l'*Idée* mathématique, mais au lieu de se révéler par l'apparition, elle se révèle d'une réalité idéale qui est *mathématique* par rapport à une *matière* mathématique qu'elle anime, et qui, pourtant, dans cette matière, manifeste une *richesse* qui ne peut être pour l'*Idée* que la propriété d'un lieu et de la matière ne sont pas seulement *mathématiques*, mais la transposition géométrique ou physique d'une *mathématique*. Mais la *richesse* qui se joue dans la *mathématique* n'est pas la transposition sur le plan de l'expérience d'une *symétrie* dissymétrique, contradictoire également de la *réalité* abstraite des *mathématiques*. Ces *Idées* se situent à la limite dialectique *mathématique* qui réalise l'analogie de la *mathématique* avec la *philosophie* des *mathématiques*, et permet ainsi de comprendre comment ces deux *réalités* sont accordées l'une avec l'autre.

Les *Idées* *mathématiques* de la philosophie des *mathématiques* de Lautman sont donc fort claires, mais risquent de paraître un peu trop riches, et d'être déçues de soi-même, sans montrer les rapports avec ses *mathématiques* techniques. Ce qui manque à sa pensée, c'est la relation entre l'essence et l'existence. Il est vrai que les *mathématiques* ont une *essence* directe, affirmative, ce sont les problèmes comme Platon, le mot de la *mathématique* est la *mathématique* de la *mathématique* de l'*Idée*. Cette pensée, cependant, n'est pas conçue comme la création matérielle à partir de l'*Idée*. Mais comme la venue des notions relatives au *calcul* au sein de l'analyse de l'*Idée*. Le *calcul* qui est l'institute avec l'*Idée* et qui comprend l'*essence* *mathématique* être et l'étant existant. Le propre de l'existence est de manifester, de se révéler, mais cette révélation n'est possible et intelligible que grâce par la compréhension de la structure de son être. De même, les *êtres* *mathématiques* se

révèlent dans l'analyse de leurs structures. « L'objet étudié n'est pas l'ensemble des propriétés dérivées des attributs, mais les attributs organisés, structurés, complets, ayant entre eux une relation de structure propre. » Cette dialectique, cette métaphysique de la logique mathématique n'est ainsi à la base de la dialectique mathématique. Les mathématiques conduisent aux affirmations d'existence. La procession des mathématiques les uns à partir des autres, qui révèle leur profonde unité, est possible grâce à la structure de l'être dont procèdent d'ailleurs tous les êtres. Les mathématiques sont donc, en perfectionnement, s'il y a un tel perfectionnement, relatif à un absolu. On ne trouve dans ces méthodes et techniques des mathématiques une métaphysique qui rejoigne le platonisme, une dialectique essentielle de sous-jacence, une par le rapprochement de la métaphysique et de la mathématique, qui est pure contingente, mais telle.

LIVRES RECUS

Le Comique [de] J. F. Jethi
Schlaenger, Gallimard, 1967 p. 50.
[de] sur l'histoire de la littérature
idéologique et sur le rôle du théâtre, par
J. F. Jethi, Le Cert, 176 p., 37 F.
Analyse [de] l'acte [de]
croire [de] prise en l'idéologie,
qui conduit toujours à dogmatisme,
par M. Merleau-Ponty, Gallimard, 1967 p. 11 F.
[de] l'ouvrage Coll. Idée.
Schelling, par Martin Heidegger, tra-
duction de Gilles Deleuze, François
Courties, Gallimard, 1952 p. 71 F.
Crise [de] l'humanité européenne et
la philosophie, par Husserl, traduit par
Jean Granger, avec un avant-propos
de Jean-Marie Cru-
d'éd. bilingue Aubier, 1967 p. 25 F.
Bessins et [de] production, du
capitalisme en crise socialisme,
Gilles Deleuze et Félix Guattari, La
Hache, 1980 p. F. Analyse économique,
sociologique et politique [de] la possibilité
et de la signification présente d'une éco-
nomie de la crise de l'actualité
socialisme.

La vie du tangage

NOTES DE LECTURE

Une parution très attendue, l'«*Orthographe*», française de l'«*Orthographe*» internationale de Vi. G. Gassner, l'«*Orthographe du français*», Le langage, l'écriture de la Villedot, manifeste une connaissance du français et du sujet telle que le livre de l'«*Orthographe*» comme un original et un ouvrage national sur le sujet que l'on. L'avant-propos de Mme N. Catéch, qui est le premier de l'«*Orthographe*», professeur de l'Institut pédagogique de Moscou et enseignante de français, nous fait de déplorer les difficultés de notre orthographe, mais de l'éclairer l'intérieur et par l'analyse linguistique.

Le langage n'oublie pas que langue compte quatre-vingt graphèmes (e, i, &, l, &, &, graphèmes). Et plus si l'on veut que le cadavre, l'abêt, le C valeurs bien distinctes : il représente bien dans le premier mot, un dans le troisième. On aboutit à un matériel graphique de l'ordre de deux cents. D'où les difficultés que

Il s'agit de l'orthographe du français, il faut toujours comprendre l'orthographe. On regrette que tant soit portée à partie, statique. Notre système graphique (les lettres) est relativement peu à partie dynamique (les accords, la morpho-syntaxe). Vi-G. lui-même (p. 73) dit : « L'orthographe des lettres est une partie d'un grand tout pour l'acquisition de l'orthographe morphologique ».

En fait, l'apprentissage de la graphie ~~est~~ est inséparable de l'étude systématique du vocabulaire. ~~Une~~ subtilité qu'on les oublie, les projets de « réforme » de l'orthographe (qui ne touchent jamais à l'orthographe du système graphique) l'auraient d'intérêt qu'insérées dans une réforme globale de l'enseignement de la langue.

[illegible]

p. grand format, 46. Société
typographique et anthropo-
logique, France, S.E.I.A.P., 18
73010 Paris, 1977, 75 F.

Quant à la préparation du dictionnaire en français, on fait généralement son ragoût ?

Les limites du dictionnaire sont connues.

Schwerer est prudent.

Ph. Babin
P.

La littérature, 75

de côté, le G.L.L.F. rappelle
connaisseur général de Hatzfeld
ministère, de la fin du siècle
dont le « Traité de la forma-
la langue » est resté la
la plus vivante. Il y a, dans
G.L.F., d'un remarquable
du fonctionnement de la
de l'usage d'un non
usable dictionnaire
mais il n'en pas certain que
proliferation de l'un et de l'autre
vers les mêmes pages, soit, en
à porter au bénéfice de

| | |
|--|--|
| and Larousse de la langue sept volumes (cinq parus). Description, Larousse, 1977 | de François du français 230 p., format 18,90 F. |
|--|--|

le Schwiber, à qui l'on
 a consacré des études au-
 dessus de la typogra-
 mie, et de la « typogra-
 mie » (1971) sur les matières
 du Dictionnaire bilin-
 gue, et de la « typogra-
 mie » du, « typogra-
 mie » des erreurs d'inter-
 an. stit. monnaie
 domaine: entre le
 anglais. « edit. peut
 sique » recherche
 leur préparation,
 adaptation, à un
 : la mise
 données informatiques
 d'un montage
 sdr, direction

Dans le numéro 2
 giste moderne, Marie-
 « intervient dans la
 compréhension et
 « message » les not
 et d'apport d'informa-
 tout mot qui, « le
 la phrase, « le
 l'acteur comme
 information neuve. L'
 d'une phrase
 Ainsi, dans : « Pu
 mateds, appellons
 Pierre, ra
 locuteur, n'est
 l'information : l'app
 L'analyse syntaxique
 Hazael-Massieu

On pourrait ajouter que l'analyse lexicale que je viens de déterminer (1) a pour apport dans une phrase comme « communication par satellite », l'ajout de la préposition « par » qui décline n'est que l'usage des conventions : « Laissez-les partir » ne sortira pas de la catégorie « etc. ».

français
Françoise Car-
chez Laroussin, est
ou langue très
porain).
illustrations (ainsi,
mec le nana)
re divertissante.
de mots (surtout
mille) est trompeur.
(pp.

(du parfum, un
ant), un *serbouil-*
(chopa de bière de
son service (mil-
litaire); des *almirats*, des *almirages*, etc.
venant. > un :
populaire », alors qu'ils
milliers.

re restreint de l'ou-
tratis très som-
epli > un relevé
e que d'un > diction-

aradeo : Dictionnaire
cyclique et populaire,
poche. Larousse, 1977.

Voyages

La voix humaine

[illegible]

Entre charys passagère qui
avance, chaloportante, la
seule place disponible. Quelques
regards s'attachent, reprocheurs,
moult tons crûs de son bonnet mal
tricoté, de son châle pseudo-
mexicain. Assez à jolies de Chail-
not, l'arrivante (à l'âge près, car
elle ne paraît pas quarante ans).
Songez que, pour caler ses
brus brulis, elle a l'audace, le
pompisme, la cantonnée : « Y a
pas un gars qui aurait les bras
longs, là dedans ? » Enfin, la voilà
installée, s'écroulit.

Ne parle pas, Paul, si tu
Car me tenir ainsi un grand
(supplie,
pêché!

Si le pop est catch, l'interprétation synopée en offre parfois un équivalent singulier. Les films, les muséums, d'abord ridicules ou scandalisés puis confusément troublés. — « Elle est saoule ! — Non, elle est maboule ! — Des ~~films~~ comme ça, faudrait les enfermer ; les asiles, ça sert à quoi ? — ~~Elle~~ fait de mal à personne — Sauf ! Elle est peut-être dangereuse ! D'ailleurs, son

Après l'entrée, le numéro de la vedette raconte sa vie : date de naissance, école, dix mé-

tiers, dix musées : mariage ; enfants ; d'un - à l'autre pers, un propre à rien ! la mère, l'aine, même rien en dire. Mère c'est, c'est une vraie salope... sans fil, un crétin! Presque un sanglot, la mère d'une telle famille se penche vers le siège le plus proche, d'un air digne, et se penche sur la table prise, la musique dispute au peigne. Mère et le comble le moins capitalisée, un verre de par des amateurs d'œuvres commentaires s'élargissent : « Celle-là, au moins, s'il a payé, elle sonne - ni le play back : c'est de l'authentique ! » Mère et l'œcoumène commentaire, l'air de voir le

[illegible]

à la rigueur se peignait en
public : la grande
bouffe, l'amour, le mépris...
ce qu'il transgressait
tabou : on s'en allait ; on
s'est laissé parler. Dix minutes
après, il fait brusquement la
où règne le silence et la mort.
pire : un silence d'apathie ; un
à casser au marteau ; un
à l'auvent au fond.

ALICE BLANCHE

Édité par la S.A.R.L. le Monde.
Gérants :
Jacques Favret, directeur de la publication.
Jacques Sauvageat.

Imprimerie
du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX-

1975

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57437.

SUISSE
VILLARS-SUR-OLLON
altitude 1.300 m
A VENDRE

**dans domaine privé avec
environnement protégé**
APPARTEMENTS
DE LUXE
dans
CHALETs TYPIQUEs
à 10 appt. seulement
VUE PANORAMIQUE
Crédit 60% sur 10 ans intérêt 8.5%
S'adresser au constructeur
IMMOBILIERE DE VILLARS SA
Case postale 62
CH-1884 VILLARS-s.-OLLON
Tél. 025/31039 et 32206

Edité par la S.A.R.L. *Le Monde*.
 Gérants :
 Jacques Favret, directeur de la publication.
 Jacques Sauvageot.

Imprimerie
du « Monde »
5, r. des Italiens
PARIS-IX-

1975

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux
et publications : n° 57437.

JUSTICE

AU TRIBUNAL DE GRASSE

La fausse morte de Juan-les-Pins

En simulant sa disparition en mer au large de Juan-les-Pins, le 27 août 1975, Mme Lydia Leroux, quarante-cinq ans, ancienne commerçante à Paris, avait cru pouvoir réaliser une escroquerie à l'assurance-vie se montant à la somme considérable, répartie sur plusieurs échelons. Découverte par les enquêteurs de la P.J. de Nice, le 4 mai 1977, elle comparaît au tribunal de Grasse présidé par M. Préau. A ses côtés, son ami, M. Michel Schmitt, quarante-quatre ans, directeur de sociétés, poursuivi pour complicité d'escroquerie, inculpation prononcée

également à l'encontre de ses deux fils, Michel et Jean-Marc, âgés respectivement de dix-neuf et vingt-six ans, qui étaient jugés par défaut. Mme Leroux a revendiqué l'absence de responsabilité de ses enfants qui, pour ne pas la trahir, ont cependant participé dans toutes les conséquences de l'entreprise chimérique à laquelle elle s'est livrée. Le ministère public a demandé pour la fausse morte - et M. Schmitt le maximum de la peine prévue par la loi (cinq ans d'emprisonnement) en laissant au tribunal l'opportunité d'une atténuation. Le jugement sera rendu le 24 juin.

De notre correspondant régional

Grasse. — Malgré la pluie et le vent, le 27 août 1975, Mme Lydia Leroux, en costume de soirée, se baignait dans la mer à Juan-les-Pins, quand elle fut aperçue par un pêcheur. Elle avait disparu depuis le 27 août 1975, Jean-Serge pour aller dans la plongée sous-marine. Quelques heures plus tard, le bateau avait été abandonné à 2 milles de la côte. Pendant quatre jours, d'importantes recherches furent menées. Jusqu'à ce que l'on découvre, dans un hélicoptère de la protection civile, un corps sans vie, qui fut retrouvé par la suite. La mer conserve le secret de ce qui s'est passé.

Or, moins de deux ans après que Mme Leroux ne s'évanouisse dans les limbes, le 1^{er} mai 1977, elle comparaît au tribunal de Grasse, où elle est accusée de fausse mort. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

Après avoir été arrêtée, elle a été interrogée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur. Elle a été arrêtée par la police de Nice, le 4 mai 1977, après avoir été découverte par un pêcheur.

LES CONTRATS D'INTÉGRATION DEVANT LES TRIBUNAUX

La «vie ruinée» d'un éleveur de porcs

Béthune. — Un éleveur de porcs qui, pendant des années, a gagné sa vie en élevant des porcs, a vu sa vie se déliter à la suite d'un incendie. Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

Le tribunal de Bethune a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

La prison ferme pour cinq paysans

La prison ferme pour cinq paysans. Le tribunal de Grasse a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

La prison ferme pour cinq paysans. Le tribunal de Grasse a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

La prison ferme pour cinq paysans. Le tribunal de Grasse a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

La prison ferme pour cinq paysans. Le tribunal de Grasse a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

La prison ferme pour cinq paysans. Le tribunal de Grasse a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

La prison ferme pour cinq paysans. Le tribunal de Grasse a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

La prison ferme pour cinq paysans. Le tribunal de Grasse a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

La prison ferme pour cinq paysans. Le tribunal de Grasse a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

La prison ferme pour cinq paysans. Le tribunal de Grasse a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

La prison ferme pour cinq paysans. Le tribunal de Grasse a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

La prison ferme pour cinq paysans. Le tribunal de Grasse a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

La prison ferme pour cinq paysans. Le tribunal de Grasse a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

La prison ferme pour cinq paysans. Le tribunal de Grasse a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

La prison ferme pour cinq paysans. Le tribunal de Grasse a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

La prison ferme pour cinq paysans. Le tribunal de Grasse a rendu un jugement qui reconnaît la responsabilité de la S.A.R.L. Barby, l'entreprise qui avait assuré son porc. Le jugement a été rendu le 24 juin.

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

O.C.D.E.

Le rapport McCracken

Convaincre aurait mieux valu que rassurer

Le rapport d'un groupe d'experts indépendants, que vient de rendre public l'O.C.D.E. (le Monde du 11 juin), « pour rétablir le plein emploi et la stabilité des prix » est peut-être desservi par son titre. Des propos tenus par M. Paul McCracken, professeur à l'université du Michigan, qui présidait les travaux du groupe, il ressort, en effet, que celui-ci s'est en fait fixé des objectifs relativement plus modestes. Il se contente de vouloir ramener le taux d'inflation à un niveau « acceptable » et il reste très prudent sur ses objectifs de plein emploi, celui-ci n'étant nullement défini de façon précise. La principale recommandation consiste à demander aux gouvernements d'établir leur politique en fonction d'objectifs monétaires et budgétaires à moyen terme.

Le rapport n'engage que la responsabilité de ses auteurs. L'organisation du château de La Muette, en tant que telle, n'est donc pas solidaire des recommandations contenues dans le texte. Mais celui-ci a été rédigé par le secrétariat de l'O.C.D.E., et celle-ci a fourni l'appareil statistique, et, pourrait-on dire, conceptuel, qui a servi de base aux discussions.

À entendre M. Paul McCracken, la finalité de cet exercice peut se résumer en deux propositions. La première est que les huit membres du groupe, appartenant à des courants de pensée sensiblement différents, sont tombés d'accord pour affirmer que la crise que nous traversons n'est pas due à quelque vice inhérent au système dans lequel nous vivons. La récession et le chômage ont été causés, d'une part, par un certain nombre d'événements exceptionnels qui ont peu de chance de se reproduire (quadruplement du prix du pétrole, dislocation de l'ancien système des taux de change fixe...), et, d'autre part, par un certain nombre d'erreurs de pilotage qui auraient pu être évitées. Le but implicite du rapport est donc d'abord de rassurer gouvernements et opinion publique, enclins à penser que le système capitaliste s'est dégradé et que, si l'on veut rétablir la situation, c'est lui qu'il faut changer.

L'autre proposition découle, en quelque sorte, de la première et a été formulée comme un trait de modestie. En affirmant que les gouvernements ont, notamment au début de cette décennie, commis quelques graves erreurs — la principale étant de poursuivre des politiques monétaire et budgétaire expansionnistes en 1971 et 1972, alors que la conjoncture s'embellissait et que le monde était submergé par une explosion de liquidités — les experts ramènent en cause un des postulats le plus communément admis parmi les économistes officiels : à savoir qu'au cours de la période d'après-guerre, l'action des gouvernements aura été plutôt stabilisatrice, corrigeant les accidents de la conjoncture.

On nous dit, aujourd'hui, que c'est au contraire cette action qui a précipité la crise. Pour l'avenir, les auteurs du rapport n'hésitent pas à affirmer que lorsqu'un haut niveau d'emploi aura été rétabli, s'il arrive que l'économie « devienne quelque peu de sa route », il vaudra « sans doute mieux s'en remettre, pour commencer, au mécanisme économique auto-correcteur », dirigé par les stabilisateurs automatiques incorporés dans le budget de l'État et la politique monétaire, que de prendre des mesures délibérées qui, en raison des décalages et des incertitudes, risquent d'avoir des « effets déstabilisants ».

Modestie

Cette recommandation qui, aujourd'hui, paraît se rapporter à un avenir bien hypothétique, a soulevé les protestations d'un des membres du groupe, le professeur Komhyr, de l'université de Tokyo, qui, non sans raison, rappelle « qu'il y a dans toute économie de marché des facteurs intrinsèques d'instabilité qui provoquent de fortes fluctuations de la demande globale ».

Ainsi présentée, l'argumentation des experts n'est peut-être pas aussi convaincante qu'ils le voudraient. Il est vrai que les « chocs » auxquels sont attribués, au moins partiellement, les responsabilités de la crise peuvent être datés. Mais ils n'ont pas cessé de développer leurs effets. Ainsi, l'effondrement du système de Bretton Woods s'est produit entre 1971 et 1973 ; mais, depuis lors, l'instabilité n'a cessé de régner sur les marchés des changes. En 1975, les gouvernements espéraient avoir à peu près rétabli le calme, or, l'année qui a suivi a été l'une des plus troublées que l'on ait connue, jusqu'ici, avec la chute brutale de la livre

sterling, de la lire et du franc français.

On peut déplorer aussi que les experts n'aient pas davantage profité de leur position indépendante pour faire ressortir les considérables dangers que recèle une situation qui, par ailleurs, ils décrivent bien. Ils insistent, par exemple, sur le fait que désormais plus aucun mécanisme ne s'oppose à une expansion quasi-illimitée des liquidités internationales : « Tant que les gouvernements sont prêts à payer le taux d'intérêt du marché, rien, en principe, s'oppose à ce qu'ils le fassent », écrivent-ils, « ne limite leur demande de crédit pour financer les déficits de leurs balances des paiements ou agir sur le taux de change ». Du temps où existait le système de Bretton Woods, le déficit de la balance des paiements américaine ne procurait pas de telles facilités à l'ensemble de la communauté internationale.

Risques

Les auteurs du rapport se gardent bien de faire la moindre recommandation qui représenterait une rupture avec l'état de choses existant. Ils entretiennent l'illusion que la situation pourrait être rétablie par une série de coups de pouce imprimant des mouvements dans la bonne direction. Tout se passe comme si leur rapport se présentait comme un plaidoyer justifiant les recommandations passées de l'O.C.D.E., qui se part de responsabilités dans les erreurs commises.

Cela explique pourquoi aucun changement fondamental ni de politique ni d'analyse n'est préconisé. Bien au contraire. La base de tous les raisonnements des experts de l'O.C.D.E. depuis une quinzaine d'années est fournie par l'idée qu'il existe une relation inverse entre l'inflation et le chômage. Autrement dit les économistes du château de La Muette ont été d'ardents propagandistes de la thèse selon laquelle l'inflation était le plus sûr moyen d'atteindre le plein emploi. Le démenti des événements n'est pas suffisant pour les faire changer d'avis.

De la façon la plus nette, le rapport affirme la validité de ce que les experts appellent les courbes de Phillips, établissant la relation dont il vient d'être question. On explique seulement que celle-ci s'est relâchée mais qu'elle tient toujours. Les implications pratiques d'un tel parti pris sont considérables. Au lieu de s'en prendre, par exemple, au dérèglement des mécanismes financiers, on préconise une politique dite de régulation de la demande : pour combattre l'inflation, il faut pratiquer une politique restrictive portant sur le crédit, la formation des revenus, etc. C'est précisément ce genre de politique que poursuivent, peu ou prou actuellement, tous les gouvernements. À commencer par le gouvernement français, qui continue à s'entêter à l'extérieur tout en soutenant l'économie française à toute une série de contrôles ouverts ou déguisés.

Pour éviter le retour des erreurs passées, les experts demandent aux gouvernements d'annoncer un certain nombre d'objectifs concernant non plus les prix et les revenus comme cela était recommandé par le château de La Muette pendant les années 60, mais la masse monétaire et le budget. Ne commentant-ils pas, se faisant, un erreur de logique bien connue des théoriciens ? C'est un fait que les pays qui ont le mieux réussi à combattre l'inflation, les États-Unis, l'Allemagne fédérale et la Suisse, ont pris l'habitude, depuis quelques années, de publier de tels objectifs en matière de politique monétaire et parfois budgétaire. S'ensuit-il que cette habitude explique leur relatif succès ? À interroger, par exemple, les dirigeants de la Bundesbank, on ne retire pas cette impression. Ils considèrent qu'en annon-

● **Déficit record des paiements britanniques.** Le Trésorier a annoncé que le déficit des paiements courants du premier trimestre avait été révisé en hausse à 327 millions de livres, contre 311 millions pour le quatrième trimestre de 1976. Les estimations initiales avaient fait état d'un déficit de 293 millions de livres seulement pour le premier trimestre et de 388 millions pour le quatrième trimestre 1976 — (Agefi).

● **La Confédération des industries britanniques** constate, d'après sa dernière enquête auprès de quelque mille sept cents chefs d'entreprise, que la confiance des milieux d'affaires revient peu à peu. Les investissements des industries manufacturières pourraient augmenter en volume de 20 % de septembre 1977 à septembre 1978. Toutefois 66 % des firmes interrogées ont indiqué travailler en dessous de leur capacité de production contre 78 % en janvier 1976. — (Agefi).

çant que la masse monétaire n'augmentera au cours de l'année à venir que d'un certain pourcentage (de l'ordre actuellement de 8 %), ils estiment poursuivre une expérience intéressante mais non pas décisive.

En ce qui concerne le budget, l'idée des experts du château de La Muette est de calculer quel serait l'état des finances publiques au cas où l'économie serait en équilibre en excédent ou en déficit. Comment peut-on faire une telle estimation à moyen terme, comme cela est préconisé ? Ces travaux économétriques, à une époque où l'on ne parvient même pas à prévoir l'évolution des dépenses publiques dans les six mois qui viennent, sont-ils vraiment de nature à changer profondément le cours des choses ?

Le secrétariat de l'O.C.D.E. se félicite de voir que le rapport répudie de la façon la plus expresse la notion d'équilibre budgétaire. Grand progrès, dit-il, par rapport aux travaux menés dans cette même enceinte au début de la précédente décennie. À l'époque, certains économistes orthodoxes appelés à donner leur avis s'étaient en effet opposés à l'idée qu'un budget puisse être « structurellement » en déficit. Les experts chargés de proposer des recettes pour rétablir la stabilité ont délinquamment fait litière de ce « préjugé ».

Ce qui manque peut-être désormais le plus aux discussions internationales, c'est une véritable contestation. Même si les seules écoles plus ou moins opposées (néo-keynésienne, monétariste, etc.), les économistes font désormais preuve d'un consensus plutôt inquiétant quand on constate la persistance des maux qu'ils sont chargés de dénoncer sinon de guérir.

PAUL FABRA

MARCHÉ COMMUN

Dans un rapport au Conseil économique

M. Ferry souligne les risques de dislocation de la C.E.E.

Le Conseil économique et social doit examiner, les 14 et 15 juin, un rapport, assorti d'un projet d'avis, sur « le redressement économique de la France et les actions de la Communauté européenne », présenté par M. Jacques Ferry, vice-président du Conseil national du patronat français (C.N.P.F.). « Il paraît évident, écrit-il, que, en l'état actuel de la Communauté, notre action de redressement ne peut être que différenciée par rapport à celle de la C.E.E. ».

M. Ferry s'interroge notamment sur « la compatibilité des impératifs nationaux avec l'existence d'une politique européenne d'harmonisation ». Dans le domaine de l'énergie, il souligne le « saut de deux à des réalisations communautaires ». Une politique énergétique européenne ne saurait se résumer pour la France, souligne le rapporteur, à financer le pétrole anglais, le charbon allemand ou le nucléaire italien. « Le problème doit, selon lui, être abordé de manière beaucoup plus globale que par la combinaison plus ou moins impossible d'intérêts nationaux divers ».

En matière de commerce extérieur, « les mécanismes communautaires de sauvegarde ont fait de leur mieux, si ce n'est de leur incapacité à résoudre les problèmes ». Actuellement la C.E.E. se trouve prise « dans une tenaille à double mâchoire » : d'un côté les pays en voie de développement et ceux à commerce d'État, de l'autre les États-Unis, le Japon et l'Australie. « L'heure des concessions précipitées est terminée », dans les négociations commerciales multilatérales la Communauté devra distinguer entre la « protection des services », des marchés de certains pays industriels et la « concurrence excessive » des ventes directes ou déguisées des pays en développement.

Dans l'immédiat, il s'agit, conclut le rapport, « d'éviter la dislocation de l'espace économique européen ». Les négociations du G.A.T.T. seront à ce sujet un « test ». « Ne pourrait-on pas, se demande notamment M. Ferry, suspendre la participation de la C.E.E. à ces négociations aussi longtemps que les États-Unis ne seront pas revenus sur les mesures protectionnistes qu'ils ont prises ou se préparent à prendre ? » Il faut aussi mieux gérer l'interdépendance économique entre les États membres, donner à « notre » politique industrielle « une dimension plus vaste et une certaine autonomie de décision », envisager une réforme de la politique agricole commune.

Un « acquis modeste »

Face aux menaces, souligne le vice-président du C.N.P.F. dans son projet d'avis, « les instances de la C.E.E. n'ont pas su imaginer ou imposer les remèdes adéquats ». En regard des intentions exprimées ou des politiques communes simplement esquissées, l'acquis apparaît singulièrement modeste. En dehors de quatre domaines (union douanière, agriculture, aide au développement, charbon-acier), « les actions de la C.E.E. sont demeurées jusqu'à présent à l'état d'intentions ou de tentatives plus ou moins avortées », que ce soit en matière d'union économique et monétaire, de politique régionale ou industrielle.

Le défaut d'harmonisation des politiques conjoncturelles prolonge les distorsions monétaires et contribue au déclin de la compétitivité de l'industrie européenne. Dans les négociations commerciales multilatérales la Communauté devra distinguer entre la « protection des services », des marchés de certains pays industriels et la « concurrence excessive » des ventes directes ou déguisées des pays en développement.

réagi à la crise en s'isolant de l'Europe. Elle n'a pas cessé, en revanche, de proclamer sa fidélité aux principes et aux disciplines de la Communauté. Fondamentalement, cette attitude est justifiée par les mêmes raisons que celles qui ont motivé ses initiatives en vue du traité de Paris, puis de celui de Rome. Encore convient-il de l'adapter aux exigences nouvelles d'une situation économique et sociale profondément modifiée.

« Le repliement sur soi-même conduirait à l'asphyxie. De ce point de vue au moins, pour notre industrie comme pour notre agriculture, l'option européenne est irréversible. De ce point de vue également, l'Europe, dans son ensemble, ne peut faire retour au protectionnisme ».

« Ce n'est pas une raison, en revanche, pour qu'elle se prive d'exercer les moyens juridiques et autres dont elle dispose pour assurer la défense de ses intérêts vitaux. Aucun principe de division internationale du travail, quelles que soient, à long terme, ses motivations de progrès, ne saurait prévaloir contre les nécessités de sauvegarde ou de transition, s'il met gravement en cause l'emploi, ou ce qu'il y a d'irréductible dans le fait national ».

« C'est pourquoi le Conseil économique et social estime que les progrès souhaitables vers une libération plus complète des échanges internationaux passent par une organisation plus structurée de l'espace économique et monétaire européen », souligne en conclusion le projet d'avis.

● **L'endettement des pays de l'Est à l'égard de l'Ouest** pourrait atteindre 90 milliards de dollars en 1980 au lieu de 40 milliards en 1976, estime l'Institut viennois de recherches économiques. En 1976, le déficit commercial des pays de l'Est s'est élevé à 10 milliards de dollars. — (A.F.P.)

Bulletin-réponse à l'Enquête-concours :

la **SNCF** vous donne la parole...

Chaque année la SNCF interroge par sondage 200 000 personnes pour connaître leurs avis et leurs souhaits. Mais beaucoup d'entre vous n'ont jamais encore été questionnés. Cette fois, vous avez tous la parole.

QUESTIONNAIRE-ENQUETE

Voici 10 domaines où la SNCF se propose d'améliorer ses services "voyageurs". Priorité sera donnée, dans toute la mesure du possible, aux améliorations qui vous paraîtront les plus urgentes. Pour cela, classez les dix améliorations ci-dessous de 1 jusqu'à 10 en donnant le n° 1 à l'amélioration qui vous paraît la plus urgente et le n° 10 à celle qui vous paraît la moins urgente.

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> RENSEIGNEMENTS PAR TELEPHONE | <input type="checkbox"/> SERVICE DE RESTAURATION DANS LES TRAINS |
| <input type="checkbox"/> CONFORT ET AGREMENT DES BATIMENTS DE GARES | <input type="checkbox"/> INFORMATIONS DANS LES TRAINS (Annonce des arrivées en gare, retards probables en cas d'incident, conditions de restauration, etc.) |
| <input type="checkbox"/> ANIMATION ET DISTRACTIONS A BORD DES TRAINS | <input type="checkbox"/> FACILITES OFFERTES AUX VOYAGEURS AYANT DES DIFFICULTES PARTICULIERES (Enfants voyageant seuls, handicapés, personnes âgées, etc.) |
| <input type="checkbox"/> CHARIOTS INDIVIDUELS A BAGAGES DANS LES GARES | <input type="checkbox"/> QUESTION FACULTATIVE : Indiquez ici, le cas échéant, quelle autre amélioration vous paraîtrait urgente à réaliser : _____ |
| <input type="checkbox"/> INFORMATIONS DANS LA GARE (Tableaux d'arrivée et de départ des trains, signalisation des Services, personnel d'accueil, annonces sonorisées) | |
| <input type="checkbox"/> GARANTIE DES DELAIS DE TRANSPORT DES BAGAGES | |
| <input type="checkbox"/> ACCES AUX GARES (Parcs de stationnement, correspondance avec les transports urbains et les autocars) | |

Si vous avez répondu aux 10 points du questionnaire-enquête, vous pouvez maintenant prendre part au concours en répondant aux quatre questions ci-dessous :

QUESTIONNAIRE-CONCOURS

1) En quelle année la SNCF a-t-elle pour la première fois mis à la disposition des voyageurs un train régulier circulant à 200 km/h ?

1955 ? - 1967 ? - 1972 ? - 1976 ? ..

2) Combien de trains rapides et express sont arrivés à Paris le 2 janvier 1977 ?

268 ? - 368 ? - 468 ? - 568 ? ..

3) En 1976, quel pourcentage de trains rapides et express de la SNCF sont arrivés au terminus à l'heure ou avec moins de 15 mn de retard ?

90 % ? - 92 % ? - 94 % ? - 96 % ? ..

4) Combien la SNCF recevra-t-elle de bulletins contenant une réponse exacte à l'ensemble des trois questions ci-dessus ?

Le règlement du concours a été publié dans ce journal il y a quelques jours, ainsi que la liste complète des huit cents prix (une semaine pour deux personnes en Sicile, Corse, sur la Côte d'Azur ; 4 jours à Venise, Rome ; voyages de week-end en France et à l'étranger ; trajets gratuits ou à 1/2 tarif sur la SNCF).

Nom et prénom du concurrent : _____

Adresse : _____

Les réponses sont à adresser sous enveloppe affranchie : "Enquête-concours SNCF" - Cedex 904 - 75300 PARIS-BRUNE

هكذا فان الاموال

UN JOUR DANS LE MONDE

2-3. AFRIQUE

- TUNISIE : le nouveau Conseil pour la défense des libertés demande la libération de tous les détenus politiques.
- UGANDA : Kampala menacée d'escrime en « espion » britannique.

2. ASIE

- JAPON : le karaté au service du féminisme.

3. AMERIQUES

- ÉTATS-UNIS : l'assassin du pasteur Martin Luther King s'est évadé.

4-5. EUROPE

- ESPAGNE : la campagne électorale de la Pasiónaria dans les Asturies.
- U.R.S.S. : l'homme d'affaires arrêté à Moscou a été libéré.

5-7. POLITIQUE

- DEUX POINTS DE VUE SUR LE FUTUR PARLEMENT DES NEUF : « Bruxelles voit bien une messe », par René Feit ; « Comme en 1940 », par Claude Bourlet.
- Questions orales à l'Assemblée et au Sénat.
- La préparation du congrès du P.S.

8. SCIENCES

EDUCATION

AERONAUTIQUE

LE MONDE AUJOURD'HUI

- PAGES 9 à 10
- Au fil de la semaine : un week-end comme les autres, par Pierre Vianou-Ponté.
- Lettre de Maind Sidou, par Michèle Solé.
- La philosophie, par Jean Lacroix.
- Radio-Télévision : « Roesel » et la Commune, par Serge Monti et Jean-Pierre Chevènement ; un rapport de l'ITVA sur les émissions culturelles.

16-17. JUSTICE

18-19. ARTS ET SPECTACLES

- DANSE : retour du London Contemporary Dance Theatre.

20. EDIFICEMENT

21-22. LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

- Le rapport McCracken.
- AUTOMOBILE : plus dure sera la chute.

LIRE ÉGALEMENT

- Aujourd'hui (21) : Carnet (20) ; « Journal officiel » (21) ; « Métro » (21) ; Mots croisés (18) ; Semaine financière (20).

Le numéro du « Monde » daté 11 juin 1977 a été tiré à 532 481 exemplaires.

**SUR MESURE
OU DEMI-MESURE**

Les vêtements sur mesure sont réalisés par des artisans expérimentés. Choisissez votre tissu, votre coupe, votre couleur. Nous vous conseillons.

DURFOR

à Saint-Georges-Fiers. 61100 Orne

ALBUM GRATUIT SUR DEMANDE

ADRESSE UTILE À CONSERVER

FACE AU CENTRE CULTUREL

GEORGES POMPIDOU

La nouvelle galerie

DENISE RENÉ

ouvre le 14 juin

« AUTOUR DE L'ABSTRACTION GÉOMÉTRIQUE »

113, rue Saint-Martin - Paris (4^e)

A B C D E F G

AU CONGRÈS DE LA C.G.C. A VERSAILLES

La minorité adresse de multiples reproches à M. Charpentier

Comme la veille, c'est dans un climat tendu que le congrès de la C.G.C. à Versailles, a continué ses travaux samedi 11 juin par l'élection des membres du bureau.

Les trois principaux postes (président, délégué général et secrétaire général), dont les titulaires sortants sont MM. Yvan Charpentier (chimie), Corélin Calvez (pétrole) et Jean Meunier (chimie), ont été soumis successivement au suffrage direct du congrès. M. Marchelli (métallurgie) a posé sa candidature à chacune des trois fonctions et M. Jean Meunier (chimie) aux deux premières.

Samedi, en fin de matinée, M. Charpentier a notamment déclaré : « Nous avons commencé à reconstruire pas à pas notre unité depuis le dernier congrès ; cette unité sera poursuivie. Elle est un effort patient. Aujourd'hui, dans une totale collégialité, nous nous sentons tous solidaires et entendons le demeurer. Ce n'est donc pas le seul président de la C.G.C. que je vous demande de réélire, mais la totalité de cette direction collégiale, soudée à un point tel que nous considérons que sans l'un d'entre nous elle n'aurait plus de raison de se poursuivre, et que tous les autres, y compris celui qui vous parle, se retireront immédiatement. »

En revanche, M. Meunier a réaffirmé son désir d'ouvrir la direction collégiale à la participation de tous.

Enfin, M. Marchelli aza plus particulièrement son discours sur l'analyse et les perspectives de l'économie. Lui aussi assura que tous les courants de la C.G.C. devaient avoir leur part dans les organismes de responsabilité.

La compétition est d'autant plus animée que M. Charpentier et l'équipe dirigeante ont été mis en minorité, le 10 juin, sur une modification des statuts qui portait de deux à trois ans la fréquence des congrès et donc la durée du mandat du nouveau président. Ils n'ont recueilli que 307 voix pour et 226 abstentions. 415 voix (49 % des suffrages) se prononçant contre ce projet. Le rapport moral de M. Jean Meunier a été adopté par 544 voix (63,5 %) contre 261 et 59 abstentions.

Reputée pour être des gens modérés, peu enclins aux poussées de contestation et de fièvre, les délégués du vin-troisième congrès de la C.G.C. ont vendredi donné une tout autre image dans la discussion du rapport moral présenté par M. Jean Meunier.

Les quarante interventions ont été d'autant plus lapidaires que, devant leur nombre, le temps de parole de chaque délégué avait été limité à trois minutes. La participation de M. Yvan Charpentier aux GTR (Groupes initiatifs et responsabilités) fut au centre d'une bonne partie des attaques. Un délégué demanda même que la question fut dissociée du rapport général, ce qui ne fut pas retenu ; un autre invita M. Charpentier à se retirer des GTR.

On l'aurait souvent les classes moyennes. « Moyen », dit l'un des délégués, cela signifie ordinaire, médiocre.

Un autre grief revint souvent : l'absence de l'opposition à l'intérieur de la C.G.C. Rien n'a été fait sérieusement, disent des militants, pour réaffirmer l'unité de la confédération, associer tous les éléments aux travaux antérieurs, mettre en place les commissions promises il y a deux ans.

Les conditions de la participation de la C.G.C. à la grève générale du 24 mai ont été souvent reprochées à la direction confédérale. « Nous sommes ignorés de la C.G.T. et de la C.F.D.T. », estime un délégué. Et parce que M. Meunier avait placé en exergue une phrase de Saint-Exupéry : « Je ne fonde point le respect de l'homme sur le partage des provisions dans une égalité haineuse », un autre intervenant affirma : « Notre place est du côté des salariés. »

JOANINE ROY.

Académie des inscriptions et belles-lettres

ELECTION DE M. FRANCIS SALET

L'Académie des inscriptions et belles-lettres a élu vendredi 10 juin M. Francis Salet en remplacement du linguiste Emile Benveniste, décédé.

Né à Paris le 12 février 1909, M. Francis Salet est archiviste, paléographe licencié d'histoire de l'art, diplômé de l'École des hautes études et de l'École du Louvre.

Il est inspecteur général des musées chargé du département des objets d'art du Louvre (où il a fait toute sa carrière), du musée de Cluny et du musée de la Renaissance en cours d'organisation à Ecouen.

Il est en outre membre de la commission supérieure des monuments historiques (architecture, objets mobiliers), de la délégation permanente et du comité des monuments historiques, vice-président de la commission nationale de l'inventaire général des monuments et richesses artistiques de la France, vice-président du comité français d'histoire de l'art, ancien président de la Société française des antiquaires de France, membre du comité des travaux historiques, vice-président et directeur scientifique de la Société française d'archéologie, etc.

Il est l'auteur de : la *Madrienne de Vézelay*, la *Tapisserie française du Moyen-Âge* à nos jours la *Cathédrale de Tours*, la *Dame à la Lucarne*, l'art gothique, les *Sculpteurs chrétiens et la Tapisserie au Moyen-Âge* (ces deux derniers ouvrages sont sous presse), ainsi que du chapitre « Les formes de l'art médiéval » dans *Civilisations*, éd. de la Pléiade.

Il est sous la direction de Michel François, et de près de cent vingt études dans les publications savantes.

Le 10 février 1977, la préfecture de Paris annonce un arrêté de péril contre l'immeuble, invitant l'insalubrité des chambres et l'insécurité des lieux. Mais cet arrêté conditionne l'expulsion à un rélogement d'urgence des occupants (en référence à l'article 1.25 du code de la santé publique), ce qui est donc reconnaître implicitement le maintien dans les lieux tant qu'il n'y a pas eu de rélogement.

L'affaire en est là : dans le courant de ce mois de juin, le tribunal d'instance de Paris doit se prononcer sur le droit au bénéfice de la loi du 1^{er} septembre 1964 (article 13) pour certains locataires.

La F.S.C.V. propose, pour les expulsés, l'achat d'immeubles dans le même quartier par la préfecture, dont l'aménagement serait assuré par le FAS (Fonds d'aide sociale) et la participation des locataires. Mais il est connu que les loyers de rélogement pour travailleurs immigrés sont fûts par ces derniers dans les deux mois qui suivent leur installation. Pour eux les conditions de vie y sont trop rudes, avec la surveillance, d'un droit de visite réglementé, promiscuité imposée, coût des chambres élevé.

Le 10 février 1977, la préfecture de Paris annonce un

Les ravisseurs de M. Revelli-Beaumont ont accordé un délai de 24 heures pour la remise de la rançon

L'ultimatum fixé par les ravisseurs de M. Luchino Revelli-Beaumont pour la remise d'une rançon de 150 millions de dollars (environ 150 millions de francs) a expiré samedi 11 juin à 18 heures. Sans que ceux-ci annoncent qu'ils avaient mis au point une exécution, une intense agitation a régné pendant toute la soirée du vendredi 10 juin au domicile de M. Revelli-Beaumont, 183, rue de la Pompe, à Paris-16^e. Vers 0 h. 45, le fils de la victime, M. Paolo Revelli-Beaumont, a déclaré : « Pour cette nuit, on peut être tranquille. Pour les autres jours, je ne suis pas sûr, sans fournir d'autres explications. M. Revelli-Beaumont nous a confié qu'un contact avait bien été établi avec les ravisseurs, et qu'un nouveau délai de vingt-quatre heures avait été accordé. L'épouse de la victime a ajouté : « Nous espérons avoir d'autres contacts. »

Que s'est-il passé au cours de la longue soirée qui a précédé l'heure de l'ultimatum ? Peu après 21 h. 30, le fils et la fille de M. Revelli-Beaumont, Paolo et Laura, accompagnés d'un ami argentin, ont quitté l'immeuble de la rue de la Pompe. Une heure plus tard, Laura Revelli-Beaumont revenait seule, pour repartir quelques instants après, avec un sac. Mais la famille a démenti par la suite que ce sac ait pu être utilisé pour transporter la rançon.

À 23 h. 50, Mme Maria Revelli-Beaumont est sortie de l'immeuble et a demandé aux journalistes qui se trouvaient sur place de transmettre le message suivant : « Je demande aux ravisseurs d'entrer en contact avec la presse dans les radios diffusant assésitôt cet appel et Antenne 2 » passait le communiqué en surimpression pendant le film du ciné-club. Quinze minutes plus tard, une communication téléphonique anonyme parvenait à France-Inter. Une voix d'homme déclarait : « Nous ne voulons pas entrer en contact avec la presse. M. Revelli-Beaumont, nous voulons la rançon. »

Des tractations secrètes sont-elles maintenant en cours entre la famille de la victime et les auteurs du rapt ? Et sur quelles bases se sont-elles engagées, puis-elles se poursuivre ? On ne sait que l'on sait que la position de

À la Réunion, le tribunal de commerce a prononcé vendredi 10 juin la liquidation du *Quintilien* de la Réunion en refusant le plan de redressement financier proposé par les responsables du journal. Depuis deux semaines, une campagne de soutien (pétition, souscription, etc.) avait été lancée parmi la population de l'île pour sauver ce journal, qui paraissait depuis septembre 1976. Le personnel du *Quintilien* a adressé un télégramme à M. Giscard d'Estaing pour l'alerter sur le sort des quatre-vingt-dix employés et sur le préjudice que cause au pluralisme de la presse dans l'île cette disparition. Le *Journal de l'île* (officiel) et *Témoignages* (communiste) sont les deux autres quotidiens réunionnais.

Des tractations secrètes sont-elles maintenant en cours entre la famille de la victime et les auteurs du rapt ? Et sur quelles bases se sont-elles engagées, puis-elles se poursuivre ? On ne sait que l'on sait que la position de

À la Réunion, le tribunal de commerce a prononcé vendredi 10 juin la liquidation du *Quintilien* de la Réunion en refusant le plan de redressement financier proposé par les responsables du journal. Depuis deux semaines, une campagne de soutien (pétition, souscription, etc.) avait été lancée parmi la population de l'île pour sauver ce journal, qui paraissait depuis septembre 1976. Le personnel du *Quintilien* a adressé un télégramme à M. Giscard d'Estaing pour l'alerter sur le sort des quatre-vingt-dix employés et sur le préjudice que cause au pluralisme de la presse dans l'île cette disparition. Le *Journal de l'île* (officiel) et *Témoignages* (communiste) sont les deux autres quotidiens réunionnais.

Des tractations secrètes sont-elles maintenant en cours entre la famille de la victime et les auteurs du rapt ? Et sur quelles bases se sont-elles engagées, puis-elles se poursuivre ? On ne sait que l'on sait que la position de

À la Réunion, le tribunal de commerce a prononcé vendredi 10 juin la liquidation du *Quintilien* de la Réunion en refusant le plan de redressement financier proposé par les responsables du journal. Depuis deux semaines, une campagne de soutien (pétition, souscription, etc.) avait été lancée parmi la population de l'île pour sauver ce journal, qui paraissait depuis septembre 1976. Le personnel du *Quintilien* a adressé un télégramme à M. Giscard d'Estaing pour l'alerter sur le sort des quatre-vingt-dix employés et sur le préjudice que cause au pluralisme de la presse dans l'île cette disparition. Le *Journal de l'île* (officiel) et *Témoignages* (communiste) sont les deux autres quotidiens réunionnais.

Des tractations secrètes sont-elles maintenant en cours entre la famille de la victime et les auteurs du rapt ? Et sur quelles bases se sont-elles engagées, puis-elles se poursuivre ? On ne sait que l'on sait que la position de

À la Réunion, le tribunal de commerce a prononcé vendredi 10 juin la liquidation du *Quintilien* de la Réunion en refusant le plan de redressement financier proposé par les responsables du journal. Depuis deux semaines, une campagne de soutien (pétition, souscription, etc.) avait été lancée parmi la population de l'île pour sauver ce journal, qui paraissait depuis septembre 1976. Le personnel du *Quintilien* a adressé un télégramme à M. Giscard d'Estaing pour l'alerter sur le sort des quatre-vingt-dix employés et sur le préjudice que cause au pluralisme de la presse dans l'île cette disparition. Le *Journal de l'île* (officiel) et *Témoignages* (communiste) sont les deux autres quotidiens réunionnais.

Des tractations secrètes sont-elles maintenant en cours entre la famille de la victime et les auteurs du rapt ? Et sur quelles bases se sont-elles engagées, puis-elles se poursuivre ? On ne sait que l'on sait que la position de

À la Réunion, le tribunal de commerce a prononcé vendredi 10 juin la liquidation du *Quintilien* de la Réunion en refusant le plan de redressement financier proposé par les responsables du journal. Depuis deux semaines, une campagne de soutien (pétition, souscription, etc.) avait été lancée parmi la population de l'île pour sauver ce journal, qui paraissait depuis septembre 1976. Le personnel du *Quintilien* a adressé un télégramme à M. Giscard d'Estaing pour l'alerter sur le sort des quatre-vingt-dix employés et sur le préjudice que cause au pluralisme de la presse dans l'île cette disparition. Le *Journal de l'île* (officiel) et *Témoignages* (communiste) sont les deux autres quotidiens réunionnais.

Des tractations secrètes sont-elles maintenant en cours entre la famille de la victime et les auteurs du rapt ? Et sur quelles bases se sont-elles engagées, puis-elles se poursuivre ? On ne sait que l'on sait que la position de

À la Réunion, le tribunal de commerce a prononcé vendredi 10 juin la liquidation du *Quintilien* de la Réunion en refusant le plan de redressement financier proposé par les responsables du journal. Depuis deux semaines, une campagne de soutien (pétition, souscription, etc.) avait été lancée parmi la population de l'île pour sauver ce journal, qui paraissait depuis septembre 1976. Le personnel du *Quintilien* a adressé un télégramme à M. Giscard d'Estaing pour l'alerter sur le sort des quatre-vingt-dix employés et sur le préjudice que cause au pluralisme de la presse dans l'île cette disparition. Le *Journal de l'île* (officiel) et *Témoignages* (communiste) sont les deux autres quotidiens réunionnais.

Des tractations secrètes sont-elles maintenant en cours entre la famille de la victime et les auteurs du rapt ? Et sur quelles bases se sont-elles engagées, puis-elles se poursuivre ? On ne sait que l'on sait que la position de

À la Réunion, le tribunal de commerce a prononcé vendredi 10 juin la liquidation du *Quintilien* de la Réunion en refusant le plan de redressement financier proposé par les responsables du journal. Depuis deux semaines, une campagne de soutien (pétition, souscription, etc.) avait été lancée parmi la population de l'île pour sauver ce journal, qui paraissait depuis septembre 1976. Le personnel du *Quintilien* a adressé un télégramme à M. Giscard d'Estaing pour l'alerter sur le sort des quatre-vingt-dix employés et sur le préjudice que cause au pluralisme de la presse dans l'île cette disparition. Le *Journal de l'île* (officiel) et *Témoignages* (communiste) sont les deux autres quotidiens réunionnais.

Des tractations secrètes sont-elles maintenant en cours entre la famille de la victime et les auteurs du rapt ? Et sur quelles bases se sont-elles engagées, puis-elles se poursuivre ? On ne sait que l'on sait que la position de

À la Réunion, le tribunal de commerce a prononcé vendredi 10 juin la liquidation du *Quintilien* de la Réunion en refusant le plan de redressement financier proposé par les responsables du journal. Depuis deux semaines, une campagne de soutien (pétition, souscription, etc.) avait été lancée parmi la population de l'île pour sauver ce journal, qui paraissait depuis septembre 1976. Le personnel du *Quintilien* a adressé un télégramme à M. Giscard d'Estaing pour l'alerter sur le sort des quatre-vingt-dix employés et sur le préjudice que cause au pluralisme de la presse dans l'île cette disparition. Le *Journal de l'île* (officiel) et *Témoignages* (communiste) sont les deux autres quotidiens réunionnais.

Des tractations secrètes sont-elles maintenant en cours entre la famille de la victime et les auteurs du rapt ? Et sur quelles bases se sont-elles engagées, puis-elles se poursuivre ? On ne sait que l'on sait que la position de

À la Réunion, le tribunal de commerce a prononcé vendredi 10 juin la liquidation du *Quintilien* de la Réunion en refusant le plan de redressement financier proposé par les responsables du journal. Depuis deux semaines, une campagne de soutien (pétition, souscription, etc.) avait été lancée parmi la population de l'île pour sauver ce journal, qui paraissait depuis septembre 1976. Le personnel du *Quintilien* a adressé un télégramme à M. Giscard d'Estaing pour l'alerter sur le sort des quatre-vingt-dix employés et sur le préjudice que cause au pluralisme de la presse dans l'île cette disparition. Le *Journal de l'île* (officiel) et *Témoignages* (communiste) sont les deux autres quotidiens réunionnais.

Des tractations secrètes sont-elles maintenant en cours entre la famille de la victime et les auteurs du rapt ? Et sur quelles bases se sont-elles engagées, puis-elles se poursuivre ? On ne sait que l'on sait que la position de

À la Réunion, le tribunal de commerce a prononcé vendredi 10 juin la liquidation du *Quintilien* de la Réunion en refusant le plan de redressement financier proposé par les responsables du journal. Depuis deux semaines, une campagne de soutien (pétition, souscription, etc.) avait été lancée parmi la population de l'île pour sauver ce journal, qui paraissait depuis septembre 1976. Le personnel du *Quintilien* a adressé un télégramme à M. Giscard d'Estaing pour l'alerter sur le sort des quatre-vingt-dix employés et sur le préjudice que cause au pluralisme de la presse dans l'île cette disparition. Le *Journal de l'île* (officiel) et *Témoignages* (communiste) sont les deux autres quotidiens réunionnais.

Des tractations secrètes sont-elles maintenant en cours entre la famille de la victime et les auteurs du rapt ? Et sur quelles bases se sont-elles engagées, puis-elles se poursuivre ? On ne sait que l'on sait que la position de

À la Réunion, le tribunal de commerce a prononcé vendredi 10 juin la liquidation du *Quintilien* de la Réunion en refusant le plan de redressement financier proposé par les responsables du journal. Depuis deux semaines, une campagne de soutien (pétition, souscription, etc.) avait été lancée parmi la population de l'île pour sauver ce journal, qui paraissait depuis septembre 1976. Le personnel du *Quintilien* a adressé un télégramme à M. Giscard d'Estaing pour l'alerter sur le sort des quatre-vingt-dix employés et sur le préjudice que cause au pluralisme de la presse dans l'île cette disparition. Le *Journal de l'île* (officiel) et *Témoignages* (communiste) sont les deux autres quotidiens réunionnais.

Des tractations secrètes sont-elles maintenant en cours entre la famille de la victime et les auteurs du rapt ? Et sur quelles bases se sont-elles engagées, puis-elles se poursuivre ? On ne sait que l'on sait que la position de

À la Réunion, le tribunal de commerce a prononcé vendredi 10 juin la liquidation du *Quintilien* de la Réunion en refusant le plan de redressement financier proposé par les responsables du journal. Depuis deux semaines, une campagne de soutien (pétition, souscription, etc.) avait été lancée parmi la population de l'île pour sauver ce journal, qui paraissait depuis septembre 1976. Le personnel du *Quintilien* a adressé un télégramme à M. Giscard d'Estaing pour l'alerter sur le sort des quatre-vingt-dix employés et sur le préjudice que cause au pluralisme de la presse dans l'île cette disparition. Le *Journal de l'île* (officiel) et *Témoignages* (communiste) sont les deux autres quotidiens réunionnais.

Des tractations secrètes sont-elles maintenant en cours entre la famille de la victime et les auteurs du rapt ? Et sur quelles bases se sont-elles engagées, puis-elles se poursuivre ? On ne sait que l'on sait que la position de

À la Réunion, le tribunal de commerce a prononcé vendredi 10 juin la liquidation du *Quintilien* de la Réunion en refusant le plan de redressement financier proposé par les responsables du journal. Depuis deux semaines, une campagne de soutien (pétition, souscription, etc.) avait été lancée parmi la population de l'île pour sauver ce journal, qui paraissait depuis septembre 1976. Le personnel du *Quintilien* a adressé un télégramme à M. Giscard d'Estaing pour l'alerter sur le sort des quatre-vingt-dix employés et sur le préjudice que cause au pluralisme de la presse dans l'île cette disparition. Le *Journal de l'île* (officiel) et *Témoignages* (communiste) sont les deux autres quotidiens réunionnais.

Des tractations secrètes sont-elles maintenant en cours entre la famille de la victime et les auteurs du rapt ? Et sur quelles bases se sont-elles engagées, puis-elles se poursuivre ? On ne sait que l'on sait que la position de

À la Réunion, le tribunal de commerce a prononcé vendredi 10 juin la liquidation du *Quintilien* de la Réunion en refusant le plan de redressement financier proposé par les responsables du journal. Depuis deux semaines, une campagne de soutien (pétition, souscription, etc.) avait été lancée parmi la population de l'île pour sauver ce journal, qui paraissait depuis septembre 1976. Le personnel du *Quintilien* a adressé un télégramme à M. Giscard d'Estaing pour l'alerter sur le sort des quatre-vingt-dix employés et sur le préjudice que cause au pluralisme de la presse dans l'île cette disparition. Le *Journal de l'île* (officiel) et *Témoignages* (communiste) sont les deux autres quotidiens réunionnais.

LE P.C.F. ET LE P.S.U. METTENT EN PLACE UNE COMMISSION DE TRAVAIL COMMUNE

Une rencontre entre les délégations du P.C.F. et du P.S.U. respectivement conduite par MM. Charles Fiterman, membre du secrétariat, et Michel Moussé, secrétaire national, a eu lieu vendredi 10 juin. Le communisme commun précise qu'une « large convergence d'analyse » a pu être constatée.

La délégation du P.C.F. a informé le P.S.U. de ses propositions pour l'actualisation du programme commun. La délégation du P.S.U. a rappelé qu'elle souhaitait contribuer à la victoire de la gauche et faire en sorte que cette victoire entraîne des changements profonds, répondant aux aspirations des travailleurs, changements qui, pour le P.S.U., doivent aller dans le sens de l'auto-gestion. « Dans cet esprit, elle a réaffirmé sa volonté de favoriser la convergence des objectifs politiques de tous les formations de gauche », précise le communiqué commun.

Les deux délégations ont décidé de poursuivre cet échange de vues afin de rechercher des positions communes sur les problèmes essentiels de la lutte pour un changement réel de politique. À cet effet, il a été décidé de mettre en place une commission de travail.

La Cour de sûreté est indirectement saisie de la situation des deux ingénieurs stéphanois condamnés à Alger

L'affaire était restée longtemps secrète. Ce n'est en effet que ces derniers jours que l'on a appris l'arrestation, le 15 avril dernier, à Saint-Etienne, de M. Jean-Baptiste Neelsen, ressortissant belge, qui fut l'un des principaux témoins à charge contre deux ingénieurs de cette ville, condamnés en Algérie pour espionnage économique. Après l'arrestation de M. Neelsen, avait été ouverte par la Cour de sûreté de l'Etat une information judiciaire sur la base de l'article 80, troisième du code pénal, qui prévoit : « Sera puni de la détention criminelle à temps de dix à vingt ans quiconque (...) entretient avec les agents d'une puissance étrangère des intelligences de nature à nuire à la situation militaire ou diplomatique de la France ou à ses intérêts économiques essentiels. »

Un tel motif laisse à penser que M. Neelsen est soupçonné d'avoir fourni à l'Algérie des renseignements sur les activités industrielles de la France.

M. Neelsen, qui est inculpé à la Santé, bénéficie du régime pénitentiaire spécial applicable aux personnes détenues à l'occasion d'une information judiciaire devant la Cour de sûreté de l'Etat.

On lira ci-dessous les commentaires faits dans certains milieux d'Alger sur cette arrestation.

De notre correspondant

Alger. — L'arrestation de M. Neelsen a suscité un vif intérêt à Alger. Détaché par la firme britannique Atkins auprès de la S.N.S. (Société nationale de sidérurgie algérienne), dont il prétendait être le conseiller financier, M. Neelsen avait joué un rôle trouble dans l'affaire qui a conduit à la condamnation des deux ingénieurs stéphanois, MM. Michel Pelletier et Jean-Claude Chaudard (le Monde du 10-17 mai 1976).

M. Neelsen avait mystérieusement quitté l'Algérie peu après l'arrestation des deux ingénieurs — condamnés respectivement à dix et trois ans de prison pour espionnage économique — et n'avait de ce fait pas comparu au procès bien qu'il fût un des principaux témoins.

Estimant n'avoir pas été récompensé financièrement conformément aux promesses qui lui auraient été faites par des représentants de la sécurité militaire, aurait-il indiqué, il aurait alors tenté une autre opération ? M. Neelsen aurait-il rendu compte de malversations. Les autorités algériennes indiennes auraient voulu de fermer les yeux et de le laisser gagner l'Algérie à condition qu'il se tienne tranquille.

(1) À l'époque du procès, on indiquait, dans les milieux judiciaires, que M. Neelsen n'était rendu coupable de malversations. Les autorités algériennes indiennes auraient voulu de fermer les yeux et de le laisser gagner l'Algérie à condition qu'il se tienne tranquille.

(2) À l'époque du procès, on indiquait, dans les milieux judiciaires, que M. Neelsen n'était rendu coupable de malversations. Les autorités algériennes indiennes auraient voulu de fermer les yeux et de le laisser gagner l'Algérie à condition qu'il se tienne tranquille.

(3) À l'époque du procès, on indiquait, dans les milieux judiciaires, que M. Neelsen n'était rendu coupable de malversations. Les autorités algériennes indiennes auraient voulu de fermer les yeux et de le laisser gagner l'Algérie à condition qu'il se tienne tranquille.

(4) À l'époque du procès, on indiquait, dans les milieux judiciaires, que M. Neelsen n'était rendu coupable de malversations. Les autorités algériennes indiennes auraient voulu de fermer les yeux et de le laisser gagner l'Algérie à condition qu'il se tienne tranquille.

(5) À l'époque du procès, on indiquait, dans les milieux judiciaires, que M. Neelsen n'était rendu coupable de malversations. Les autorités algériennes indiennes auraient voulu de fermer les yeux et de le laisser gagner l'Algérie à condition qu'il se tienne tranquille.

(6) À l'époque du procès, on indiquait, dans les milieux judiciaires, que M. Neelsen n'était rendu coupable de malversations. Les autorités algériennes indiennes auraient voulu de fermer les yeux et de le laisser gagner l'Algérie à condition qu'il se tienne tranquille.

(7) À l'époque du procès, on indiquait, dans les milieux judiciaires, que M. Neelsen n'était rendu coupable de malversations. Les autorités algériennes indiennes auraient voulu de fermer les yeux et de le laisser gagner l'Algérie à condition qu'il se tienne tranquille.

(8) À l'époque du procès, on indiquait, dans les milieux judiciaires, que M. Neelsen n'était rendu coupable de malversations. Les autorités algériennes indiennes auraient voulu de fermer les yeux et de le laisser gagner l'Algérie à condition qu'il se tienne tranquille.

(9) À l'époque du procès, on indiquait, dans les milieux judiciaires, que M. Neelsen n'était rendu coupable de malversations. Les autorités algériennes indiennes auraient voulu de fermer les yeux et de le laisser gagner l'Algérie à condition qu'il se tienne tranquille.

(10) À l'époque du procès, on indiquait, dans les milieux judiciaires, que M. Neelsen n'était rendu coupable de malversations. Les autorités algériennes indiennes auraient voulu de fermer les yeux et de le laisser gagner l'Algérie à condition qu'il se tienne tranquille.

(11) À l'époque du procès, on indiquait, dans les milieux judiciaires, que M. Neelsen n'était rendu coupable de malversations. Les autorités algériennes indiennes auraient voulu de fermer les yeux et de le laisser gagner l'Algérie à